

Rapport de stage
Magistère 3



Etudes préalables au diagnostic territorial des espaces agricoles et ruraux de l'agglomération de Saint Etienne Métropole

encadré par Cécile Soares

enseignant conseiller : Monsieur Eric Thomas

Emmanuelle Côte
Mai - Juillet 2006

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier particulièrement Cécile Soares, chargée de mission à Saint Etienne Métropole, pour m'avoir accueillie, guidée, et conseillée tout au long de ce stage. Je tiens également à remercier toute l'équipe du service Aménagement de l'agglomération, et notamment Sylvain Liaume, responsable du service, ainsi qu'Aurélie Archer, animatrice du CDRA.

Je remercie tous les professionnels que j'ai pu rencontré, qui m'ont accordé du temps lors des entretiens.

Enfin, je remercie Eric Thomas, enseignant chercheur de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, pour avoir suivi ce stage.

SOMMAIRE GENERAL

PREMIERE PARTIE.....	2
Etude préalable au diagnostic territorial des espaces agricoles et ruraux de l'agglomération de Saint Etienne Métropole	
DEUXIEME PARTIE.....	85
Révision de l'Action 15 du Contrat de Développement Rhône Alpes de Saint Etienne Métropole : « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine »	
TROISIEME PARTIE	121
Diagnostic agricole, projet stratégique de la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole et déclinaison en un programme d'actions pluriannuel - Cahier des charges	

PREMIERE PARTIE

Etude préalable au diagnostic territorial des espaces agricoles et ruraux de
l'agglomération de Saint Etienne Métropole

III. Synthèse des entretiens réalisés pour le programme APPETI	24
--	----

IV. L'évolution de la législation	25
---	----

A. Echelle européenne	25
-----------------------------	----

B. Echelle nationale	30
----------------------------	----

C. Echelle régionale	42
----------------------------	----

V. Les acteurs	46
----------------------	----

VI. L'exemple de quelques agglomérations	49
--	----

A. L'association Terres en Villes	49
---	----

B. La Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse	49
--	----

C. La Communauté d'Agglomération de Rennes Métropole	52
--	----

D. Grenoble et l'ADAYG	56
------------------------------	----

ANNEXES	62
---------------	----

Avant propos	4
--------------------	---

I. Introduction	7
-----------------------	---

A. La mise en place de l'intercommunalité stéphanoise et l'émergence de l'agriculture et du développement rural au sein du projet de territoire	7
---	---

B. Organisation de la profession agricole	8
---	---

C. La notion d'agriculture périurbaine	9
--	---

D. L'état actuel de la réflexion de Saint Étienne Métropole	11
---	----

II. Synthèse de l'étude Siter	12
-------------------------------------	----

A. Commande de Saint Etienne Métropole	12
--	----

B. Présentation de l'étude	12
----------------------------------	----

C. Diagnostic	14
---------------------	----

D. Logiques spatiales et répercussions territoriales	18
--	----

E. Les axes d'orientation stratégiques proposés par le cabinet conseil	21
--	----

F. Bilan de l'Action 15 par rapport aux mesures proposées dans l'étude SITER	22
--	----

Objectif du stage :

Elaboration d'un document synthétique qui permette de faire un état des lieux des espaces agricoles et ruraux de l'agglomération stéphanoise, dans l'objectif de préparer le diagnostic territorial spécifique au Projet Stratégique Agricole et de Développement Rural qui va être effectué par un bureau d'études.

Contexte :

- Création récente d'un poste en Economie Agricole à mi-temps (Service Aménagement) au sein de Saint Etienne Métropole
- Projet de Territoire concrétisé par le Contrat de Développement Rhône Alpes (CDRA) qui prévoit trois axes de développement stratégique :
 - Renforcement de la compétitivité et du rayonnement économique du territoire
 - Attractivité du tissu urbain
 - Développement partagé et durable

Il n'existe encore aucune stratégie en ce qui concerne les espaces périurbains, et les opérations comprises dans l'Action 15 « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine » du CDRA permettent

d'enclencher une réflexion sur ces espaces agricoles particulièrement menacés dans l'agglomération.

En outre, la région vient de lancer un nouveau dispositif : le PSADER (Plan Stratégique Agricole et de Développement Rural), qui doit être établi à l'initiative du territoire et piloté par la structure porteuse d'un Contrat de Développement Rhône Alpes ou d'un PNR. Le PNR du Pilat, dont le territoire chevauche celui de l'agglomération sur 8 communes, est également dans cette démarche.

Il est nécessaire pour mettre en place un PSADER, d'effectuer un diagnostic agricole et rural du territoire de l'agglomération, qui permettra ensuite d'élaborer une stratégie.

Territoire d'étude :



Source : Epures

Localisation de la Loire en France

Missions :

L'objectif de ce stage consiste en :

- La rédaction du **cahier des charges du PSADER** dont l'appel d'offres sera lancé en octobre 2006.
- La rédaction de l'**avenant à l'Action 15** qui sera en vigueur jusqu'à fin 2008.

Etant donné que le poste Economie agricole et la prise en compte des espaces agricoles périurbains sont récents, il est nécessaire de fournir les éléments de base qui permettront à l'agglomération d'élaborer sa stratégie. Il est donc nécessaire de **synthétiser les études précédemment effectuées sur le sujet**, sachant qu'aucune ne correspond exactement au territoire actuel de Saint Etienne Métropole :

- 1998/1999 J.S. GOUTELLE, Analyse du territoire de SEM et de l'agriculture en milieu périurbain en terme de système et de pérennité. Propositions de scénarii d'évolution
- 2002 Bureau d'études SITER, La préservation des espaces ruraux de l'agglomération de SEM.
- Diagnostic réalisé par la Chambre d'agriculture sur les Coteaux du Jarez (projet A45) – 2003

En complément, documents utiles à consulter :

- Pré-diagnostic APPETI (programme EQUAL)
- Guide méthodologique DDAF – 2001

➤ De plus, il est nécessaire de faire un point sur le **cadre juridique** qui conditionne les espaces périurbains, à savoir :

- **Synthèse de la loi sur les territoires ruraux (23/02/2005)** afin de comprendre quelles sont les compétences de chaque échelon ; quels outils existent pour le développement des territoires périurbains ; questions relatives à la pression foncière.
- **Synthèse des réformes de la PAC**
- **Loi d'Orientation Agricole (22/12/2005)**

... et sur les documents de référence en vigueur :

- Plan de Développement Rural National
- Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural (Région Rhône Alpes)

... qui permettront de dégager les enjeux des espaces agricoles périurbains de l'agglomération.

➤ Recensement et fonctionnement de tous les acteurs intervenants dans le développement des territoires agricoles, périurbains et ruraux.

➤ Statistiques :

- quels besoins pour Saint Etienne Métropole ?
- quels indicateurs nécessaires ?
- quelles possibilités d'actualisation des données ?

INTRODUCTION

A. La mise en place de l'intercommunalité stéphanoise et l'émergence de l'agriculture et du développement rural au sein du projet de territoire

La réflexion sur les espaces agricoles de Saint Etienne Métropole est récente. L'agriculture et le développement rural font désormais partie intégrante des projets territoriaux, et ce grâce à l'intercommunalité, qui a permis de faire émerger les notions d'équilibres territoriaux entre territoires urbains, ruraux, et périurbains. Si quelques agglomérations en France font figure de pionnières en la matière, ce n'est pas le cas de Saint Etienne Métropole, dont l'existence ne remonte qu'à une dizaine d'années.

Les quatre entités historiques (Saint Etienne, l'Ondaine, le Gier, le Forez Sud) se sont longtemps opposées notamment économiquement. Les divergences d'intérêt ont traduit la pluralité d'organisations patronales, marginalisant ainsi la CCI, en difficulté pour jouer le rôle d'acteur fédérateur. L'intercommunalité était difficilement envisageable dans un tel contexte où l'opposition entre

les communes mais également l'opposition entre centre et périphéries étaient caractéristiques de ce territoire. L'urbanisation produite par le développement industriel a paradoxalement morcelé l'espace et opposé les communes. Cette logique de différenciation territoriale est l'une des causes à l'origine des réticences à l'intercommunalité. La coopération intercommunale était difficilement évidente dans ce contexte concurrentiel au niveau industriel, économique et communal, bien que les élus soient conscients de la nécessité d'une telle initiative.

Avant de voir émerger la communauté de communes, la ville centre de Saint Etienne a adhéré à de nombreux regroupements thématiques relevant de l'environnement, des transports, de l'urbanisme, de la gestion foncière... tandis que d'autres intercommunalités de circonstance (contrairement à des intercommunalités de projet) ont émergé en périphérie : regroupement des communes de l'Ondaine, du Gier, et de la couronne périphérique de Saint Etienne.

Ce n'est qu'en 1995 qu'émerge la première intercommunalité à fiscalité propre autour de Saint Etienne (Communauté de Communes de Saint Etienne Métropole regroupant 22 communes). Le périmètre pertinent proposé par l'Agence d'Urbanisme (Epures) ne peut être respecté en raison d'un découpage politique des élus. La Communauté de Communes du Forez Sud autour d'Andrézieux-Bouthéon est créée simultanément. L'actuelle Communauté d'Agglomération de Saint Etienne Métropole élargie à 43 communes s'est constituée en janvier 2001.

Ses missions de départ (aménagement du territoire, développement économique, environnement) se sont élargies à l'aménagement du territoire et des déplacements, l'environnement et le cadre de vie, l'enseignement supérieur, les équipements sportifs et culturels. La structure intercommunale a enfin permis d'élaborer un projet de territoire à partir de 1999 avec la Loi Voynet.

B. Organisation de la profession agricole

L'organisation de la profession agricole est restée pratiquement intacte malgré les mutations considérables qu'elle a subi le siècle dernier.

La mise en place des **Chambres d'Agriculture** au début du XXème siècle a largement **conditionné l'évolution de l'agriculture en France**. A l'instar des Chambres de Commerce et d'Industrie ou des Chambres des Métiers, les **Chambres d'Agriculture** sont des établissements publics professionnels composés majoritairement d'**élus d'agriculteurs** mais aussi de **représentants des salariés agricoles** et des **organisations proches du secteur agricole** (agro-alimentaire, secteur para-agricole).

Elles assurent deux grandes missions :

- représentation des intérêts de l'agriculture.
- services aux agriculteurs (conseils techniques, formations et informations), depuis la fin des années 50.

Avant que les **Chambres d'Agriculture** n'assurent la fonction de conseil technique aux agriculteurs, les pouvoirs publics en étaient chargés par le biais des **services agricoles** au niveau de chaque département. Grâce à leur légitimité électorale et leurs moyens financiers, les **Chambres d'Agriculture** commencent à embaucher des techniciens dans les années 50.

Elles fonctionnent grâce à des **moyens financiers** prélevés par le biais d'une **taxe additionnelle sur l'impôt foncier** (ressource actuellement prédominante), des **soutiens publics** liés à leurs activités et la **vente de services aux agriculteurs**. Du fait de leurs importants moyens financiers et humains, le contrôle des **Chambres** a toujours représenté un **enjeu important pour les syndicats agricoles**. L'élection des représentants tous les six ans représente un moment fort pour les organisations agricoles et permet de mesurer **périodiquement l'influence respective des différents syndicats agricoles**. Les relations entre les **Chambres d'Agriculture** et le syndicalisme sont effectivement étroit et complexe. Le syndicalisme majoritaire a particulièrement recherché à étendre son influence sur l'ensemble des organisations agricoles (**Chambres, coopératives, crédit et mutualité**).

Les **trois principaux syndicats agricoles** (FNSEA/CNJA, Confédération Paysanne, Coordination rurale) se confrontent tous les 6 ans lors des élections, sachant que le mode de scrutin combinant un système proportionnel et majoritaire tend à favoriser la liste en tête, ce qui signifie que malgré la faible domination de la FNSEA depuis 2001 (53%), les **représentants affiliés FNSEA** contrôlent de fait la quasi-totalité des **Chambres**. De plus, pour être

représentatif au niveau départemental, il faut obtenir un minimum de 15% des voix, et au niveau national, et il faut être représentatif dans plus de 25 départements pour être représentatif au niveau national. Ce mode de fonctionnement rend naturellement la concurrence entre syndicats difficile.

La question de l'expression des autres syndicats agricoles et de leur participation aux instances de gestion est aujourd'hui au centre des débats pour l'ensemble des organisations agricoles ou des lieux de prise de décision.

Aujourd'hui, les Chambres tentent de s'adapter au contexte actuel : le besoin technique, l'insertion dans les logiques de marché de l'agriculture ; les exigences des citoyens et des consommateurs ; la place prépondérante de l'agriculture dans le développement local, représentent de nouveaux défis que les Chambres tentent de relever en développant une approche territoriale de leur action. Les trois axes suivis actuellement par les Chambres sont les politiques, les projets, et les prestations. Elles tentent également de se positionner comme lieu de mise en cohérence des différentes interventions liées à l'agriculture et au rural. D'autant plus que l'agriculture est aujourd'hui majoritairement périurbaine, et incorporée spatialement au fonctionnement des grandes agglomérations et des villes moyennes. Le succès des espaces ruraux, devenus périurbains, auprès de nouveaux résidents a fortement modifié les logiques de l'espace rural, qui n'est plus associé systématiquement à l'agriculture.

L'agriculture prend une place de plus en plus légitime au sein des projets de territoire.

L'agriculture concerne désormais une multitude d'acteurs qu'il est nécessaire de coordonner afin d'aboutir à des projets de territoire complets et cohérents.

C. La notion d'agriculture périurbaine

I. Définition des concepts

Définition INSEE en 1997 : Les communes périurbaines sont les communes des couronnes périurbaines et les communes multipolarisées :

- La couronne périurbaine est constituée de l'ensemble des communes situées dans une aire urbaine, à l'exclusion de son pôle urbain, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- Les communes multipolarisées sont les communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Selon la définition de l'INSEE, en 1999, plus de 12 millions d'habitants résidaient en espace périurbain. 44% des exploitations agricoles se situent en zones urbaines ou périurbaines.

2. Les multiples enjeux de l'agriculture périurbaine

L'essor des espaces périurbains a entraîné et entraîne toujours de profondes mutations de l'équilibre territorial. Le nombre de communes situées dans ces espaces ne cesse de croître, d'une part parce que les emplois se concentrent à proximité des pôles urbains et qu'ils disparaissent progressivement des petites communes (service public et agriculture), et d'autre part en raison d'une **demande croissante de la population d'accéder à un environnement plus vert**. C'est en particulier l'arrivée de nouveaux habitants qui **modifient les vocations des territoires** : des changements sont constatés au niveau économique, sociologique, social, environnemental, politique. Les mutations se constatent à de nombreux niveaux :

➤ **Foncier** : l'accès au foncier devient difficile pour les exploitants sachant que le prix à l'hectare du terrain agricole et celui du terrain constructible est incomparable. Des agriculteurs ou des enfants d'agriculteurs vendent leurs terrains à de nouveaux résidents souhaitant construire et créent ainsi une concurrence entre les espaces agricoles et les espaces résidentiels. La pression foncière devient considérable. Il existe en outre une grande différence de prix entre les différentes zones périurbaines devenues constructibles, créant alors une ségrégation spatiale ; les zones bien desservies par les transports en communs, les axes routiers, situées dans un cadre naturel de qualité, sont réservées aux populations les plus aisées, tandis que les populations les plus modestes ne peuvent se

permettre que les zones isolées et enclavées. Une nouvelle forme de ségrégation territoriale se développe.

➤ **Conflits d'usages** : le mode de vie urbain des nouveaux résidents des espaces périurbains pose des problèmes liés à la proximité des activités agricoles : les nouveaux résidents ne réalisent pas les changements qu'entraînent ce nouveau type de voisinage (bruit, effluents d'origine agricole). Pour les autochtones, les nouveaux arrivants représentent une source d'emploi, mais également une source de conflits et de tensions.

➤ **Nouveaux débouchés** : cette nouvelle population représente des opportunités de diversification pour les agriculteurs. Les résidents périurbains sont des consommateurs, potentiellement à la recherche de produits locaux, de contact avec les producteurs. La vente directe, la transformation fermière, et l'accueil du public se développent pour répondre à de nouveaux besoins. Le rapprochement des mondes urbains et ruraux permet de créer un échange et de faire découvrir l'activité agricole aux populations ayant un mode de vie urbain.

➤ **Les paysages** : les paysages mités par la construction massive de logements individuels en zone périurbaine se dégradent rapidement, tandis que les zones délaissées par l'agriculture (activité trop contraignante et peu rentable) s'enfrichent et perdent leurs qualités paysagères entretenues par l'activité agricole. On assiste alors à une fermeture des paysages.

➤ **L'environnement** : la construction de logements individuels représente une menace importante pour l'environnement étant donnée la surface consommée pour chaque logement et le type de

matériaux employé pour chaque construction. Ce modèle d'urbanisation connaît actuellement un succès important, mais il n'est pas garanti qu'il le reste à l'avenir. On connaît le problème des grands ensembles aujourd'hui, détruits en masse, pour tenter de nouvelles formes de logements collectifs, mais le modèle d'habitat individuel sera sans doute encore plus problématique à traiter, étant donné l'espace consommé et l'impact environnemental.

Pour une agglomération comme Saint Etienne Métropole, dont le dynamisme démographique est faible, et dont la ville centre séduit moins que ses alentours, il est primordial de veiller au développement des zones les plus attirantes de l'agglomération, à savoir, les zones périurbaines, où l'agriculture et le logement individuel sont en concurrence.

D.L'état actuel de la réflexion de Saint Étienne Métropole

La question du traitement des espaces agricoles périurbains et ruraux de l'agglomération stéphanoise a déjà fait l'objet d'un mémoire de stagiaire (en 1999) et d'une étude confiée au bureau d'études SITER (2002) sur la stratégie des espaces agricoles périurbains. D'autre part, depuis fin 2005, l'action 15 du Contrat de Développement Rhône Alpes (CDRA) signé entre Saint Etienne et Métropole et la Région est consacrée à la valorisation des espaces agricoles périurbains, mais aucune stratégie spécifique n'est encore mise en place. Le Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural en vigueur depuis 2005 propose la mise en place de Projets Stratégiques Agricoles et de Développement Rural (PSADER). Ce nouveau dispositif constituera le volet agricole et de

développement rural d'un CDRA. C'est l'occasion pour l'agglomération de prendre en charge l'avenir de ses espaces agricoles ruraux et périurbains, dont la pérennité est menacée par l'urbanisation grandissante.

Ce territoire historiquement marqué par l'industrie souffre encore d'une image négative liée à ses vallées industrielles en déclin. Cette image négative a contribué au déclin démographique des territoires urbains au profit des territoires ruraux et périurbains de l'agglomération. Le succès de ces espaces est témoin de leur attractivité, mais l'effet pervers de ce succès se constate rapidement avec le développement de la maison individuelle venue dégrader ces espaces agricoles et ruraux. La réflexion menée actuellement sur les espaces agricoles et ruraux de l'agglomération et le futur projet stratégique représentent des opportunités de mettre en valeur ces espaces d'une grande qualité paysagère tout en les protégeant des effets néfastes de la résidentialisation.

II.SYNTHESE DE L'ETUDE SITER

A.Commande de Saint Etienne Métropole

Cette étude fut réalisée à la demande de Saint Etienne Métropole en mai 2002 pour aider à la définition de projets de territoire dans le cadre :

- de l'extension territoriale de la communauté d'agglomération (incluant de nouvelles communes rurales et péri-urbaines),
- de la mise en œuvre du Schéma de Développement Touristique (articulation zones urbaines et zones rurales),
- de la loi SRU (et de la mise en œuvre du SCOT),
- de la DTA de l'aire urbaine de Lyon (groupe de travail « réseau maillé des espaces naturels, agricoles et paysagers »),

Saint Etienne Métropole souhaitant engager une réflexion par rapport à l'avenir des espaces péri-urbains et ruraux de son territoire dans la perspective d'un développement durable.

B.Présentation de l'étude

1. Mission

Le cabinet SITER a été retenu pour effectuer cette étude. La réflexion du bureau d'études s'est articulée autour de la préservation des potentialités agricoles du territoire participant à l'attractivité globale de l'agglomération dans un contexte d'étalement urbain. L'objet de la mission s'est décliné en trois objectifs :

- pour le maintien et le développement de l'agriculture en zone périurbaine
- pour la conservation, l'amélioration, la promotion de l'image verte de l'agglomération stéphanoise
- pour le développement des échanges entre la ville et la campagne.

2. Choix de la zone test

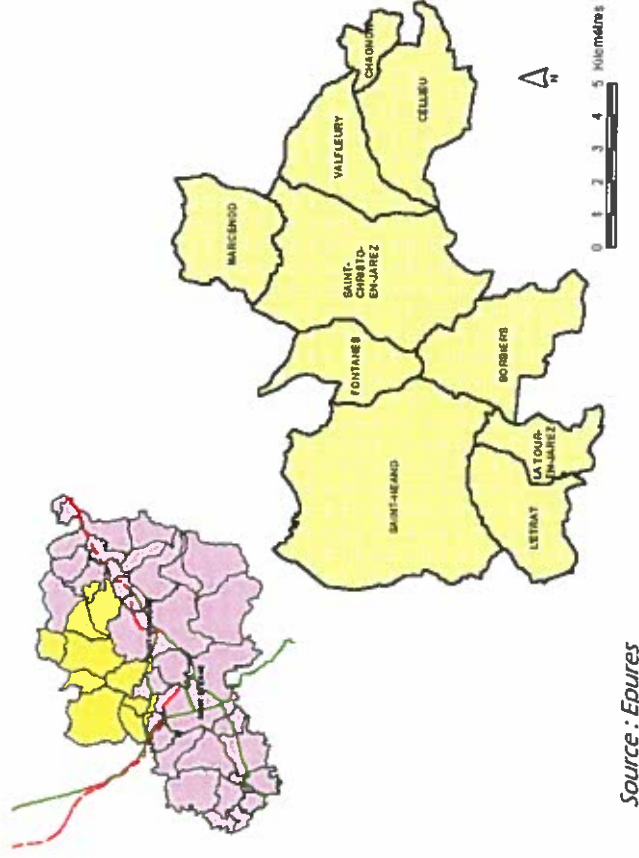


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

10 communes ont constitué la zone test : Chagnon, Cellieu, Fontanès, La Tour en Jarez, L'Etrat, Saint Christo en Jarez, Saint Héand, Sorbiers, Valfleury. Cette zone a été choisie parce qu'aucune structure fédératrice n'était présente sur cette partie de l'agglomération, et parce que le processus de périurbanisation s'accroît.

3. Démarche méthodologique

Ce travail exploratoire est un avant-projet, permettant de mettre au jour les principaux enjeux et les contraintes liées au développement de l'agglomération stéphanoise. C'est une préparation à la formalisation d'un futur projet global et intégré où les espaces urbains et ruraux se complètent et sont associés pour le développement d'une dynamique territoriale axée sur la préservation et le maintien des espaces naturels et agricoles, et pour la valorisation de l'agglomération dans son ensemble. Le travail vise à accompagner le territoire observé dans la construction d'un projet partagé tenant compte des mutations qui s'opèrent en zone périurbaine.

Les différentes dimensions de l'espace périurbain - à savoir, foncière, économique, environnementale et sociale - sont analysées.

L'ensemble des acteurs a été associé à la démarche : élus, techniciens, organisations professionnelles et représentants de la société civile. La volonté de mener une démarche participative pour ce projet s'est concrétisée par la constitution d'un comité de lancement permettant de réunir tous les acteurs, et par la réunion de 3 ateliers collectifs organisés pendant cette étude.

Deux phases sont distinguées :

- phase diagnostic : analyse de données quantitatives et qualitatives (RGP, RGA) et entretiens bilatéraux. (base de données)

- **Phase stratégique**, fondée sur les 5 grands principes de cohérence, cohésion, gouvernance territoriale, maintien et développement de l'activité agricole, et préservation de la qualité des milieux.

La déclinaison de 3 axes stratégiques a permis l'élaboration d'un guide méthodologique (tableau à double entrée avec préconisations et outils):

1. gestion et aménagement de l'espace
2. développement de l'attractivité territoriale
3. soutien et développement de l'activité agricole

C.Diagnostic

1. Présentation des 3 zones

D'une vocation agricole à une vocation « résidentielle » : contexte pour l'agriculture stéphanoise.

- a) La Couronne : l'Etrat, la Tour en Jarez, Sorbiers

Cette zone est la moins rurale de l'agglomération. L'urbanisation s'est amorcée depuis longtemps. C'est une zone de tradition laitière, où des surfaces fourragères et des prairies adaptées à l'élevage sont insérées dans un tissu urbain dense (vieux pavillonnaire). Moins de 10 % des surfaces sont cultivées en céréales.

Les exploitations sont peu viables : on compte de nombreux doubles actifs non professionnels, dont l'outil de production est obsolète.

La main d'œuvre familiale a évolué (- 50 % d'UTA familiales) alors que les UTA salariales restent stables.

Caractéristiques de la zone :

- pression foncière forte
- disparition de la moitié des exploitations
- petites surfaces d'exploitation
- tissu agricole lâche
- pas d'initiatives de diversification
- peu d'investissements

On constate deux tendances opposées selon les zones :

- une diminution de 30 à 40 % de la SAU sur les communes de l'Etrat et Sorbiers et une absence de volonté de maintenir les espaces agricoles.
- une augmentation de la SAU sur la Tour en Jarez avec une forte politique de maintien ainsi que des moyens mis en œuvre.

Pour que les exploitations restent rentables, il faut forcément augmenter les surfaces des exploitations, donc la tendance est à l'augmentation de la moyenne de la SAU et à une diminution du nombre d'exploitants. Les quotas laitiers restent cependant faibles.

b) La zone arboricole (Coteaux du Jarez) : Cellieu, Chagnon, Valfleury

Cerises, pommes, pêches représentent les cultures principales de cette zone arboricole. Si l'on considère la baisse moindre du nombre d'exploitations par rapport aux autres secteurs, c'est l'arboriculture qui est la plus dynamique :

- diminution de 13 % du nombre d'exploitations professionnelles
- diminution d'1/3 d'exploitations non professionnelles
- SAU : - 15 % en 20 ans.
- SAU moyennes faibles (entre 15 et 16 ha/ exploitation) mais stables

Cependant, il subsiste un nombre important de freins au développement de la filière :

Facteurs naturels :

L'irrigation est nécessaire, mais interfère avec l'écoulement naturel, et participe ainsi au réchauffement des cours d'eau.

Les pentes fortes (25 %) rendent la mécanisation difficile, mais incitent à l'innovation [cultures en terrasse] ou à la diversification.

Facteurs sociaux

- organisation du travail individualiste

- manque de rigueur dans la gestion des parcelles, contraintes administratives non respectées.

- logique concurrentielle
- parcellaire morcelé

Situation géographique contraignante :

- futur passage de l'A45
- zone périurbaine de Lyon, pérennité menacée
- Développement de l'habitat sur Chagnon (+30 % de population entre 90 et 99)

Il y a un besoin important de main d'œuvre saisonnière mais un faible nombre d'UTA par an. Quelques exploitants sont engagés dans une démarche qualité.

c) La zone élevage (Monts du Lyonnais) : Saint Héand, Fontanès, St Christo en Jarez, Marcenod

Les surfaces agricoles représentent 70 % des surfaces communales. C'est une zone à caractère rural plus marqué, avec une SAU stable (la diminution la plus forte est constatée à St Christo en Jarez avec une perte de 4,4%). La pression urbaine est moindre.

L'organisation collective est ancrée dans cette zone d'élevage laitier, ce qui garantit une bonne structure de la filière. De nombreuses CUMA témoignent d'une mutualisation fréquente. Le niveau d'équipement est très satisfaisant.

Une grande quantité de lait d'une qualité croissante est produite.

Caractéristiques de la main d'œuvre :

- jeune et dynamique
- UTA salariales rares
- main d'œuvre familiale prédominante

Contraintes :

L'intégralité de la zone d'élevage est classée en zone vulnérable nitrates. Le PMPOA II (Plan de Maitrise des Pollutions d'Origine Agricole) contraint l'agriculture de ce territoire.

- dégradation de l'environnement due au mode de production intensif
- captage d'eau potable dont la qualité est à maintenir.

Pour les exploitations professionnelles, les surfaces exploitées ont doublé. On constate en effet une baisse du nombre de chefs d'exploitations et une augmentation des SAU (augmentation de la charge de travail).

Les exploitations non professionnelles sont stables.

2. Synthèse

a) La couronne

ATOUTS	FAIBLESSES
Souci de préservation du cadre de vie par les élus	Petites exploitations Pression foncière forte Pas d'investissements
Occupation et entretien de terrains ayant trop de contraintes pour l'urbanisation	Pas d'initiatives de diversification
OPPORTUNITES	MENACES
Profiter d'un bassin de consommation aisé	Disparition totale de l'activité agricole

b) La zone élevage

ATOUTS	FAIBLESSES
Bonne structure des exploitations (organisation collective) Bon potentiel laitier Demandes d'installation et installation récentes	Zone polluée par les nitrates Mise aux normes rare Manque de terrains disponibles Baisse du nombre de chefs d'exploitation (augmentation des SAU)
OPPORTUNITES	MENACES
Profiter de la main d'œuvre jeune et dynamique Caractère rural encore marqué donc maintien de la situation possible	Pollution trop forte Difficulté de cohabitation résidents / agriculteurs Disparition des surfaces les plus petites

c) La zone arboricole

ATOUTS	FAIBLESSES
Installations récentes Investissement dans l'irrigation Large gamme de produits Paysage spécifique qui participe à l'image de marque du territoire	Parcellaire morcelé Pression résidentielle Individualisme de la profession Faible reconnaissance des produits
OPPORTUNITES	MENACES
Rentabilité de la filière à saisir Mise en place d'une organisation collective	Risque que l'activité périclite A45

D.Logiques spatiales et répercussions territoriales

Au niveau régional, St Etienne cherche à affirmer son territoire communautaire pour devenir un pôle structurant fort. Le territoire est marqué par le passé industriel. Au niveau départemental, une organisation binaire est constatée avec une zone plus rurale au Nord autour de Roanne, et une zone plus urbaine au Sud.

L'offre de logement à Saint Etienne Métropole est médiocre :

- taux de vacance important qui prouve une offre de logement inadaptée (grand nombre de logements collectifs qui ne répondent plus à la demande)
- surconsommation d'espace en zone périurbaine

La politique de l'habitat est déterminante pour la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation de espaces ruraux.

Tendances de tous les pôles urbains :

- déprise démographique forte
- paupérisation des centres
- fuite des ménages les plus aisés vers les périphéries

Etant donné que le marché du logement à Lyon est saturé, il y a un **risque de spéculation foncière important** à la frontière des deux aires urbaines.

Il est nécessaire de reconsidérer le centre ville des pôles urbains, qui offrent un parc de logement trop limité d'un point de vue qualitatif, pour limiter le processus de périurbanisation.

La valeur des terres agricoles est déterminée plus en fonction des enjeux liés à l'urbanisation future qu'au capital naturel, économique, et productif qu'elles représentent. L'espace périurbain est en constante mutation, et nécessite alors une gestion accrue.

Le projet de l'A45 met en péril des exploitations arboricoles, ainsi que le système général d'irrigation des coteaux. Elle enclenche une logique urbaine par des nouveaux équipements et projets immobiliers.

1. Analyse par volet

a) Volet territorial

Transport

Aspects positifs de l'A45 :

- augmentation de possibilités de captage de flux exogènes sur le Sud du département.
- dégorgement de la vallée du Gier, qui rendra une requalification plus facile.

Aspects négatifs :

- risque de division du territoire avec une section nette entre espace rural et espace urbain.
- le réseau en fond de vallée canalise et cloisonne les flux et crée un problème d'accessibilité interne.
- carence en transport en commun qui augmente l'utilisation du véhicule individuel.

Logement

déminéralisation et dédensification en cours qui accentue le phénomène de périurbanisation.

réhabilitation des logements vacants nécessaire.

Synthèse :

Stratégie de développement :	Organisation territoriale :	Contraintes :
Nécessaire raisonnement à une échelle globale	Outils de planification en cours	A45
Problème d'attractivité territoriale	Mutation en cours	PMPOA II
Requalification vallée du Gier	Enjeu résidentiel	Climat
Problèmes du réseau de transport collectif		

b) Volet foncier

- morcellement du foncier
- exploitations de taille modeste
- spéculation foncière [cours du foncier multiplié par 2 en 4 ans]

La SAFER est la structure compétente pour capitaliser le patrimoine foncier agricole rapidement afin de pérenniser ce type d'activité en zone périurbaine. Saint Etienne Métropole a besoin de réserves foncières afin de rendre les interventions efficaces.

La zone élevage est la moins touchée par l'étalement urbain : les transactions sont endogènes.

Un besoin d'outils de gestion de l'espace est constaté pour préserver les terres agricoles à forte valeur ajoutée.

c) Volet économique

- Potentiel économique de la zone élevage grâce à la logique collective, de la zone arboriculture grâce à la large gamme de produits (mais frein dû à la logique individualiste)
- Organisation sociale et territoriale nécessaire pour mettre à profit le potentiel économique
- Mutation constante en zone périurbaine
- Rôle déterminant des agriculteurs dans la gestion et l'entretien des paysages

d) Volet environnemental

- Mise en danger des espaces agricoles par l'A45.
- Réserves foncières nécessaires pour conserver les paysages (trame verte).
- Entretien des chemins pour renforcer les liens ville campagne et découvrir les paysages.

La domestication des espaces ruraux et les pratiques hygiénistes (goudronnage intempêtif, plantation des fleurs) entraînent des problèmes d'écoulement, de ruissellement, et de pollution.

e) Volet social

On constate une baisse de la représentativité des agriculteurs ainsi qu'une diminution de la solidarité.

E. Les axes d'orientation stratégiques proposés par le cabinet conseil

- Mise en place d'alternatives liées aux contraintes majeures locales (épandage en zone nitrée, A45 et système d'irrigation en zone arboriculture)
- Création d'un observatoire

AXE1 : GERER ET AMENAGER L'ESPACE

Maîtrise de l'étalement urbain	Economie d'espace Maintien du foncier agricole
Accompagnement des mutations territoriales	Adaptation des services Défense des intérêts des agriculteurs
Réduction des effets pervers liés à la périurbanisation des campagnes avec préservation de leur identité	Préservation de la qualité des paysages Préservation du patrimoine bâti

Les mesures proposées sont :

- Création de réserves foncières et/ou mise en œuvre de solutions qui pérennisent les activités agricoles
- Renforcement des commerces et des services
- Réhabilitation des cœurs de village
- Construction progressive et localisée des espaces à urbaniser

AXE2 : RENFORCER L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

Développement local	Ancrage des populations locales Captage de flux exogènes
Développement des échanges ville-campagne	
Valorisation des potentialités locales	Valorisation du patrimoine naturel Valorisation du patrimoine culturel et historique

Les mesures proposées sont :

- Réhabilitation du patrimoine bâti
- Mise en valeur du patrimoine naturel
- Développement de la culture de l'accueil
- Promotion du territoire rural

- Appréhension de certains espaces ruraux comme espace de vie des urbains

AXE3 : SOUTENIR ET DEVELOPPER L'ACTIVITE AGRICOLE

Maintien de l'activité agricole	Mise aux normes des exploitations
	Accompagnement au changement
Diversification de l'activité	Structuration des filières
	Identification de produits
	Développement des circuits courts
	Développement de l'agro tourisme

Les mesures proposées sont :

- Analyse fine de l'existant et des évolutions prévisibles
- Appui à la concertation élus-agriculteurs
- Restructuration des exploitations
- Mise en place d'organisations collectives
- Rapprochement de l'offre et de la demande de produits agricoles

F.Bilan de l'Action 15 par rapport aux mesures proposées dans l'étude SITER

Cette étude n'a jamais été suivie par Saint Etienne Métropole, et n'a donc jamais été approfondie ou utilisée. En revanche, l'Action 15 « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine » du CDRA reprend certains principes que l'on peut retrouver dans l'étude SITER. Concrètement, les propositions formulées représentent un cadre intéressant pour la définition d'une stratégie, qui manque aux espaces agricoles et ruraux de l'agglomération stéphanoise.

Les propositions formulées dans l'étude SITER tentent de répondre aux enjeux globaux de l'agglomération, visant un meilleur équilibre et une meilleure répartition des espaces urbains, périurbains, et ruraux. Les domaines dans lesquels les propositions s'appliquent sont très larges et concernent alors plusieurs compétences de Saint Etienne Métropole. Cette étude représente bien un avant projet qui propose des pistes d'actions cohérentes, mais leur application nécessite un approfondissement important pour envisager les déclinaisons concrètes des principes proposés et les moyens humains à mobiliser. Cependant, certaines préconisations ont été suivies à travers la mise en place de l'action 15 : le développement des circuits courts, l'ouverture des exploitations (accueil à la ferme, fermes auberges, fermes pédagogiques...), l'adhésion au réseau Terres en Ville, à la RUSE...

Jusqu'à maintenant, l'action 15 s'est déclinée en 16 opérations, regroupées en 3 thématiques : maîtrise du foncier agricole, structure

des exploitations, et attractivité du territoire, permettant d'engager une première dynamique sur les espaces agricoles périurbains et ruraux de l'agglomération. Le bilan fait actuellement permet de faire un point sur la consommation des crédits : seulement 18% de l'enveloppe de subvention a été consommée avec 5 dossiers de demande de subvention déposés (potentiel de 70 dossiers de demande de subvention). Le manque d'animation de l'action 15 est responsable du faible nombre de dossiers déposés.

Seules les actions concernant les points de vente collectifs (2 ont été réalisés), l'irrigation de la zone arboricole, le financement du programme APPETI (appui à la création d'activités en milieu rural), l'organisation d'un colloque sur l'agriculture périurbaine ont été réalisées.

III. SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS POUR LE PROGRAMME APPETI

Le programme APPETI est un projet de dimension régionale et appartient aux programmes européens EQUAL. C'est un Programme d'Initiative Communautaire du Fonds Social Européen mis en place pour lutter contre toutes les formes de discrimination et d'inégalité dans la sphère du travail et de l'emploi en Europe.

C'est un projet porté par l'ARDEAR (Association Régionale pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural), l'AFIP Rhône Alpes (Association de formation et d'information pour le développement des initiatives rurales), et l'Université Jean Monnet de Saint Etienne. Ces structures spécialisées dans la formation et l'emploi rural et agricole ont recensé 20 demandes d'accompagnement et de formation de la part de porteurs de projet par an, signifiant que les dispositifs déjà existants en Rhône Alpes n'étaient pas suffisants. Saint Etienne Métropole s'est associé au projet, notamment pour soutenir la première phase du programme, à savoir, l'ancrage territorial par l'animation du territoire. Des entretiens ont été réalisés avec chaque commune de l'agglomération, afin d'établir un diagnostic partagé pour :

- Recenser les porteurs de projets et personnes en activités demandeuses d'accompagnement
- Faire émerger des besoins locaux, nouvelles activités et problématiques partagées
- Mobiliser des acteurs locaux sur la création d'activités
- Repérer des activités à transmettre

Au total, 36 communes ont été rencontrées, 6 ne sont pas intéressées par ce type de projets (L'Etrat, Chateauneuf, Villars, L'Horme, La Ricamarie, Caloirel, et 2 communes sont intéressées mais n'ont pas le temps (St Etienne/ Rochetaillée, St Chamond).

Pour le recensement des données ont été différenciés d'un côté les porteurs d'activités « fragiles » ainsi que les porteurs de projet ; et de l'autre les besoins locaux de la commune et ses projets. Ont également été recensés les freins et moteurs à la création : Cf. Annexe 2 pour la synthèse des entretiens.

IV. L'EVOLUTION DE LA LEGISLATION

A. Echelle européenne

I. la Politique Agricole Commune

Elle a été mise en place en 1962 avec comme objectif de garantir :

- L'auto suffisance alimentaire de la communauté européenne.
- La stabilité des marchés
- L'augmentation de la productivité
- La sécurité des approvisionnements
- Un niveau de vie équitable à la population agricole.

Trois grands principes sous tendent la PAC :

- marché unique agricole : suppression des barrières douanières, règles sanitaires et normes techniques harmonisées.
- préférence communautaire
- solidarité financière : les ressources sont affectées à des dépenses communes et non en fonction des contributions des Etats membres.

Etant donné que les premiers objectifs fixés par le Traité de Rome ont été atteints dès la fin des années 70, les réformes successives mises en place depuis visent à corriger ces excès productivistes.

Problèmes identifiés à partir des années 70 :

- **Excédents** : lait, vin, céréales, viande bovine. La production de lait a été limitée par l'introduction en 1984 des quotas laitiers. La surproduction de céréales a été encadrée par la réforme de 1992 avec le gel d'une partie de la SAU : toutes céréales confondues, la production est ainsi passée de 33 millions de tonnes en 1993 à 8,5 millions de tonnes en 2000. L'Organisation Commune de Marché bovine a été traitée par la réforme de 1999 : les primes (bovins mâles, ou maintien du troupeau de vaches allaitantes) sont désormais versées, dans la mesure où l'éleveur ne dépasse pas le seuil de 1,8 unité gros bovin (UGB) par hectare. Les éleveurs situés en dessous de ce seuil peuvent percevoir le complément extensif.
- **Subvention à l'exportation** pour écouler les excédents sous la forme de restitutions financières aux producteurs européens : l'Union Européenne s'est engagée dans une réduction de ces subventions à l'exportation pour limiter les distorsions de concurrence sur le marché mondial.
- **Coûts environnementaux engagés par le modèle productiviste** : particulièrement depuis l'institution du 2ème pilier de la PAC en 1999, l'environnement est davantage pris en compte, notamment avec l'introduction de nouvelles mesures comme le découplage, la modulation des aides et la conditionnalité [Cf. page suivante]. Les

Les réformes successives visent une diminution de la part consacrée à l'agriculture dans le budget européen, ainsi qu'une augmentation de la dimension qualitative. Le budget actuel de la PAC représente 42% du budget de l'Union Européenne (soit 51,4 Md €).

a) Les grands mécanismes de la PAC

➤ Les OCM : Organisations Communes de Marché

Chaque produit ou groupe de produit fait l'objet d'un règlement (stabilité des prix, orientation des produits...). On dénombre 21 OCM. Lorsque certains produits ne trouvent pas preneur, la Communauté les rachète à un prix garanti supérieur au prix du marché mondial.

➤ Les Aides Directes (depuis 1992) :

Avant la réforme Mac Sharry en 1992, les prix agricoles étaient soutenus, grâce à des barrières à l'importation, des subventions à l'exportation, et à l'achat des excédents. Les prix étaient garantis par de achats publics sur le marché pour compenser la baisse des prix garantis. La réforme de 1992 a introduit les Aides Directes aux agriculteurs (calculées en fonction de la surface et de la production), pour diminuer la distorsion de concurrence. Depuis 2003, les deux tiers des aides sont sans lien avec le niveau de production (découplage).

b) Financement :

Jusqu'à la dernière réforme, un seul fond permettait de financer la Politique Agricole Commune : le Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA).

Ressources :

- Prélèvements obligatoires
- Droits de douane
- Fraction de la TVA de chaque Etat

Deux sections étaient présentes :

- Section « garantie » : financement des OCM (soutien aux prix agricoles, prise en charge des excédents, soutien aux exportations)
- Section « orientation » : gestion de l'argent communautaire destiné à la politique structurelle (aides à l'investissement, aux jeunes agriculteurs, indemnités compensatoires...)

C'est à partir de 1999, dans le cadre des accords de Berlin, qu'un règlement de développement rural a permis de définir le cadre réorganisé et simplifié de la politique communautaire avec la création du « 2ème pilier de la PAC », consacré au renforcement du développement rural.

A partir de 2007, le FEOGA est remplacé par :

- FEAGA : Fond Européen Agricole de Garantie

- FEADER : Fond Européen Agricole pour le Développement Rural.

c) Les réformes de 1999 et 2003

➤ Agenda 2000

En juillet 1997, la Commission a proposé une réforme de la PAC dans le document « Agenda 2000 » (document de 1350 pages), qui a dressé un plan de la politique communautaire future (budget de l'UE, réforme des fonds structurels...), dans l'optique de l'élargissement. Les négociations relatives à l'Agenda 2000 et l'accord sur la réforme de la PAC, se sont clôturées au Conseil européen de Berlin qui s'est tenu en mars 1999 (Accords de Berlin).

L'Agenda 2000 a constitué la réforme la plus radicale et la plus globale de la politique agricole commune depuis sa conception.

La réforme comprend des mesures pour:

- l'amélioration de la compétitivité des produits agricoles sur les marchés domestique et mondial;
- la promotion d'un niveau de vie équitable pour la population agricole;
- la création d'emplois de remplacement et d'autres sources de revenus pour les agriculteurs;
- l'élaboration d'une nouvelle politique de développement rural, qui devient le second pilier de la PAC;
- l'intégration dans la PAC de considérations environnementales et structurelles plus vastes;

- l'amélioration de la qualité et de la sécurité alimentaire;
- la simplification de la législation agricole et la décentralisation de son application, afin d'accroître la précision, la transparence et la facilité d'accès des règles et règlements.

La réforme, telle que l'envisage l'Agenda 2000, pose les jalons pour le développement d'une agriculture multifonctionnelle, durable et compétitive dans l'UE.

➤ La réforme de juin 2003

Découplage

Le mécanisme du découplage déconnecte les aides agricoles des prix, du volume et des facteurs de production (surface, nombre d'animaux). Le droit à paiement unique (DPU) de l'exploitation est calculé à partir d'une référence historique, à savoir la surface primée et les aides perçues sur la période 2000/2002. Le versement de cette aide, qu'il y ait production ou non, est subordonné au respect du maintien des surfaces dans un état agronomique satisfaisant. (Cf. Conditionnalité ci dessous)

Le découplage semble satisfaire certaines instances internationales (dont l'Organisation de Coopération et de Développement Economique) pour les raisons suivantes :

- La suppression du lien entre production et soutien permet aux agriculteurs d'optimiser leurs choix en fonction des opportunités du marché
- L'aide découplée représente un instrument efficace en termes de transfert de revenu en faveur des producteurs agricoles.

- Réduction des distorsions de concurrence (reproche des organisations internationales vis-à-vis de la PAC)

Cependant, certains Etats membres ont fait le choix de recoupler partiellement les aides directes pour certaines filières sensibles afin de contribuer à l'aménagement du territoire.

Pour chaque production, les Etats peuvent choisir la proportion découplée souhaitée. Quelques travaux de recherche de (INRA) ont montré le risque du découplage vis-à-vis des impacts sociaux et environnementaux négatifs : concentration des activités dans certaines zones et déprise agricole dans d'autres. Le découplage total enlève également toute possibilité de régularisation des marchés en cas de crise agricole dans certains secteurs. La France a donc fait le choix de conserver une partie des aides couplées de manière à contrer les impacts négatifs du découplage total. A titre indicatif, sachant que ces mesures commencent juste à être appliquées : pour les céréales, une proportion de 25% serait recouplée ; pour l'élevage bovin, la prime à la vache allaitante reste entièrement couplée afin de préserver l'aménagement du territoire des zones dites intermédiaires, dont le Massif Central, grand bassin allaitant. 40% de la prime à l'abattage resteront couplés ; pour l'élevage ovin, les primes compensatrices ovines seraient découplées à 50% ; les paiements laitiers seraient totalement découplés à partir de 2008.

Le recouplage partiel des aides directes a pour objectif d'assurer la multifonctionnalité de l'agriculture française.

Conditionnalité

3 types de conditions sont exigés pour percevoir les aides directes :

- La conformité avec 19 directives et règlements européens, par rapport à : l'environnement et l'identification des animaux (pour l'année 2005) ; la santé publique, la santé des animaux et des végétaux (2006) ; le bien-être animal (2007),
- Le respect des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) définies par les Etats-membres dans un cadre communautaire imposé,
- Le maintien des pâturages permanents (sont considérées comme telles toutes prairies, naturelles ou artificielles sorties de la rotation depuis 5 ans ou plus).

Le non respect de ces conditions entraîne des sanctions financières pour l'agriculteur.

Modulation des aides et développement rural

Pour les exploitations percevant plus de 5000€ d'aides directes par an, cette somme sera réduite de 3% en 2005, de 4% en 2006, et de 5% en 2007 au profit du 2ème pilier de la PAC consacré au développement rural (sauf dans les nouveaux Etats membres). La France souhaite utiliser une partie de ces fonds à la gestion des crises pour les secteurs qui ne bénéficient pas d'Organisations Communes de Marché (porc, volailles, fruits et légumes).

2. Les conséquences de la PAC au niveau territorial

Depuis 1999, le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire (SDEC) représente un cadre d'orientation politique visant l'amélioration de la coopération des politiques sectorielles communautaires ayant un impact significatif sur le territoire. Son élaboration part du constat que l'action des États membres se complète mieux si elle se base sur des objectifs de développement spatial définis en commun. Il s'agit d'un document de nature intergouvernementale, indicatif et non contraignant. En accord avec le principe de subsidiarité, son application s'effectue au niveau d'intervention le plus approprié et selon la volonté des différents acteurs du développement spatial.

Le SDEC se compose de 2 parties :

- 1) la contribution de la politique de développement spatial en tant que nouvelle dimension de la politique européenne,
- 2) les tendances, perspectives et défis du territoire de l'Union.

Le SDEC se base sur l'idée que la croissance économique et la convergence de certains indicateurs économiques ne suffisent pas pour atteindre l'objectif de cohésion économique et sociale. Une intervention concertée en matière de développement spatial est donc souhaitable afin de corriger les disparités relevées.

Malgré la présence d'un titre spécifique à la **cohésion économique et sociale** dans le **Traité d'Amsterdam**, les politiques sectorielles de l'Union n'ont pas d'objectifs spatiaux clairement définis. Pourtant, plusieurs d'entre elles influencent fortement le territoire communautaire en tant qu'espace géographique d'intervention.

Initialement, la PAC fut orientée vers l'objectif de productivité. Ses réformes progressives confirment la prise en compte croissante des liens étroits entre agriculture et espaces ruraux. Désormais, d'autres objectifs prévalent : la **sécurité alimentaire** et le **respect de l'environnement**.

Une meilleure coordination des différentes politiques de développement rural est d'autant plus nécessaire que l'élargissement de l'Union européenne et l'évolution du commerce mondial confrontent les zones rurales à des défis majeurs : la restructuration du secteur agricole surtout dans les pays candidats, la diversification économique des territoires, l'établissement d'une nouvelle relation ville/campagne.

Le SDEC fonde sa théorie sur l'idée du **polycentrisme**, partant du constat que la seule zone économiquement dynamique à l'heure actuelle, est délimitée par les métropoles de Londres, Paris, Milan, Munich et Hambourg (zone nommée le Pentagone) et que les **tendances territoriales actuelles** se caractérisent par la **poursuite de la concentration** de fonctions globales très performantes dans ce cœur.

Face aux perspectives de l'élargissement et d'une intégration croissante des économies nationales au sein du marché intérieur et

dans l'économie mondiale, le modèle préconisé de développement polycentrique permettrait d'éviter une concentration excessive de la population et de la puissance économique, politique, financière dans une seule zone dynamique. Le développement d'une structure urbaine décentralisée valorisera le potentiel de toutes les régions européennes et sera à même de réduire les disparités régionales.

L'Observatoire en Réseaux de l'Aménagement du Territoire en Europe (ORATE) est un programme lancé sous l'égide de l'initiative communautaire INTERREG III. Ce programme vise à établir un système permanent d'observation du territoire européen et de systématiser la coopération et la complémentarité entre les Etats membres de l'Union Européenne, la Commission Européenne et les instituts de recherche liés aux administrations responsables de l'aménagement du territoire. Toutes les études menées par cet observatoire visent à confronter l'état actuel du territoire européen avec les objectifs fixés par le SDEC.

Le rapport ORATE 2.1.3, « *L'impact territorial de la PAC et de la Politique de Développement Rural* » conclut que dans l'ensemble, la Politique Agricole Commune agit à l'encontre des objectifs du SDEC (en particulier par rapport à la cohésion économique et sociale), en privilégiant les zones centrales. Ce sont les soutiens aux prix, élément central de la PAC, qui provoquent ce phénomène négatif sur la cohésion économique et sociale. Le 2ème pilier de la PAC ne représente pour l'instant que 10% du budget global de la PAC, une augmentation importante de ce fonds permettrait d'améliorer la politique de développement agricole et rural. Le rapport révèle également la **gestion trop centralisée** peu adaptée aux nécessités du

local. Au niveau national, une partie des forces centralisatrices peut être compensée par les politiques régionales mises en place par les collectivités locales. Elles sont nécessaires, et demandent à être davantage exploitées afin de relocaliser les besoins et de suivre les objectifs de cohésion économique et sociale du SDEC.

B.Echelle nationale

I. Plan de développement rural national

a) Le plan correspondant à la période 2000-2006

Ce document constitue le positionnement de la France par rapport à la PAC. Ainsi, il est proposé un Plan de développement rural national (PDRN) unique, complété par une déclinaison régionale au niveau des DOCUP des zones d'objectif 2 et de soutien transitoire.

Il ne constitue pas l'unique outil du développement rural (fonds structurels mis en œuvre au niveau des DOCUP et divers instruments nationaux).

La configuration du Plan de développement rural national est liée à celle du Contrat d'agriculture durable (CAD), à la mise en œuvre nationale de la stratégie forestière communautaire, à la poursuite d'un certain nombre d'actions structurelles agricoles, au soutien d'investissements stratégiques en matière d'industries agro-alimentaires, ainsi qu'à la mise en œuvre de la directive Habitats.

Le dernier plan mis à jour en septembre 2005 permet de faire le point sur la situation actuelle, d'évaluer les dernières mesures mises en place et de souligner la cohérence et la compatibilité entre les mesures européennes et nationales, tant du point de vue du contenu, que du point de vue financier.

Trois grands principes structurent le programme des actions :

- Renforcement des moyens destinés au développement durable et à la protection de l'environnement
- Approche intégrée du développement rural au niveau de l'exploitation agricole

Ce sont les principes fondateurs de la mise en place des Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE) puis des Contrats d'Agriculture Durable (CAD).

- Recherche d'une transition harmonieuse entre l'ancienne et la nouvelle programmation : souci de procéder par étapes pour ne pas faire disparaître des mesures efficaces que les agriculteurs connaissent et appliquent dans de bonnes conditions.

Jusqu'à ce que de nouvelles mesures soient décidées pour la période 2007-2013, il n'existe plus de dispositif équivalent aux CTE et CAD.

Les 5 actions prioritaires retenues pour le PDNR sont les suivantes :

- orienter les exploitations agricoles vers une agriculture durable et multifonctionnelle : les CTE ont ponctuellement répondu à cette priorité.

- développer et valoriser de façon durable les ressources forestières
- développer la valeur ajoutée et la qualité des produits agricoles et forestiers.
- équilibrer l'occupation du territoire et réduire les inégalités économiques en encourageant l'emploi (aides à l'installation, préretraites...).
- protéger et mettre en valeur le patrimoine écologique (Directive Habitats).

b) L'évaluation à mi-parcours de la politique nationale

➤ **Simplifier l'architecture des programmes tout en privilégiant les évolutions progressives**

L'évaluation à mi-parcours souligne la nécessité d'une simplification de la programmation et d'un recentrage sur un nombre restreint de mesures à montant unitaire conséquent afin d'optimiser les coûts de gestion. Cela conduira donc la France à définir, pour chaque axe de développement rural, des objectifs opérationnels en nombre limité, et dans les programmes, un nombre réduit de dispositifs ou mesures.

Pour ne pas briser les dynamiques enclenchées par des interruptions et des évolutions trop brutales dans les dispositifs d'aide, la programmation française est censée s'appuyer sur les dispositifs existants qu'elle souhaite faire évoluer sur un temps compatible avec la nécessaire appropriation de ces dispositifs par les acteurs du monde rural.

➤ Développer les fonctions d'animation et d'appui technique

L'évaluation remarque aussi que, dans une phase de mutation profonde de l'agriculture, de la sylviculture et de leurs fonctions sociales, il importe d'accompagner davantage les bénéficiaires d'aides dans leurs projets. La formation, le conseil, l'animation doivent donc constituer un axe fort de la mise en œuvre de la politique de développement rural.

Elle note aussi que l'accompagnement des projets doit également prendre la forme de soutien aux études, à la mise en réseau ou aux démarches collectives. Les investissements immatériels et l'appui aux démarches de qualité devraient permettre d'accroître l'efficacité de la programmation.

➤ Renforcer la cohérence et l'efficacité agro-environnementale

Si elles ont participé à l'orientation de l'agriculture vers la durabilité et la multifonctionnalité, les mesures agro-environnementales doivent encore gagner en cohérence et en efficacité. Pour ce faire l'évaluation suggère :

- d'améliorer la lisibilité de la politique en clarifiant ses principes d'action, c'est-à-dire ses modes opératoires ;
- de définir les enjeux prioritaires, de renforcer les moyens d'animation et de définir des sites ou zones prioritaires pour déployer des mesures aux cahiers des charges adaptés aux enjeux identifiés localement ;
- de préciser les articulations à rechercher avec les autres politiques environnementales ;

- de renforcer le rôle des échelons régional et local dans la mise en œuvre ;

- d'améliorer l'expertise environnementale dans la chaîne de mise en œuvre ;

- de renforcer le dispositif de suivi-évaluation ;

- de préparer l'évaluation ex-post pour améliorer sa qualité et son utilité.

Les évaluateurs ont aussi noté l'impact positif sur la répartition territoriale des exploitations agricoles des dispositifs d'indemnisation des agriculteurs dans les zones à handicaps naturels.

➤ Accroître la subsidiarité dans la définition des mesures et s'ouvrir plus largement aux différentes parties prenantes du développement rural

Une plus grande subsidiarité entre les différents échelons administratifs pour la définition et l'adaptation des mesures devrait permettre une participation plus large des collectivités locales et faciliter l'intégration de la politique de développement rural dans les stratégies régionales. Elle devrait également faciliter l'émergence de projets partagés entre acteurs agricoles et non-agricoles des zones rurales, gage d'une meilleure efficacité.

c) Le Plan Stratégique de Développement Rural provisoire pour la période 2007-2013

Le document provisoire décrivant le Plan Stratégique de Développement Rural s'appuie sur une analyse économique, sociale et environnementale des zones rurales (1ère partie du document).

Cette analyse permet d'identifier les principaux enjeux de la stratégie nationale de développement rural au regard des orientations stratégiques communautaires (2e partie). La programmation 2007/2013 visera à valoriser les territoires ruraux du point de vue économique, social et environnemental, en tirant parti de la diversité de leurs fonctions et dans un souci de durabilité. Pour ce faire, elle répondra aux objectifs suivants, (3e partie) :

- amélioration de la compétitivité, en développant la capacité d'innovation et d'adaptation de la chaîne agro-alimentaire, en adaptant la production agricole et agro-alimentaire à l'évolution de la demande, en s'appuyant sur des unités de production agricole modernisées et transmissibles et en améliorant la compétitivité de la filière bois ;
- amélioration de l'environnement et gestion de l'espace, en concourant à l'occupation équilibrée de l'espace, en préservant l'état des ressources naturelles par une agriculture durable, en particulier en vue d'atteindre les objectifs du réseau Natura 2000 et de la directive cadre sur l'eau (DCE), et en promouvant la forêt comme instrument d'aménagement durable de l'espace ;
- développement de la qualité de la vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale, en développant les activités économiques et en favorisant l'emploi, en développant et gérant l'attractivité résidentielle, en valorisant le patrimoine rural et en favorisant l'organisation des acteurs et des territoires;
- valorisation du potentiel de développement local et amélioration de la gouvernance, via LEADER.

La programmation s'appuiera sur 6 programmes (4e partie), qui s'articuleront avec les autres stratégies et instruments communautaires (5e partie). Le réseau rural national (6e et dernière

partie) facilitera la mise en œuvre de cette programmation en contribuant au déploiement de synergies entre les acteurs de développement rural.

2. Loi d'orientation agricole

Le projet de loi d'orientation agricole présenté par Dominique BUSSEREAU, Ministre de l'agriculture et de la Pêche, a été adopté par le Parlement le 22 décembre 2005. La loi contribue à consolider la compétitivité de l'agriculture et du secteur agroalimentaire et à favoriser leur adaptation dans un contexte renouvelé par la réforme de la Politique Agricole Commune et les négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce.

La loi vise à la fois l'adaptation du secteur agricole au nouveau cadre réglementaire européen ainsi qu'à l'intensification de la concurrence mondiale et à répondre aux nouvelles demandes concernant l'environnement, la santé publique, la sécurité et la qualité des produits.

a) Vers l'entreprise agricole

➤ Moderniser le statut de l'exploitation agricole et faciliter sa transmission

Le premier objectif est d'aider les exploitations agricoles à devenir de véritables entreprises grâce notamment à la création du « fonds agricole » qui, conçu sur le modèle du fonds de commerce, permettrait de clarifier les liens entre patrimoine privé et capital, de

faciliter les transmissions et de moderniser les relations entre propriétaires et exploitants.

Un crédit-transmission serait également créé pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs. Le statut des sociétaires dans le cadre des exploitations agricoles à responsabilité limitée non exclusivement familiales serait amélioré.

➤ **Améliorer les conditions de travail et la protection sociale des agriculteurs**

Le remplacement des agriculteurs dans les exploitations exigeant une présence quotidienne serait facilité. Des dispositions visent à renforcer la protection sociale des salariés et exploitants agricoles.

b) **Conforter le revenu des agriculteurs et de la ferme France**

Le deuxième objectif de la loi est de développer de nouveaux débouchés (biocarburants et bioproduits) en renforçant l'organisation économique et en améliorant les dispositifs de maîtrise des risques et des aléas.

➤ **Renforcer l'organisation économique**

La loi encourage le regroupement de l'offre pour renforcer le pouvoir économique des producteurs dans le respect du droit de la concurrence. Elle renforce les interprofessions en élargissant leurs compétences en leur permettant de contribuer à la mise en place de démarches collectives pour lutter contre les risques et aléas, en les

habitant à élaborer des contrats types entre producteurs et acheteurs.

c) **Répondre aux attentes des citoyens et des consommateurs**

Ces mesures visent à améliorer la sécurité sanitaire des produits et leur qualité ainsi qu'à préserver l'environnement (réforme des labels et appellations, élargissement des compétences de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, soutien aux modes de production biologique).

d) **Promouvoir les produits de qualité**

La loi clarifie le système des signes de qualité en le restructurant autour de trois modes de valorisation :

- Signes d'identification liés à une qualité supérieure (label rouge), à l'origine (AOC, AOP et IGP), à la tradition (STG) ou à la qualité environnementale (AB). L'ensemble est géré par L'institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
- Mentions valorisantes : fermier, montagne, vins de pays... qui font l'objet d'un étiquetage particulier.
- Démarche de certification des produits (CCP) : elle permet d'identifier une ou plusieurs caractéristiques spécifiques du produit et de la reproduire tout au long de la chaîne de production et de transformation.

e) Valoriser tous les territoires

Des objectifs territoriaux sont également inscrits dans la loi, qui vise notamment une meilleure protection des espaces agricoles en particulier pour l'agriculture de montagne, et une meilleure valorisation de la forêt.

Extrait de fiches décrivant les principales mesures (source : www.agriculture.gouv.fr) :

Les mesures en faveur de l'agriculture de montagne

La loi d'orientation agricole est dotée d'un volet montagne significatif. Elle consacre les atouts de l'agriculture montagnarde pour relever les défis de demain, et conforte la politique en faveur de la montagne.

La loi crée un code de la montagne qui rassemblera les textes relatifs à la politique de la montagne et à la gestion des milieux naturels montagnards (art. 79). Les pouvoirs publics réaffirment ainsi la reconnaissance d'une réalité et d'une légitimité spécifiques aux zones de montagnes. Les textes réunis se rattachent pour beaucoup, mais pas exclusivement, à la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Ils étaient jusque là répartis entre huit codes différents.

La loi d'orientation réaffirme l'exigence d'une prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture ainsi que la défense des mesures tant nationales qu'europeennes qui doivent assurer l'avenir de l'agriculture de montagne (art. 80).

A côté de sa vocation à produire des produits de qualité, qui reste un élément majeur de l'agriculture en montagne, la loi affirme sa fonction environnementale, par une contractualisation adaptée (art. 81).

La loi étend la possibilité d'intervention des SAFER pour tenir compte de la spécificité du foncier en montagne (art. 82). Cet article donne la possibilité aux SAFER de préempter dans les communes de montagne des propriétés foncières bâties pour leur rendre un usage agricole.

Les mesures en faveur de la forêt

La loi d'orientation comporte différentes dispositions en faveur de la forêt. Elles permettent notamment de mieux prendre en compte le rôle positif joué par la forêt sur l'environnement. Elles conduisent à mieux valoriser le potentiel de la forêt française en dynamisant sa gestion.

Valoriser la biomasse forestière

La loi reconnaît l'intérêt des mécanismes de marché dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées au secteur forestier (commercialisation de crédits d'émission d'équivalents CO₂) (art. 43). Cette reconnaissance est très utile pour permettre de mobiliser complètement le potentiel disponible. Le secteur de la forêt contribue significativement à la réduction des émissions, soit par la séquestration de carbone dans les forêts et dans le bois utilisé comme matériau, soit par la substitution d'énergies fossiles quand le bois est utilisé comme source d'énergie. Les missions des établissements publics du secteur forestier (Office national des forêts, centres national et régionaux de la propriété forestière) et des organismes de recherche forestière sont élargies à la valorisation de la biomasse forestière (art. 43). De plus l'ONF pourra désormais réaliser plus facilement les investissements qui concourent au développement de nouveaux marchés (art. 50).

Dynamiser la gestion des forêts

Afin de soutenir les investissements des propriétaires forestiers pour dynamiser la gestion des forêts, le bénéfice de la déduction de l'impôt sur le revenu « DEFIForêt », précisé à l'article 199 decies H du code général des impôts, est étendu aux travaux forestiers de desserte indispensables pour une bonne mobilisation des bois, de renouvellement des peuplements ou d'amélioration. Ces travaux sont éligibles dans la limite d'un plafond annuel de déduction de 1 250 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et 2 500 € pour un couple. Les propriétés forestières concernées devront être de plus de 10 ha d'un seul tenant et pouvoir justifier d'une gestion durable (art. 64).

Simplifier les procédures en zones Natura 2000

Désormais, les propriétés assujetties à l'obligation d'une gestion conforme à une charte Natura 2000, nécessaire pour présenter une garantie de gestion forestière durable, sont limitées aux terrains situés effectivement dans le périmètre de la zone Natura 2000 (art. 45).

Renforcer la protection contre les incendies

Pour soutenir l'engagement des propriétaires forestiers, regroupés en associations syndicales autorisées (ASA) de défense des forêts contre l'incendie (DFCIL), qui réalisent des investissements d'équipement des massifs forestiers, le montant de la cotisation versée par ces propriétaires aux ASA et fait l'objet d'une réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) (art. 66).

Par ailleurs, l'intérêt de certaines voies ouvertes à la circulation, reconnues comme stratégiques pour lutter contre les incendies, conduit à porter jusqu'à 50 m maximum le débroussaillage de part et d'autre de ces voies, à la charge du propriétaire de la voie (art. 89).

Critique de la LOA par la Confédération Paysanne

Loi d'orientation agricole : un projet qui accompagne avec zèle la PAC ultra libérale

Aux motifs d'une agriculture économiquement forte et compétitive sur les marchés mondiaux, le projet de loi que vient d'adopter le Gouvernement s'adresse en priorité aux industriels et à une minorité d'agri-managers pour lesquels il faudrait « lever » les contraintes administratives, fiscales, environnementales, pour qu'elles deviennent des PME.

Ainsi, le projet de loi, en créant le fonds agricole désorganise le statut du fermage ; il démantèle le contrôle des structures, prévoit la suppression pure et simple du FNGCA (Fonds national de garantie des calamités agricoles), pour lui substituer des systèmes privés d'assurance récolte et assurance revenu. C'est l'abandon des politiques de régulation et de répartition des moyens de production.

Face à une économie agroalimentaire de plus en plus ouverte sur le marché mondial, le projet de loi accepte, voire aggrave, la dépendance économique et technique, - donc la précarité - des paysans aux industries agroalimentaires. Les mesures sociales et environnementales du projet sont de portée très limitée ou bien envisagées à travers le marché (intégration de l'agriculture et de la forêt dans le marché des quotas à effet de serre)

[...] C'est d'autant plus inacceptable pour une loi voulue d'orientation et sur des domaines aussi sensibles que le statut du fermage, la protection sociale des paysans, la politique sanitaire, les signes officiels de qualité, ... au moment où l'Union européenne impose une PAC ultra libérale.

La Confédération paysanne dénonce l'orientation libérale de ce projet, et exprimera auprès des parlementaires ses analyses et propositions alternatives, tout en rappelant à ceux-ci de ne pas se laisser déposséder de leurs prérogatives.

Source : www.confederationpaysanne.fr

3. Loi sur les territoires ruraux

Promulguée le 23 février 2005, la Loi n°2005-157 Relative au Développement des Territoires Ruraux (LRDTR) a pour objectif de prendre en compte les nouvelles réalités du monde rural, qui nécessite d'être considéré indépendamment des territoires agricoles. L'idée centrale de cette loi est de repenser les liens entre les territoires ruraux et urbains, constatant que cette relation est encore fortement marquée par le clivage villes-campagnes. D'après un dossier d'information du Sénat, « cette loi est le premier texte législatif spécifiquement dédié à la ruralité et a pour ambition de replacer l'ensemble des territoires ruraux au cœur de notre politique nationale d'aménagement du territoire. » Elle touche plusieurs aspects dont l'aménagement foncier, le développement économique, le logement, les espaces sensibles, la chasse, la montagne, l'utilisation des moyens de l'Etat et des grands établissements publics dans l'espace rural, et enfin la protection des espaces naturels et agricoles en zone périurbaine, sur un mode de gestion décentralisée.

Les articles de la loi sont organisés et adaptés à la typologie actuelle des territoires ruraux (identifiés par la DATAR), à savoir : les « campagnes des villes », où il convient de préserver les espaces naturels et agricoles face à l'expansion des zones périurbaines. Cette catégorie nous concerne particulièrement ; les « campagnes les plus fragiles », en déclin démographique et qui requièrent des efforts de solidarité, et les « nouvelles campagnes », où les dynamiques émergentes doivent être accompagnées.

Cette loi compte 240 articles, répartis en 7 thématiques :

- 1 Soutenir les territoires les plus fragiles : le dispositif des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR)
- 2 Favoriser l'emploi
- 3 Développer les activités agricoles et équestres
- 4 Renforcer les services de santé en milieu rural
- 5 Développer les services en milieu rural
- 6 Rénover le patrimoine rural bâti et faciliter le logement

7 Valoriser et protéger les espaces agricoles et naturels

Cette dernière thématique nous concerne particulièrement et propose de nouvelles dispositions permettant de protéger les **espaces agricoles et naturels périurbains** :

Les articles 73 et 74 détaillent les aspects portant sur les espaces périurbains. Le département sera chargé de « **mettre en œuvre une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains** » (PAEN), sur des périmètres d'intervention spécifiques, qui seront délimités :

- Avec l'accord de la commune ou des établissements publics compétents en matière de PLU.
- Après avis de la chambre départementale d'agriculture
- Après enquête publique.

Ce nouveau dispositif représente un outil de maîtrise foncière permettant l'acquisition de terrains par le département, les collectivités territoriales, la SAFER, ou les établissements publics fonciers. Un programme d'action précisant les aménagements et orientations de gestion au sein des périmètres à protéger de l'urbanisation est décliné pour chaque opération.

Cette thématique regroupe également des articles concernant :

- les distances d'implantation entre bâtiment agricoles et habitations (art. 79)
- la mise en valeur des espaces naturels ruraux : la maîtrise foncière permet de prendre en compte davantage les préoccupations environnementales telles que les paysages, ou la prévention des risques naturels. (art. 80)
- la meilleure gestion de la filière forêt-bois. (art. 117)

4. Etude prospective de la DATAR, CIADT du 3 septembre 2003 :

Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement durable.

« L'agriculture, jusqu'alors architecte et moteur privilégié du territoire rural, cède progressivement le pas devant une économie tertiaire en plein essor, dont la domination s'affirme à mesure que la fonction résidentielle se déploie. »

Cette étude prospective de la DATAR permet de dresser un état des lieux des campagnes françaises : fonctions, typologie, et tendances,

qui permettent d'établir un scénario qu'il serait souhaitable d'éviter (Cf. le scénario du « rural sous dominance urbaine », nouveau scénario de l'inacceptable). Les éléments d'une stratégie et les axes prioritaires d'action pour l'avenir sont enfin préconisés.

L'étude recadre le cas de la France en Europe en comparant les densités rurales de l'Italie, de l'Allemagne, et de la France : 54 habitants/km² en France, 64 habitants/km² en Italie, 100 habitants/km² en Allemagne. En outre, on compte proportionnellement deux fois plus de ruraux en France que dans les autres pays européens, nouveaux adhérents y compris.

a) Situation et tendances des campagnes françaises

➤ les différentes fonctions de l'espace rural

La **fonction résidentielle** de l'espace rural s'est largement affirmée depuis la fin des années 1960, période à partir de laquelle les pôles urbains ont commencé à perdre de la population, en laissant la logique périurbaine se mettre progressivement en place. Alors que 33% de la population était propriétaire en 1954, 56% est aujourd'hui propriétaire. L'augmentation de 70% de la population périurbaine entre 1962 et 1999 s'est accompagnée d'un développement massif de la maison individuelle. Ce renouveau démographique n'a pas seulement profité aux périphéries des pôles urbains mais également au rural dit « isolé ».

La **fonction productive** de l'espace rural a connu de profondes modifications : l'agriculture n'est plus l'activité économique dominante. Elle reste structurante pour l'espace et occupe toujours

la majorité de l'espace : 30 millions d'hectares sur les 55 millions du territoire national. Mais depuis 1990, c'est dans les communes périurbaines que la croissance de l'emploi total a été la plus élevée (16% contre 3,5% sur le territoire national). L'industrie est un secteur plus représentatif que l'agriculture : il est deux fois plus important que l'emploi agricole et agro-alimentaire additionnés. Mais le secteur majoritaire concerne les emplois directement liés à la population, qui fournissent 50% des emplois ruraux. La tertiarisation de l'économie rurale s'affirme de plus en plus.

La **fonction récréative et touristique** s'est développée récemment, grâce au morcellement du temps libre, et à l'accessibilité de l'espace rural, qui attire désormais 35 à 40% des touristes français. Trois types d'espaces ruraux touristiques se distinguent : les espaces de ressources banales (les plus nombreux), dont l'essor repose sur des initiatives de développement local de faible ampleur ; les espaces de proximité urbaine, qui proposent des activités permettant de satisfaire les touristes sur une courte durée ; enfin les espaces d'attractivité forte et de loisirs spécifiques (patrimoine naturel, monumental ; équipements lourds des stations de sports d'hiver, parcs d'attraction...).

La **fonction « de nature »** : l'espace rural représente l'enjeu majeur au niveau de la gestion et la protection des ressources naturelles, le maintien de la biodiversité, la protection contre les risques naturels, et le maintien des aménités et du cadre de vie. L'espace rural est garant de cette fonction essentielle pour conserver les richesses naturelles, mais toutes les activités en développement sur l'espace

rural constituent également des menaces pour le maintien d'un environnement de qualité.

➤ La typologie des campagnes françaises

Les **campagnes des villes** sont les plus représentatives sur le territoire français. On peut distinguer 2 types selon l'importance qu'y prend le fait résidentiel urbain : le *périurbain à fonction résidentielle dominante* est constitutif des grandes et moyennes agglomérations, et se caractérise par une densité (195 hab/km²) et une mobilité importante, le moyen de transport le plus utilisé restant le véhicule personnel (90% des ménages possèdent une voiture). L'espace rural dense, résidentiel et productif regroupe les campagnes urbaines moins densément peuplées où l'agriculture tient encore une place importante.

Cette catégorie représente le mieux l'agglomération stéphanoise.

Les **campagnes les plus fragiles** se caractérisent par une faible densité, la mono-activité et une démographie en déclin. Ce sont des territoires majoritairement agricoles, peu denses (23 hab/km²), et vieillissants. Ce sont également les anciens territoires industriels en déclin, caractérisés par une population ouvrière vieillissante.

Les **nouvelles campagnes** développent à la fois les fonctions résidentielle, touristique, et de « nature ». Deux types se distinguent fortement : d'un côté les campagnes touristiques (balnéaires ou montagnardes) qui attirent des populations âgées. Le taux de chômage est souvent élevé, mais la dynamique d'emploi liée au développement des services et du tourisme est significative. De

l'autre côté, des territoires ruraux en transition peu touristiques, ou bien majoritairement agricoles, ou regroupant des systèmes productifs locaux dynamiques pouvant assurer un avenir plus florissant.

b) Des enjeux au projet : quelle France rurale en 2020 ?

La typologie effectuée montre la diversité des espaces ruraux et les divergences de développement qu'il est nécessaire de prendre en compte pour envisager un rééquilibrage territorial. La DATAR a ainsi bâti des scénarios d'évolution permettant d'orienter les politiques publiques actuelles.

➤ Le scénario du « rural sous dominance urbaine », nouveau scénario de l'inacceptable

Etant donnée l'évolution actuelle des campagnes résidentielles, il représente le scénario le plus probable, et le plus préoccupant : les seules conséquences positives d'un tel développement tiennent à l'évolution positive de l'emploi tertiaire. Les multiples autres conséquences ne sont que négatives : territorialement et socialement (ségrégation spatiale), économiquement (multiplication des conflits d'usages, atteinte au développement industriel et agricole), et pour l'environnement (développement de la voiture, dégradations paysagères, risques naturels...)

➤ Les éléments d'une stratégie de développement rural durable

Six enjeux ont été retenus par la DATAR :

- **Résorber la fracture rurale** qui concerne environ un tiers des espaces ruraux.
- **Miser sur une économie résidentielle maîtrisée** : il s'agit de profiter de l'économie résidentielle sans tomber dans les travers du scénario du « rural sous dominance urbaine ».
- **Repenser les rapports villes – campagnes** afin de retrouver un équilibre territorial qui s'est détérioré au fil de la dédensification des villes.
- **Favoriser le développement des secteurs productifs** en encourageant notamment les synergies entre agriculture, sylviculture et tourisme, permettant de valoriser les ressources locales.
- **Anticiper les changements environnementaux**, et intégrer les dans les stratégies de développement les besoins accrus en service liés à l'attractivité des « biens de nature ».
- **Promouvoir les projets de territoires** qui garantissent une nouvelle forme de gouvernance.

Les axes prioritaires d'action pour l'avenir

Ces axes ont été définis à partir d'un bilan des politiques publiques conduites dernièrement, mettant au jour les points faibles qu'il est nécessaire de prendre en compte pour orienter les prochaines actions. Ce ne sont donc pas de nouvelles politiques mais des orientations nécessaires à intégrer pour les améliorer.

- **Rénover et renforcer les dispositifs d'intervention dans les campagnes en déclin**, en centrant les projets sur les petites villes qui structurent les bassins de vie les plus défavorisés.

- **Gagner la bataille des nouvelles technologies**, qui sont un facteur de compétitivité essentiel. Les points les plus importants restent la téléphonie mobile et l'accès au haut débit, qui restent des services trop chers à installer en milieu rural.
- **Achever l'accès aux grands réseaux de transport.**
- **Favoriser l'accueil de nouveaux actifs** : accompagnement des porteurs de projet en amont et en aval ; accroissement de l'offre en logements, et notamment locatifs.
- **Répondre aux besoins liés au renouvellement des populations** : offres spécifiques pour les jeunes et les personnes âgées.
- **Appuyer les projets de territoire**

C.Echelle régionale

La stratégie d'intervention de la région proposée dans le Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural est la déclinaison locale de la politique nationale (PNDR puis PSNDR à partir de 2007). Ce programme régional est actuellement orienté vers le soutien aux démarches collectives, ce qui permet aux agriculteurs par une structure en réseau, de renforcer la solidarité au sein de la profession, de commercialiser plus facilement les produits. Mais limiter le soutien aux démarches collectives restreint les initiatives des agriculteurs au niveau individuel.

Comme pour le Plan National, elle calque son programme d'actions dans la continuité des principes du développement durable en adoptant des principes sociaux, environnementaux, et économiques :

Social :

- l'accès des femmes aux responsabilités dans les exploitations agricoles.
- la solidarité inter-générationnelle
- le dialogue social avec les acteurs socio-professionnels par un soutien financier aux actions conduites par les organisations syndicales agricoles représentatives.
- le dialogue entre les producteurs, les consommateurs et la distribution pour contribuer à une répartition équitable de la valeur ajoutée et à une juste rémunération des producteurs.
- l'innovation
- les pratiques collectives

Environnement :

- contribution à l'attractivité et la diversité du territoire rhône-alpin dans le respect de son environnement.
- qualité alimentaire : absence d'utilisation ou de développement des OGM
- entretien et qualité paysagère
- développer l'agriculture biologique avec l'objectif de permettre le doublement, au moins, de la production à l'horizon 2010

Economique :

- profiter du potentiel de consommation régional pour soutenir les produits de qualité
- faciliter la commercialisation des produits locaux

- définir une politique agroalimentaire régionale

Le « Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural » est articulé autour de trois axes :

1. Hommes et femmes en milieu rural : des projets de vie à accompagner, un potentiel de savoir faire à valoriser
2. Des stratégies de filières pour s'adapter aux marchés et répondre aux attentes des consommateurs
3. Des territoires de rencontres, de projets et d'actions

AXE 1 – HOMMES ET FEMMES EN MILIEU RURAL DES PROJETS DE VIE A ACCOMPAGNER, UN POTENTIEL DE SAVOIR FAIRE A VALORISER

Les mesures phares :

- élargir l'éligibilité des investissements réalisés par les coopératives d'utilisation de matériel en commun aux matériels nécessaires au co-compostage et à la production de biomasse. Le caractère prioritaire des matériels de gestion de l'espace, de maîtrise des pollutions ainsi que des matériels spécifiques aux espaces de montage est par ailleurs réaffirmé. Mesure 5.
- réviser ses modalités d'intervention en faveur des réseaux collectifs d'irrigation. Les aides de la Région seront réservées aux projets préservant quantitativement et qualitativement la ressource et respectant ses autres utilisateurs, économies en eau et en énergie, favorisant le stockage et la gestion des ressources existantes, générateurs de forte valeur ajoutée et d'emplois agricoles et ruraux, à travers des programmations pluriannuelles. Mesure 6.

- encourager des initiatives collectives présentant un caractère innovant et transposable pour une maîtrise des coûts et une autonomie en matière d'approvisionnement et de consommation énergétique sur les exploitations agricoles. La capitalisation de ces expériences permettra ensuite d'arrêter la définition de modalités de portée générale. Mesure 7.
- apporter un soutien spécifique à la mise aux normes et à la modernisation des bâtiments d'élevage. Mesure 8.

Création et transmission d'entreprises

La Région affirme son attachement à l'existence d'un tissu d'exploitations agricoles bien réparti sur son territoire et décide en conséquence de :

- poursuivre son soutien à la création d'entreprise agraires localement innovantes (EAL) basées sur la combinaison d'activités, selon les dispositions en vigueur jusqu'au terme du programme
- Objectif 2 qui assure le cofinancement européen et de conduire l'évaluation de cette politique en vue de la redéfinir. Mesure 11.

AXE 2 – AMELIORATION DE LA STRATEGIE DES FILIERES POUR S'ADAPTER AU MARCHÉ ET REpondre AUX ATTENTES DU CONSOMMATEUR

La Région affirme :

la réalité d'un potentiel de consommation régional et touristique dont la satisfaction s'appuiera sur une offre organisée de produits de qualité, la nécessité pour les filières de se doter de la capacité d'innovation.

et décide de :

- créer le dispositif « contrat régional d'objectif ». Ces contrats devront répondre à des enjeux régionaux identifiés comme stratégiques pour une filière ou une production. Mesure 12.
- soutenir l'innovation et sa diffusion en réaffirmant le principe des pôles d'expérimentation et de progrès, organisés autour d'un programme d'actions structurées par filière. Mesure 14.
- renforcer les actions de soutien aux dynamiques collectives des petites et moyennes entreprises agroalimentaires qui s'approvisionnent prioritairement en Rhône-Alpes. Mesure 16.
- faciliter la commercialisation des produits agricoles de qualité sur des marchés régionaux identifiés en soutenant l'organisation collective de circuits courts et en soutenant les formes innovantes d'organisation de l'offre sur ces circuits. Mesure 17.
- soutenir la promotion collective des produits agricoles et alimentaires de qualité, mettant en avant Rhône-Alpes, son image, ses spécificités et sa diversité. Mesure 18.
- définir une nouvelle politique pour l'agroalimentaire de Rhône Alpes courant 2006 en tenant compte des enjeux de ce secteur et en s'appuyant sur les objectifs du schéma régional de développement économique et selon les priorités retenues dans le plan régional pour l'emploi. Mesure 19.

AXE 3 – DES TERRITOIRES DE RENCONTRES, DE PROJETS ET D' ACTIONS

La Région souhaite favoriser l'élaboration d'un projet stratégique agricole et de développement rural sur les territoires pour permettre de renforcer leur attractivité et leur développement et en conséquence décide de :

- soutenir la mise en œuvre, à l'échelle des territoires, de projets stratégiques agricoles et de développement rural - PSADER, en privilégiant les actions collectives les plus structurantes. Mesure 20 (Cf. Annexe 1).

Par ailleurs, la Région décide de :

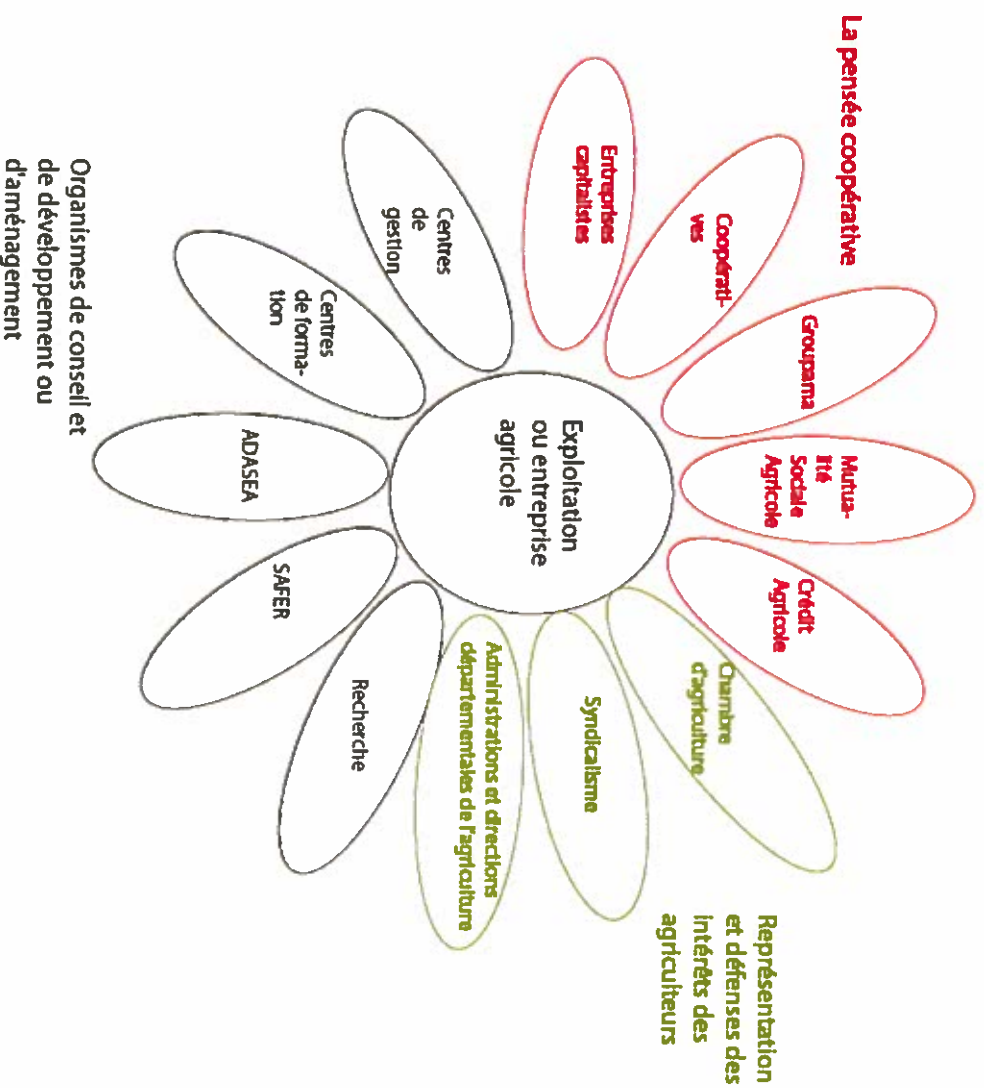
- renforcer l'ingénierie de développement rural au service des territoires, notamment dans les zones fragilisées où doit s'exercer la solidarité régionale, afin de les soutenir dans la mise en réseau et la diffusion des savoirs et des techniques. Mesure 22.
- favoriser une meilleure complémentarité des interventions foncières agricoles en cohérence avec les dispositions de la politique foncière régionale, notamment à travers le club des acteurs et opérateurs du foncier, pour préserver les espaces agricoles et l'intérêt agricole dans le cadre des grands projets soutenus par la Région. Mesure 24.

Le contexte législatif de l'agriculture est conditionné par la Politique Agricole Commune, elle-même dépendante du contexte global mondialisé. Ses orientations libérales répondent à une demande d'adaptation de la communauté internationale afin de ne pas fausser la concurrence mondiale. La Loi d'Orientation Agricole reste très fidèle à ces orientations, tandis que la loi sur les territoires ruraux présente enfin une possibilité de considérer les espaces agricoles périurbains en tant que tels, et proposent une protection spécifique.

Les Plans nationaux et régionaux tentent de concilier des objectifs contradictoires : découlant du contexte européen, ils souhaitent compenser les orientations productivistes et libérales de la PAC en faisant appel aux principes du développement durable. Les zones les plus fragiles (Objectif 2) sont toujours considérées à part, mais il n'est question que rarement des spécificités de l'agriculture périurbaine qui représente pourtant une part importante des exploitations actuelles.

Pour les collectivités locales intégrant des orientations agricoles et rurales à leur projet de territoire, les outils sont encore peu nombreux, bien que les enjeux pour le territoire aient déjà été identifiés.

V. LES ACTEURS



L'environnement organisationnel de l'agriculture est longtemps resté encadré par un circuit fermé entre organisations professionnelles agricoles (Chambres d'Agriculture et syndicats agricoles), organismes de conseil et de développement (Centre de Gestion, CETA, ASADEA, SAFER...), et les organismes coopératifs (coopératives, Groupama, Mutualité Sociale Agricole, et Crédit Agricole), ces acteurs étant tous interdépendants les uns des autres et influencés par les mêmes idées politiques.

Aujourd'hui, il est nécessaire d'ajouter à ce schéma de fonctionnement les collectivités locales, qui détiennent des compétences sur tout le territoire, ainsi que la multitude d'associations engagées localement (défense des consommateurs, développement du milieu rural, défense de l'environnement...) qui prennent part activement aux débats sur l'agriculture.

Le transfert de compétences mis en place par la décentralisation permet aux collectivités territoriales de décliner les projets nationaux et européens à l'échelle locale et de mettre en place un système d'aides répondant aux objectifs et aux besoins locaux.

La Région Rhône Alpes, d'une part, gère les dispositifs de contractualisation avec les intercommunalités (Contrats de Développement Rhône Alpes des communautés d'agglomération, des communautés de communes, et des Parc Naturels Régionaux) et permet, par ces contrats, de financer des actions locales répondant aux objectifs déclinés dans le Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural. Toutes les aides spécifiques à la région et proposées soit aux exploitants agricoles, soit aux collectivités territoriales, sont intégrées au PRADR (Cf. IV- C Echelle Régionale)

Le Conseil Général de la Loire a également mis en place un système d'aides aux agriculteurs et aux collectivités répondant aux compétences spécifiques du Conseil Général. Elles concernent en particulier l'irrigation, l'aménagement foncier, l'intégration paysagère des bâtiments agricoles, l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, le Plan de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA).

La dernière compétence attribuée aux Conseils Généraux concerne l'agriculture périurbaine. Le Conseil Général peut désormais définir des périmètres de protection et mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN), qui, une fois arrêtés, constituent un véritable outil de maîtrise foncière agricole en milieu périurbain

(droit de préemption possible) (Cf. paragraphe IV/B/3 Loi sur les territoires ruraux). Etant donné l'enjeu que représente le foncier aujourd'hui, cette compétence constitue un outil essentiel pour l'avenir des espaces agricoles et ruraux. La maîtrise foncière est nécessaire pour les collectivités souhaitant préserver les espaces menacés par la périurbanisation.

La collectivité peut choisir de travailler seule et entreprendre l'animation foncière ainsi que l'acquisition, mais elle peut également faire appel à la SAFER, structure compétente pour le foncier des espaces agricoles et ruraux. La SAFER est le partenaire privilégié pour la mise en place de cette loi et peut intervenir au moyen d'une convention.

Pour la Communauté d'Agglomération de Saint Etienne Métropole, c'est au titre du dispositif de contractualisation que représente le CDRA que la collectivité peut intervenir. La mise en place du PSADER (volet agricole du CDRA) par la Communauté d'Agglomération permettra d'affirmer le rôle et la place stratégique de l'agriculture et d'avoir une place légitime au sein du réseau d'acteurs agricoles.

La réflexion de Saint Etienne Métropole peut s'enrichir des actions des différentes associations présentes sur le territoire : le point info énergie Hélioise en environnement, l'ARDEAR, en développement rural et en formation agricole, et le Cildea (développement local et rural, relations villes campagnes, soutien à l'emploi rural).

Etant donnée la multitude d'acteurs intervenant dans le domaine de l'agriculture et l'enjeu primordial au niveau territorial, il est

nécessaire de coordonner l'action, de renouveler et de redéfinir le rôle et les compétences de chacun pour envisager un travail coopératif et transversal efficace. Le partenariat entre la Chambre d'Agriculture, la SAFER, et les collectivités doit s'organiser et s'affirmer davantage. Il manque encore des habitudes de travail entre les organisations professionnelles agricoles et les collectivités. La coopération est effectivement récente, puisqu'elle a débuté avec la rédaction de l'action 15 du CDRA, et la mission d'animation de cette action confiée à la Chambre d'Agriculture n'a manifestement pas constitué une priorité étant donnée le peu de crédits consommés.

De plus, il serait souhaitable que l'action de l'association RUSE (Association pour la promotion de l'agriculture périurbaine de la région urbaine stéphanoise) se développe pour devenir un acteur essentiel de l'agriculture périurbaine en partenariat avec l'agglomération. Le territoire d'action de l'association RUSE est plus large que Saint Etienne Métropole et englobe donc des enjeux à l'échelle de la région urbaine ce qui rend alors l'action d'autant plus pertinente.

La stratégie adoptée par Saint Etienne Métropole doit nécessairement être compatible avec les échelles supérieures de planification : le SCOT Sud Loire a prévu l'identification de corridors écologiques à préserver pour garantir la circulation des espèces entre les différentes entités naturelles du périmètre. Il est primordial d'associer tous les acteurs du monde agricole lors des réflexions sur les espaces agricoles et ruraux du SCOT et d'articuler les différentes échelles de réflexion pour l'élaboration du SCOT.

En outre, la proximité de la métropole lyonnaise pourrait faire l'objet d'une réflexion sur les espaces ruraux situés entre les deux agglomérations, étant donné le succès de ces espaces pour les nouveaux résidents. Une réflexion à l'échelle de la Région Urbaine de Lyon permettrait de prendre en compte la problématique à une échelle plus large et de préserver l'agriculture et les paysages des Monts du Lyonnais notamment.

Cf. Annexe 3 : Comptes rendus de rendez-vous avec les acteurs locaux.

VIL'EXEMPLE DE QUELQUES AGGLOMERATIONS

A. L'association Terres en Villes

En 2000, des élus intercommunaux et des responsables agricoles, ayant mis en place des politiques agricoles périurbaines sur leur territoire, créent "Terres en villes".

Cette association, paritaire entre élus et responsables agricoles, regroupe aujourd'hui 14 aires urbaines : la Communauté d'Agglomération de Perpignan, la Communauté d'Agglomération d'Aubagne, la Ceinture Verte Mancelle, la Communauté Urbaine de Nantes, la Communauté d'Agglomération de Rennes Métropole, la Communauté d'Agglomération d'Agen, la Communauté d'Agglomération d'Amiens, la Communauté d'Agglomération du Grand Angers, la Communauté d'Agglomération de Saint Etienne Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays de Lorient, la Communauté d'Agglomération de Toulouse, la Communauté d'Agglomération de Poitiers, l'Y Grenoblois et depuis 2006, la Communauté Urbaine de Lille.

L'objectif de cette association est de permettre une mise en commun de leurs expériences pour échanger leur savoir faire, pour promouvoir le rôle et l'intérêt de l'agriculture périurbaine et pour

favoriser le développement de telles politiques sur les territoires français et étrangers.

Le détail de trois de ces agglomérations adhérentes permet de montrer les différents parcours qu'elles ont mené par rapport à la planification du territoire et à la prise en compte de l'agriculture périurbaine dans leurs projets de territoire.

Les agglomérations de Rennes et Grenoble font figure d'exemple par rapport à leurs schémas d'aménagement qui prennent en compte l'agriculture de leur territoire depuis longtemps. Les agglomérations de Toulouse, quant à elles, ont tardé à se regrouper en intercommunalité, mais elles mettent désormais en place des politiques et des outils intéressants pour préserver leurs espaces agricoles.

B. La Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse

Caractéristiques du territoire :

- Croissance de la population importante (2ème après Montpellier avec un taux de 1,6% par an).
- Densité de logements plus faible que dans les autres grandes villes (ville centre, et aire urbaine).
- Urbanisation des communes périurbaines : maisons individuelles.

- Emploi dans l'aire urbaine en progression (+1,5% par an), emploi dans l'agriculture en régression (2% de l'aire urbaine), mais maintien dans la couronne périurbaine (11% des emplois).
- Espaces agricoles encore majoritaires sur l'aire urbaine : plus de 60% de sa surface (RGA 2000) : 1/3 des surfaces du pôle urbain et 2/3 des surfaces de la couronne périurbaine.
- Grandes cultures majoritaires, élevage et cultures spécialisées en déclin.

Fait comparable à Saint Etienne Métropole, l'intercommunalité toulousaine a tardé à se mettre en place. L'étendue de la commune de Toulouse (12000 ha) et les oppositions politiques de la ville centre et des communes périphériques entravent l'émergence d'une structure de gestion à l'échelle de l'agglomération. En 1975, 6 communes du Sud de Toulouse créent le SICOVAL (Syndicat intercommunal des coteaux de la vallée de l'Hers) et mènent déjà une réflexion sur la coopération intercommunale et la gestion du territoire : un parc d'activités dont la taxe professionnelle sera partagée entre les communes est créé dès 1980. Le reste de l'agglomération reste indifférent à la coopération intercommunale et n'envisage que des solutions ponctuelles en réponse aux problèmes urbains (création de SIVU et de SIVOM). Le district du **Grand Toulouse regroupant 15 communes n'est créé qu'en 1992**, alors que le SICOVAL forme désormais une communauté de 33 communes en englobant les communes rurales. En 2001, ces deux entités deviennent des Communautés d'Agglomération : celle du **Grand Toulouse s'élargit à 25 communes**. La troisième **Communauté d'Agglomération de l'aire urbaine est créée en 2004**, celle du **Muretain**.

L'absence d'intercommunalité au sein de l'aire urbaine a toutefois été compensée par des interventions des services extérieurs de l'Etat, l'Agence d'Urbanisme, ou bien les Sociétés d'Economie Mixte.

Avant que les collectivités ne se décident à établir 4 SCOT couvrant le périmètre de l'aire urbaine, deux schémas d'aménagement sont mis en place en 1982 puis en 1998. Le premier considère les **espaces ruraux en termes de paysage**, en opposition au cadre urbain minéral de citadins, où l'agriculture est une activité économique en déclin. Ils sont éventuellement associés aux coupures vertes de l'agglomération mais leur préservation est laissée aux mains des communes. De plus, la grande liberté laissée aux communes pour interpréter le SDAU a eu comme conséquences la consommation maximale de territoire prévue sans atteindre les prévisions démographiques. Par un bilan du SDAU de 1982 fait par l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Toulousaine est constaté que la notion d'agriculture périurbaine est pour la première fois utilisée, en soulignant toutefois que cette activité semble vouée à disparaître. Elle est pourtant identifiée comme un enjeu du territoire, pour sa contribution à la gestion de l'espace et à l'équilibre des paysages périurbains. Malgré ces considérations, l'urbanisation des zones agricoles est prévue.

Le schéma directeur de 1998 a laissé se confirmer l'étalement urbain du fait que les zones à urbaniser ont été représentées avec une très faible précision géographique. Mais le document définitif a exposé la volonté d'entreprendre un projet pour l'agriculture périurbaine axé sur trois points : les dimensions environnementale, économique, sociale, la fixation d'une limite urbain-rural, et la mise en place d'un

politique d'accompagnement. Ce document place davantage l'agriculture sous l'angle de ses rapports avec la ville, mais l'inscription de l'agriculture dans les documents d'urbanisme représente une avancée pour sa préservation. La problématique des espaces agricoles au sein de l'aire urbaine est donc progressivement prise en compte dans ce document.

Alors que les documents de planification prennent progressivement en compte les espaces agricoles périurbains, la profession agricole prend également conscience de la spécificité de ces territoires, et ce à partir des années 90, constatant que les espaces agricoles périurbains étaient mal connus de la Chambre d'Agriculture. A partir de 1994, des commissions « agriculture périurbaine » regroupant la profession agricole, les intercommunalités, les services de l'Etat, et l'Agence d'Urbanisme se sont constituées à l'initiative de la Chambre d'Agriculture.

La principale action de la Chambre d'Agriculture concerne le contrôle et l'évolution du foncier agricole, et l'attention portée à la participation des acteurs agricoles lors des élaborations des documents d'urbanisme. La Chambre d'Agriculture est consultée par la DDE depuis 1998 sur l'ensemble des certificats d'urbanisme et permis de construire en zone agricole. Puis de nouvelles collectivités s'affirment par rapport à ces questions, en particulier le SICOVAL qui entend des actions innovantes pour la protection des espaces agricoles.

Cette communauté d'agglomération incluant 26 communes rurales adopte dès 1993 l'élaboration d'une Charte d'aménagement de

l'espace en concertation communale et intercommunale, nécessitant 250 réunions. Trois zones d'affectation des sols sont définies : 1) les espaces actuellement urbanisés (20% de la surface) ; 2) les espaces définitivement protégés de l'urbanisation, consacrés aux espaces agricoles et naturels (60% de la surface) ; 3) les espaces non encore attribués (20% de la surface). Cette charte est créée dans un but fédérateur, étant donné qu'aucun document de planification n'englobe les communes rurales, dernières adhérentes à l'agglomération.

➤ 1997 – 2001 : OGAF périurbaine du sud-est Toulousain

Prise en compte de l'agriculture périurbaine par la Communauté d'agglomération du SICOVAL : des espaces naturels ont été réservés à l'agriculture dans la Charte d'Aménagement en 1992. On s'est aperçu que ceci n'était pas suffisant : il était nécessaire de mettre en place des outils de maintien des installations agricoles. Le territoire du Sicoval est marqué par une politique d'agrandissement des exploitations céréalières. Les céréaliers ne veulent pas changer leur production parce qu'ils n'ont pas le savoir-faire pour mettre en oeuvre d'autres cultures. Le Sicoval est obligé de chercher de jeunes agriculteurs qui viennent de l'extérieur pour permettre l'installation d'une agriculture diversifiée. Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt cherchait un site pilote pour l'agriculture périurbaine et pour une OGAF expérimentale. Il a proposé le territoire du SICOVAL.

- Favoriser les installations développant une synergie avec le milieu urbain.
- Favoriser les activités d'accueil, de diversification des productions ainsi que l'entretien de l'espace.
- Conforter et aménager les exploitations en place.
- Cette opération s'est suivie de la recherche de jeunes de jeunes agriculteurs à installer en fermes relais pour permettre l'installation hors cadre familial de jeunes ne pouvant supporter le coût d'acquisition d'un fonds agricole.
- Concertation professionnelle sur la destination des sites.
- Maîtrise foncière par la SAFER (stockage en vue d'une rétrocession au SICOVAL).
- Recherche de candidats par l'ADASEA et étude de faisabilité de leurs projets.
- Choix de candidats, présentation des projets en CDOA et installations.

La chambre de l'Agriculture, l'ADASEA, la SAFER et le Sicoval ont eu la possibilité de travailler en partenariat pour la première fois et aujourd'hui ce groupe de travail se formalise. Ce travail a débouché sur la convention entre la SAFER et le Sicoval.

- Depuis 2003 : Convention entre la SAFER et le SICOVAL
- Depuis 2004 : Fil VERT

La Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse a souhaité réaliser une manifestation concernant le VTT afin de rapprocher les citadins et les randonneurs VTT aux zones rurales du territoire de l'agglomération.

Cette manifestation fait partie d'un plan de communication de la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse qui, à travers des chaînes de télévision régionales et locales, ainsi qu'à travers les radios locales, se propose de sensibiliser les citadins à l'agriculture et aux espaces verts urbains et périurbains.

Le point de départ de la randonnée VTT coïncide avec la mairie concernée, où un buffet est proposé ; pendant le parcours, les organisateurs ont placé plusieurs panneaux pour souligner des aspects caractéristiques ou remarquables du territoire (fermes, terrains cultivés, émergences naturelles ou architecturales...).

C. La Communauté d'Agglomération de Rennes Métropole

Le territoire de l'aire urbaine de Rennes fait figure d'exception dans la démarche de planification et de regroupement intercommunal par rapport aux autres agglomérations françaises. Le District de Rennes regroupant 27 communes est créé depuis 1970. La Communauté d'Agglomération créée en 1999 regroupe 37 communes, puis le Pays de Rennes (67 communes) intégrant les espaces ruraux est formé la même année. Il n'atteint pas tout à fait le périmètre de l'aire urbaine mais s'en rapproche, et le périmètre du SCOT, révisé en 2004, lui correspond à l'exception de 3 communes. Une longue tradition intercommunale et planificatrice a permis à ce territoire d'intégrer depuis longtemps la problématique agricole périurbaine, sachant qu'il est difficile pour cette agriculture d'élevage, souvent hors sol, de se rapprocher de l'environnement

urbain proche. La connexion des territoires ruraux et urbains est donc dépendante de la volonté politique forte des élus du territoire et du travail mené en partenariat entre tous les acteurs territoriaux et agricoles.

Expériences :

➤ A partir de 1990 : L'inventaire du patrimoine restaurable en zone agricole

Contexte législatif et réglementaire

Les Plans Locaux d'Urbanisme donnent la possibilité de définir des prescriptions particulières pour la réhabilitation de bâtiments anciens. La procédure n'est pas obligatoire.

Problèmes initiaux posés

La présence de nombreuses constructions traditionnelles en secteur rural suscite une forte demande de la part des habitants du centre ville pour restaurer ce riche patrimoine architectural et le transformer en habitations.

Les habitants souhaitent s'approprier cette architecture traditionnelle, symbole identitaire. Si on laisse restaurer tout ce qui existe, l'espace rural sera mité par l'installation de nouveaux habitants. Ceci peut générer des contraintes pour les agriculteurs.

L'inventaire du patrimoine restaurable en zone agricole est un document prescriptif que les communes de Rennes Métropole

peuvent intégrer volontairement au PLU communal. Il s'agit d'un recensement fait par un architecte de tous les bâtiments sur le territoire de la commune qui ont un intérêt architectural patrimonial.

➤ Depuis 1994 : Réflexion et propositions sur l'agriculture et l'environnement dans le District de Rennes

L'agriculture du District de Rennes se trouve dans une situation particulière du fait de la proximité d'un important milieu urbain en développement. En outre, elle joue un rôle important pour le maintien du paysage rural et du cadre de vie.

Elle a une fonction d'occupation du sol. A l'heure actuelle, elle occupe les 2/3 du territoire du district. 1290 exploitants agricoles dans les 33 communes : la taille moyenne des exploitations est de 25 hectares. La population agricole est légèrement plus âgée dans le District que sur le reste du département. 34% des agriculteurs ont plus de 55 ans contre 30% en Ille et Vilaine. L'agriculture concerne 7% d'emplois. Son développement nécessite une stabilité foncière pour installer de jeunes agriculteurs et pour moderniser les exploitations. L'orientation dominante des exploitations est la production de lait qui est accompagnée par les cultures fourragères et les cultures de vente. La ceinture maraîchère se maintient avec une production dominante : La tomate. La qualité des sols et le dynamisme des exploitations en font une activité économique importante.

Le coté informel fait que s'il y a toujours une volonté de le mettre en oeuvre, il est adaptable aux conditions du moment. Ceci est le point

fort et faible de l'action. Le coté informel a permis au document d'être souple, mais en même temps il n'oblige pas les partenaires à mettre en oeuvre les actions.

➤ Depuis 1993 : Convention Rennes Métropoles et SAFER

Le territoire concerné est le territoire de la Communauté d'Agglomération de Rennes Métropole dans le cas des opérations où Rennes Métropole est la seule signataire. Dans les autres cas il n'est pas encore sûr que les 38 communes signeront la convention.

Depuis la loi du 23 janvier 1990, la SAFER peut négocier à l'amiable pour le compte d'une collectivité, en priorité pour un objectif agricole mais aussi pour un objectif rural, de loisirs, environnemental.

Cette convention entre la SAFER et Rennes Métropoles a pour objectif la constitution de réserves foncières à vocation compensatoire au bénéfice d'agriculteurs évincés par l'urbanisation.

La question posée est celle du périmètre pertinent. Il faut voir avec la mise en place de l'action si le périmètre de Rennes Métropole est pertinent ou s'il faut élargir l'adhésion des communes à la convention. Pour faire bien fonctionner le partenariat, il faut que toutes les communes soient partie prenante parce qu'il peut y avoir des situations où l'agglomération doit intervenir dans leurs territoires. Il y a un peu d'inquiétude sur le fonctionnement de la SAFER. Elle est obligée dans les transactions où elle intervient de mettre en concurrence le bien acquis avec une forte publicité. Lorsque l'agglomération se positionne comme acquéreur potentiel,

elle n'est pas certaine d'être prioritaire dans ces candidatures. Par rapport à la rémunération de la SAFER dans sa mission de constitution de réserve foncière, Rennes Métropole aurait souhaité que le pourcentage de 8% de rémunération soit modulable en fonction du montant de la transaction (pourcentage dégressif). Mais à priori ce n'est pas négociable, c'est un pourcentage fixé au niveau national.

➤ 1995 – 1997 : Compensation du passage de l'autoroute A84 dans le massif forestier des Marches de Bretagne au Nord-Est de Rennes

La DDE a pu acquérir les 59 ha compensatoires au passage de l'autoroute, et les a confiés à l'ONF afin de réaliser des corridors bocagers, de maintenir les liaisons fonctionnelles entre la forêt, la campagne.

Objectifs de la Collectivité quant à l'opération :

- Dans un 1er temps pour les services de l'Etat: compenser l'emprise foncière de l'autoroute A84 reliant Rennes-Caen dans sa partie qui traverse le massif forestier des Marches de Bretagne au Nord Est de l'agglomération de Rennes et compenser les nuisances qu'elle entraîne sur la forêt

- Dans un 2e temps (ces objectifs n'étaient pas affichés au départ mais ont émergé au vu des résultats de l'étude préalable de mobilité foncière réalisée) : a) pour le Conseil général: acquérir des terrains à intérêt environnemental au titre des espaces naturels sensibles et du

1% paysage et b) Rennes métropole: aménager la coulée verte inscrite au schéma directeur

➤ **1995-1998 : Etude des exploitations en zone urbanisable**

- Chambre d'Agriculture - maître d'oeuvre
- ADASEA - maître d'oeuvre
- Jury communal
- District de Rennes - maître d'ouvrage
- Chambre d'Agriculture (elle a pris en charge une partie de l'étude)

La Chambre d'Agriculture et l'ADASEA ont proposé au District de Rennes d'étudier l'impact du SD sur l'agriculture et par conséquent les exploitations qui sont dans les zones d'extension urbaine. L'étude d'impact a été conduite à l'échelle de la parcelle.

L'ADASEA a réalisé au même temps une étude sur les zones non urbanisables, mais considérées sensibles en raison de leur proximité avec la ville dans la première couronne. Toutes les exploitations ont été inventoriées dans les zones où un risque était possible pour l'activité agricole. L'étude a permis de faire apparaître un risque d'abandon ou d'évolution de l'agriculture.

Cartographie par commune :

- Carte avec les parcelles de chaque exploitation repérées dans les zones urbanisables du Schéma Directeur.
- Carte caractéristique et évolution des exploitations sur les zones sensibles.

- Rapport de restitution des études

Aujourd'hui les communes considèrent cette démarche comme normale. Elle est rentrée dans les procédures de révision du PLU et il ne sera pas nécessaire de refaire les études pour le futur SCOT : Les communes se sont appropriées la méthode.

Le point faible est la cartographie qui n'est pas numérisée, donc la mise à jour est très difficile.

➤ **1999 : Dispositifs d'aides à la diversification**

L'agriculture rennaise présente des caractéristiques similaires à l'agriculture départementale : une forte production laitière d'élevage hors sol ; la production est essentiellement liée à l'industrie laitière, avec peu de relations sur la vente directe.

Contexte législatif et réglementaire

Rennes Métropole ne peut pas intervenir sans l'appui du Conseil Régional qui détient les compétences en matière d'aides financiers à la diversification agricole.

L'intérêt de Rennes Métropole pour l'agriculture périurbaine découle particulièrement des orientations du projet d'agglomération et des principes d'aménagement retenus dans le Schéma Directeur, basés sur l'équilibre du territoire, caractéristique forte, originale mais fragile de l'agglomération. Cet équilibre est assuré par une alternance ville- campagne franche, qui dépend du maintien d'une agriculture bien présente dans les coupures vertes,

respectueuse de l'environnement et en relation harmonieuse avec la société urbaine qui l'entoure. Le bureau du 6 novembre 1998 a donné un avis favorable à la mise en place d'une aide du District à l'agriculture dans un cadre cohérent avec les approches du développement économique, afin d'accompagner les orientations de Rennes Métropole pour les lier à une dynamique de l'agriculture locale. Le conseil de Rennes Métropole a adopté divers type d'aides aux entreprises (activités industrielles, artisanales, de services...), mais, en raison des spécificités de l'activité agricole, les critères d'attribution tels qu'ils sont formulés ne permettaient pas d'apporter un soutien adapté. Il a été proposé donc d'ouvrir les aides économiques de Rennes Métropole à certaines activités agricoles, en fonction des orientations que Rennes Métropole souhaite donner à l'agriculture périurbaine.

➤ 2003 : La ferme en ville

Manifestation ponctuelle (5 jours) organisée sur la place de la Mairie à Rennes pour sensibiliser la population citadine aux activités agricoles périurbaines.

La ferme a été aménagée pour l'occasion avec 300 tonnes de terre, des pommiers et autres essences d'arbres présentes dans le département, ainsi que des pâturages et des prairies avec reconstitution de haies bocagères et zones de cultures (maïs et blé). La ferme était composée par 6 pôles : Pôle bovins (lait et viande) ; Pôle alimentation des bovins ; Pôle cultures et environnement ; Espace animation ; Pôle marché de produits ; Pôle autres productions (porcs, volailles, ovins).

D. Grenoble et l'ADAYG

L'Agglomération Grenobloise a été l'une des premières agglomérations françaises. Dès 1982, le Syndicat Intercommunal d'Etudes, de Programmation et d'Aménagement de la Région Grenobloise (le SIEPARG, prédecesseur de la METRO) crée sa Commission Agriculture à l'initiative des élus des petites communes rurales adhérentes.

De 1982 à 1984, le SIEPARG et le SMAV (Syndicat Mixte d'Aménagement du Voironnais, prédecesseur de l'actuelle Communauté de Communes du Pays Voironnais) organisèrent la concertation pour construire le programme quadriennal de l'agriculture de l'Y Grenoblois. Les élus du Grésivaudan demandèrent à s'associer à cette nouvelle démarche. Puis, à la demande de la Région Rhône Alpes, les collectivités intercommunales créèrent un maire d'ouvrage unique et commun pour réaliser ce programme : l'Association pour le Développement de l'Agriculture dans l'Y Grenoblois (l'ADAYG).

L'Y Grenoblois agricole est donc né en 1985 pour une mission de courte durée, réaliser un programme d'actions sur 5 ans.

Le programme avait retenu 4 grands objectifs correspondant aux principaux enjeux agricoles périurbains :

- La pérennisation de l'espace agricole et sa restructuration,
- L'installation en agriculture et la confortation des exploitations agricoles existantes,

- Le développement de la mise en valeur des produits agricoles sur le marché local,
- Le développement des relations entre agriculteurs et citoyens.

L'originalité de cette structure tient au vaste territoire de la Région Urbaine, à l'adhésion de plusieurs collectivités à une association commune, et à la collaboration permanente instaurée entre élus et agriculteurs.

L'ADAYG fut pérennisée à partir de 1989 et ses orientations se sont précisées :

- Etre une agriculture ayant une réelle dimension économique jouant la carte des produits de qualité
- Gérer un environnement de qualité
- Etre une agriculture reconnue par tous, prenant en compte les demandes des citoyens.

A partir de 1994, chaque intercommunalité a mené sa propre politique agricole, la cohérence étant garantie par l'ADAYG à l'échelle de l'Y Grenoblois.

1. La Communauté d'Agglomération de Grenoble

Le SIEPARG puis la METRO jetèrent les bases de l'action agricole à partir de 1994 en créant le Fonds Intercommunal de Développement de l'Agriculture, géré techniquement par l'ADAYG pour le compte de la METRO. La Charte de création de la METRO a

ensuite décidé de rattacher l'agriculture à sa vocation de Développement Economique.

Elle oriente ainsi sa politique en fonction des facteurs économiques, spatiaux, environnementaux, et paysagers de l'agriculture :

- 1) Pérennisation et aménagement des espaces agricoles et mise en valeur des différents types d'espaces agricoles de l'agglomération : reconnaissance de des enjeux de l'agriculture par rapport au paysage (mise en place d'un Plan Local de Gestion de l'Espace par l'agriculture.
- 2) Aide aux entreprises agricoles (promotion des produits de qualité et aide à l'adaptation au contexte périurbain).
- 3) Développement des circuits courts. Adaptation de l'offre à la demande, organisation des circuits de distribution : relance des marchés de détail, recherche de nouvelles formules de vente pour les produits locaux (marchés en soirée, un marché central présent 6 jours sur 7...)
- 4) Relations agriculteurs / citoyens : organisation de manifestations ponctuelles (Salon de l'Agriculture Dauphinoise, Semaine du Goût), contribution de la METRO l'accueil pédagogique des scolaires dans les fermes.

2. La Communauté de Communes du Pays Voironnais

En ce qui concerne la Communauté de Communes du Pays Voironnais, les espaces agricoles et forestiers font également l'objet d'outils originaux permettant leur pérennité et leur mise en valeur.

➤ 1994 : Charte agricole et forestière du Pays Voironnais

La signature de la première Charte est toujours en cours.

Le Pays Voironnais, deuxième agglomération iséroise a su tirer parti de ses atouts grâce à son dynamisme urbain, économique et touristique. Cette recherche a conduit le Pays Voironnais à se préoccuper dès 1976 de l'évolution de son agriculture et de son cadre de vie. L'intercommunalité du Pays Voironnais a privilégié l'élaboration conjointe avec l'ADAYG d'une politique agricole pérenne locale entre élus et professionnels agricoles qui contribue au renouvellement urbain et au développement agricole par une meilleure prise en compte des rapports entre milieu urbain et milieu rural, entre agriculture et société.

Cette démarche s'est concrétisée en 1994 par la signature avec les organisations agricoles de la Charte Agricole du Pays Voironnais. Aujourd'hui, la création de la Communauté d'Agglomération et l'extension de son périmètre au bassin laitier du Val d'Ainan et du Lac de Paladru renforcent les enjeux agricoles et forestiers du territoire. C'est pourquoi le Pays Voironnais a proposé à ses partenaires de réécrire la Charte.

Les enjeux de la forêt du Pays Voironnais :

La forêt du Pays Voironnais – 11 700 hectares - représente 31 % de la surface totale de ce territoire. Elle est constituée à 87 % de forêts privées, 7000 propriétaires, souvent de parcelles boisées de faible surface, et 13 % de forêts publiques. La diversité forestière est très forte entre la forêt de plaine, la forêt collinéenne et les contreforts accidentés de Chartreuse. Cette forêt est confrontée à un certain nombre de problèmes dont le principal est que ses coûts d'entretien et de gestion ne sont plus couverts par la vente des bois ce qui a pour conséquence un manque d'entretien de ces forêts et à terme leur déshérence. A terme, à condition qu'elle ait les moyens, cette forêt représente un gisement en termes d'emplois pour sa valorisation, cette valorisation n'étant pas seulement économique.

L'agriculture comme la filière bois sont d'abord des secteurs importants de l'économie locale mais elles gèrent également la majeure partie du territoire. Elles participent donc à l'organisation du Pays, au cadre de vie des habitants et contribuent à la protection du milieu naturel comme à la mise en valeur du patrimoine local.

Comment les rapporter aux nouvelles évolutions urbaines et infrastructurelles ?

A terme, le souci global de cette charte est d'instaurer une approche globale de l'agriculture et de la forêt en se posant notamment les questions de la vocation de ces espaces et de leur apport à l'ensemble de la collectivité.

Les objectifs de cette charte sont exprimés via 3 défis :

- Développer une agriculture et une filière bois viables en jouant la carte de la Qualité des Produits
- Protéger et mettre en valeur un espace agricole et forestier de qualité
- Concilier le développement agricole, la protection du milieu naturel et le paysage

➤ 1999 – 2000 : Charte paysagère pour une gestion des espaces naturels, agricoles et urbains du Pays Voironnais

La Charte paysagère du Pays Voironnais ne constitue pas un outil réglementaire.

La volonté de maîtriser les paysages urbains et naturels répond au constat d'une urbanisation accélérée sur le secteur, du fait de sa dynamique économique propre ; du fait également de sa proximité immédiate avec l'agglomération grenobloise et des effets de desserrement qu'elle subit comme l'ensemble des grandes agglomérations. La forme des villages est liée à la manière dont ils se sont développés en relation avec leur territoire. L'effet de centralité est la condition nécessaire à l'existence de lieux publics et d'espaces de convivialité. Voiron excepté, l'habitat traditionnel du Voironnais est essentiellement rural, ainsi que la vocation productive, orientée vers l'agriculture. Cette vocation des bâtiments a fortement marqué l'architecture dans cette région carrefour. Conscient de l'importance de la préservation du capital naturel, les élus se sont engagés à intégrer, à chaque projet d'aménagement et de développement du Pays Voironnais, une dimension relative à la préservation du patrimoine environnemental et paysagère.

Le Schéma Directeur de la Région Urbaine Grenobloise a défini un certain nombre d'orientations pour le développement de la région grenobloise, en concertation avec les communes en 1999. Parallèlement, le Pays Voironnais s'est engagé sur la définition d'un projet global pour le paysage et les espaces agricoles et naturels. Le Projet pour le Pays Voironnais 2000 – 2010 avait prévu, dans sa quatorzième action, la mise en place d'une charte architecturale et paysagère.

Le projet s'est déroulé en trois temps :

- Etat des lieux
- Diagnostic
- Proposition pour la charte

Cette Charte paysagère souffre d'un manque d'appropriation par les élus (elle n'est pas opposable aux tiers), et d'un manque de participation dans son suivi (en particulier d'une désaffectation des élus également) ; comme son caractère d'orientation n'est pas intégré par une réglementation, elle manque d'une application législative. L'enjeu paysager est en cours d'intégration dans l'élaboration du futur Schéma de secteur. C'est le groupe de suivi de la Charte qui impulse cette dimension par le biais d'un travail d'approfondissement réalisé par un bureau d'étude.

➤ Depuis 2004 : Schéma général de gestion des espaces agricoles, forestiers et naturels (SGEN)

En terme de méthode, le Pays Voironnais s'est engagé depuis longtemps à travailler avec l'ADAYG sur la gestion concertée, dans

le cadre du programme européen Métropole-nature (forums, réunions...). Il a appliqué cette méthode et a notamment travaillé avec les acteurs territoriaux sur l'élaboration des projets de territoire (diagnostic) et de la mise en oeuvre du Programme Local de Gestion de l'Espace.

- Économie et agriculture : la question du poids économique de ces espaces.

La fonction touristique a un poids important à l'échelle du Pays Voironnais (Lac de Paladru). Par conséquent des questions se posent sur le modèle de développement à adopter : entre tourisme de masse et "tourisme doux" lié aux activités récréatives.

- Économie et forêt: pas de valorisation économique de la forêt. Seulement, le haut de la Chartreuse est exploité (forêt de production) mais ce territoire reste minoritaire par rapport à la surface totale forestière du Pays Voironnais.
- Multitude d'acteurs aux représentations (sociales) et aux enjeux économiques différents.

Le constat politique s'est développé de la considération des espaces urbanisés en tant qu'"espaces du projet" et celle des espaces naturels comme des "espaces vides", à la considération des espaces non bâtis comme "des espaces exploités par différents acteurs, donc gérés selon différents formes". Il s'est effectué un changement de mentalité. Par ailleurs, il existe un décalage entre les perceptions des acteurs locaux et la réalité de terrain, traduite à travers ces chiffres: la population est composée de 2% d'agriculteurs mais l'occupation de l'espace représente 25% de la superficie du Pays Voironnais et 8% de l'activité du territoire.

Parallèlement, les actions vis-à-vis de l'environnement et de la protection des espaces "non bâtis" sont vécues comme une contrainte potentielle par les agriculteurs et l'ensemble des acteurs économiques (ex.: création d'une zone Natura 2000 ; la protection des périmètres de captage)

Contexte législatif et réglementaire

Si le SGEN est initialement une démarche volontaire, son objectif est d'être au même niveau que les autres politiques du Pays Voironnais. Contrairement à celles-ci, le SGEN n'a pas de valeur réglementaire. Cependant, lors de la réalisation de ce document, la mise en place du schéma général coïncide avec la réalisation du schéma de secteur du Pays Voironnais. Par conséquent, les préconisations et les orientations concernant les espaces ouverts du SGEN sont réintroduites dans le schéma de secteur, qui a une valeur réglementaire et qui a l'obligation d'être en cohérence avec le schéma directeur (SD de la Région Urbaine Grenobloise de 2000, qui a une validité prévisionnelle jusqu'à 2015). Le SGEN est aussi relié à la Charte agricole et forestière du Pays Voironnais, qui n'a pas une valeur politique, mais qui donne plusieurs renseignements sur les voies à prendre en matière de politiques agricoles, forestières et naturelles.

La validité est souhaitée à 10 ans (jusque 2015, après la signature du SGEN, prévue pour avril 2006: signature du projet politique puis du programme d'actions).

Problèmes initiaux posés

La politique à l'échelle du territoire : un manque d'outils de coordination et de hiérarchisation pour permettre d'articuler une cohérence d'échelle et d'enjeux politiques sur des territoires abordés sectoriellement (comment faire pour que, au niveau du territoire, les élus de l'intercommunalité du Pays Voironnais puissent définir et mettre en oeuvre un programme d'actions cohérent et efficace sur les espaces agricoles forestiers et naturels ?).

- Les autres politiques du Pays Voironnais (développement économique, déplacement...) disposent d'un outil de coordination et de hiérarchisation (Schéma d'Equipement et de Services, Plan de Déplacement Urbains), mais sont rarement articulées avec les enjeux des espaces agricoles, forestiers et naturels.

3.1' ADAYG

Aujourd'hui l'espace Y Grenoblois est représenté par:

- Une plaine agricole très riche d'un point de vue agronomique
- Un bassin laitier important
- Deux types de coteaux: les coteaux spécialisés, élevage et fruits ou viticulture ; les anciens coteaux viticoles en friche

Comment développer une agriculture et une filière bois à une réelle dimension économique offrant des produits de qualité pour le marché local comme pour le marché extérieur ?

Comment gérer un environnement de qualité combinant les besoins de la production et les autres usages de l'espace agricole et forestier ?

Comment favoriser une agriculture et une filière bois reconnues par tous, prenant en compte les demandes des citoyens ?

Les objectifs et enjeux de l'association sont les suivants :

- Définir, en collaboration avec les Collectivités Territoriales, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, la Chambre des Métiers, le Département, la Région, l'Etat et tous les acteurs concernés, la politique agricole de l'Y grenoblois dans son périmètre d'intervention.
- Mettre en oeuvre cette politique en coordonnant les interventions des différents partenaires, notamment celles des collectivités locales et celles des organismes professionnels agricoles avec l'aide des organismes existants.

L'organigramme de l'équipe technique répond à une double volonté de favoriser la prise en compte globale des territoires, comme celle des exploitations de l'agriculture et des entreprises de la filière bois. L'équipe est organisée en quatre pôles qui privilégient les compétences collectives et trois fonctions majeures d'animation adaptées aux demandes locales : animateur spécialisé, animateur local, correspondant intercommunal. Les pôles (Territoire, Economie, Ressources périurbaines, Administratif) définissent les missions des animateurs spécialisés de l'ADAYG, missions complémentaires des interventions des équipes techniques de la Chambre d'Agriculture. C'est le programme d'actions de l'ADAYG qui précise annuellement ce partenariat.

ANNEXE 1 : LES MESURES SPECIFIQUES DU PLAN REGIONAL POUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

Mesure 20

MODALITES ET CRITERES DU SOUTIEN REGIONAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS STRATEGIQUES AGRICOLES ET DE DEVELOPPEMENT RURAL – PSADER - A L'ECHELLE DES TERRITOIRES

L'objectif est de permettre la mise en œuvre concertée, entre l'ensemble des acteurs du territoire dont les agriculteurs et les élus locaux, d'un projet stratégique et territorial de développement agricole et rural.

Le PSADER concerne les territoires de Rhône-Alpes organisés à l'échelle d'un Contrat de Développement Rhône-Alpes - CDRA ou d'un Parc Naturel Régional - PNR, dénommés indifféremment ci après par le terme «territoire».

Certaines des actions du PSADER pourront se mettre en œuvre :

- à une échelle infra-territoriale dans le cas où certains enjeux ou caractéristiques géographiques nécessiteraient que les actions ne concernent qu'une partie du territoire englobant. Dans ce cas, ce dernier reste malgré tout l'instance conduisant le PSADER, les réunions de concertation. Des travaux peuvent être conduits localement.
- à une échelle supra-territoriale dans le cas où certains enjeux ou caractéristiques géographiques nécessiteraient que les actions soient menées à une échelle plus vaste que le territoire. Dans ce cas, le PSADER sera conduit en concertation sur l'ensemble des territoires concernés.

Ce projet de développement doit être propre au territoire, il est le volet agricole et développement rural du CDRA ou du contrat territorial de Parc Naturel Régional - CTPNR.

Le pilotage des projets sera assuré par la structure porteuse soit d'un CDRA, soit d'un CTPNR.

- Les diagnostics et études préalables
- L'élaboration d'un PSADER sera précédée d'une phase d'étude-diagnostic et d'animation.

Ces travaux doivent être réalisés, à l'échelle du territoire, sous maîtrise d'ouvrage de la structure porteuse du CDRA ou du CTPNR, et conjointement avec les élus locaux, les agriculteurs et les autres d'acteurs du territoire.

Ces travaux préalables doivent aboutir à l'identification des enjeux et à la déclinaison d'un projet stratégique territorial de développement agricole et rural décliné en programme d'actions pluriannuel avec identification des moyens à mettre en œuvre et des priorités. Chaque catégorie de partenaires sociaux et économiques oeuvrant sur le territoire participe à la définition et à la mise en œuvre des projets afin de favoriser une approche globale multisectorielle.

L'étude sera élaborée en suivant les préconisations d'un cahier des charges minimal établi par la Région. Le diagnostic devra intégrer les travaux déjà conduits pour l'élaboration de la charte du CDRA ou du PNR.

La Participation financière de la Région est de 50 % maximum du coût des travaux préalables.

Pour chaque territoire candidat à la mise en œuvre d'un PSADER :

- soit le rapporteur du CDRA ou l'élu régional qu'il aura proposé de désigner à cette fin
- soit l'un des représentants de la Région au comité syndical du PNR (cette personne sera désignée d'un commun accord entre les représentants de la Région au comité syndical du PNR), sera chargé de suivre la réalisation de l'étude préalable à la définition du projet stratégique.

La Région, à savoir l'élu régional chargé de suivre la réalisation de l'étude préalable, sera membre du comité de pilotage qui devra être constitué par la structure porteuse du CDRA ou du CTPNR, pour le suivi de l'étude diagnostic préalable et du futur programme d'actions.

La composition de ce comité de pilotage doit permettre une large concertation locale.

Sera privilégiée la mobilisation d'un groupe local de concertation déjà existant, le Conseil Local de Développement dans le cas d'un CDRA.

Un comité technique spécifique présidé par la Conseillère régionale déléguée à l'agriculture, et composé du président et des vices président de la commission agriculture ainsi que d'un élu par groupe, auditionnera le territoire candidat à un PSADER afin que celui-ci présente son projet stratégique de développement agricole et rural.

Des échanges avec le comité d'avis CDRA et la commission environnement et prévention des risques pourront être nécessaires pour articuler PSADER et CDRA ainsi que PSADER et CTPNR.

Le projet stratégique fera ressortir sa compatibilité et sa complémentarité avec la charte du CDRA ou du PNR, les politiques départementales, nationale et européenne.

- **Le programme d'actions et sa mise en oeuvre**

Ce projet stratégique fera l'objet d'une déclinaison en programme d'actions pluriannuel. Tout ou partie de ce programme fera l'objet d'un soutien régional et sera formalisé dans une convention d'objectifs et de réalisation signée entre la Région et la structure porteuse du territoire. La durée maximale de la convention sera indexée sur celle des CDRA ou des CTPNR. Elle ne pourra excéder 5 ans.

Les territoires ayant déjà contractualisé un CDRA ou un CTPNR avec la Région à une date antérieure à la conclusion d'une convention d'objectifs et de réalisation d'un PSADER, pourront conclure, avec la Région, des avenants :

- de complément, si le contrat CDRA ou CTPNR est à moins de la moitié de son existence, ou
- de préfiguration si le CDRA ou CTPNR est à plus de la moitié de son existence.

Cette convention comprendra les informations sur les moyens techniques, les partenaires et leurs engagements mutuels, le coût des opérations, leur plan de financement et leur échéancier de réalisation.

Elle devra également déterminer les modalités d'une évaluation in itinere et ex post des projets. L'avancement, l'efficacité et l'efficacité par rapport aux objectifs initiaux devront pouvoir être mesurés au moyen d'indicateurs relatifs à la situation de départ ainsi qu'à l'exécution financière, à la réalisation, aux résultats et à l'impact des projets. Les modalités d'une valorisation au niveau régional des expériences concluantes devront également être décrites.

Cette convention après avoir reçu un avis favorable du comité technique, fait l'objet d'une décision de la commission permanente.

Le choix des actions qui feront l'objet d'un financement régional au travers d'un PSADER sera fonction de :

- la cohérence de ces actions avec le projet stratégique agricole et rural défini par le territoire
- la cohérence de ces actions avec le plan régional pour l'agriculture et le développement rural et notamment les objectifs dévolus au PSADER par la Région.

Ce choix sera également fonction du type d'action. En effet, la participation de la Région portera prioritairement sur des actions collectives, structurantes et durables relevant des 4 thématiques suivantes :

1- L'accompagnement à la transmission des entreprises agricoles et la mise en oeuvre de politique d'accueil d'actifs en milieu rural.

1-1 Accompagnement à la transmission des entreprises agricoles :

Il sera veillé en premier lieu à la cohérence entre la politique de droit commun en faveur de l'installation et les politiques existantes, en intégrant à la convention de mise en oeuvre du PSADER les initiatives qui relèvent d'une approche de terrain, notamment les démarches cédants/repreneurs.

Une distinction nette doit être faite également avec ce qui ressort de la réalisation du répertoire départemental à l'installation ou d'actions d'information générales communes à tout un département.

Les actions pouvant être soutenues dans le cadre de la mise en oeuvre d'un PSADER sont des animations ou des études-actions ayant un lien fort au

territoire éventuellement sous-ensembles géographiques du territoire support du PSADER,

- o menées en direction des cédants à partir d'actions spécifiques de repérage très anticipées et d'accompagnement individuel destinées à leur permettre de transmettre leur exploitation à des candidats plutôt que de la démembrer au profit d'autres agriculteurs déjà en activité,
- o permettant de susciter une dynamique autour de la question de la cessation/reprise, dont les résultats impactent les divers éléments d'une politique locale de l'installation: sensibilisation des élus locaux, définition de systèmes d'exploitation innovants et politique foncière des collectivités.

les formes concrètes qui constituent ces actions sont :

- o des analyses au niveau des communes, par enquête systématique, retraduites éventuellement sous forme cartographique,
- o des réunions locales, l'animation de groupes locaux, associant des élus et travaillant sur la problématique dans la durée,
- o un travail individualisé avec les cédants, planifié sur une durée suffisante pour accompagner l'évolution psychologique de l'intéressé, la réalisation et la mise à jour de fichiers pour planifier les relances,
- o des sessions d'accueil de nouveaux actifs postulants, et la mise en relation entre cédants et repreneurs
- o la définition de projets correspondants aux différentes situations rencontrées : reprise sur la base de l'existant, restructuration de petites unités foncières pour l'installation, création de projets adaptés à un foncier limité ou atypiques.

1-2 Mise en œuvre de politique d'accueil d'actifs en milieu rural.

Il s'agit notamment de favoriser l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités sur les territoires. Les actions soutenues devront être portées par un maître d'ouvrage collectif.

Ces actions pourront concerner :

- la mise en place des conditions d'activités par :
 - o le repérage des potentiels d'activités et d'emplois liés au territoire,
 - o la construction d'offres d'activités,
 - o l'orientation de l'offre d'activités à partir des situations locales constatées en matière d'évolution des fonctions des espaces ruraux,
 - o la valorisation des idées des candidats à l'accueil ;
- la promotion de l'offre d'accueil et la recherche de candidats par :
 - o la mise en place de dispositifs et/ou de partenariats pour le premier contact et l'interface entre le territoire et le candidat, qui privilégient les relations et les complémentarités entre opérateurs urbains et ruraux,
 - o la mise en place de dispositifs de formation-action permettant la préparation amont des futurs nouveaux habitants dans le territoire ;
- l'appui aux conditions d'accueil par le renforcement de l'offre de services et la constitution de réseaux locaux d'accueil visant à faciliter l'intégration locale des nouveaux arrivants.

2- les opérations de gestion concertée des espaces ainsi que des ressources naturelles et patrimoniales

Volet Foncier et urbanisme :

Les actions devront viser au maintien de l'activité agricole sur le territoire en vue d'en préserver son attractivité. Elles pourront être les suivantes :

- L'aide pour les communes ou leur groupement à la planification de l'usage des espaces agricoles, naturels et forestiers comme par exemple études pour la prise en compte des enjeux agricoles et environnementaux dans les documents d'urbanisme ou diagnostics permettant une approche foncière globale.
- L'acquisition foncière par les communes pour la création d'une Zone d'Activité Agricole ou d'une Zone Agricole Protégée.
- L'aide à l'ingénierie pour la mise en place d'actions foncières notamment liées aux préoccupations d'installation d'actifs comme

par exemple une animation foncière orientée aménagement et installation.

- La création de structures collectives de gestion du foncier, Association Foncière ou Groupement Foncier, afin de favoriser la mobilisation de ce foncier pour un usage agricole : aide au démarrage de ces structures uniquement.
- Les actions de délocalisation de bâtiment d'élevage en réponse prioritaire à une problématique d'urbanisme.
- Le soutien à des projets de fermes communales ou de fermes relais en réponse à une problématique de gestion de l'espace : la Région interviendra, uniquement dans les secteurs en déprise. La Région pourra intervenir jusqu'au taux de 30% du coût HT, avec un maximum de 115 000 € de subvention par ferme. L'appréciation de l'opportunité d'un soutien régional à ce type de projets se fera en termes :
 - o de coût pour la collectivité,
 - o d'impact potentiel pour la gestion des espaces remarquables,
 - o d'intérêt intrinsèque des espaces qui seront exploités par la ferme que cet intérêt soit environnemental, touristique, paysager, lié au cadre de vie ou à la fonctionnalité agricole,
 - o de développement local : rôle de l'exploitation dans une filière, agritourisme par exemple,
 - o de l'existence de solutions alternatives à ce projet de ferme communale.

Volet Multifonctionnalité des espaces :

L'objectif de ce volet est de prévenir les conflits d'usage entre agriculteurs, forestiers et autres acteurs du territoire :

- en organisant la fréquentation des espaces agricoles et forestiers : passages canadiens, signalétique, guide de bonnes pratiques du randonneur par exemple,
- en organisant la fréquentation des espaces urbains par les agriculteurs,
- en favorisant la communication sur le rôle de l'agriculture dans le territoire à condition que cette communication soit autre qu'institutionnelle.

Volet Patrimoine local « paysage, environnement, bâti, savoir-faire » :

Il s'agit de favoriser l'émergence de projets collectifs et intersectoriels de réalisation de plan d'interprétation et de valorisation du patrimoine local identitaire sur le territoire.

La Région pourra soutenir tout ou partie de ces actions à la condition qu'elles soient coordonnées et groupées sur des espaces pertinents pour permettre un impact suffisant et éviter ainsi un effet de « saupoudrage ».

Volet préservation des ressources naturelles

Il s'agit d'étudier la réponse apportée par les agriculteurs notamment aux problèmes de pollution diffuse, d'érosion et de ruissellement en cohérence avec la politique régionale en faveur de l'environnement. Seront soutenus :

- les études préalables visant à identifier clairement les enjeux et à définir les actions pertinentes à mettre en œuvre.
- l'ingénierie pour l'élaboration d'un programme d'actions opérationnelles.

Les espaces boisés et les espaces agricoles jouent un rôle prépondérant pour le maintien de la biodiversité. Ils concentrent plus des trois quarts des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) régionales. Ces activités entretiennent donc des écosystèmes, mais les fragilisent souvent, en raison notamment de modes de production inadaptés.

Pourront donc être aussi financés des projets de gestion concertée d'espaces naturels portés par les collectivités, en cohérence avec la politique de droit commun en faveur du patrimoine naturel, pour en préserver le patrimoine floristique et faunistique d'intérêt local.

- Inventaires et cartographies :

- o des noyaux de biodiversité, dans un but de préservation et de valorisation des sites et si possible de production ou de valorisation économique, écotouristique par exemple, évaluation de leur état de préservation,
- o des liaisons entre ces sites pour assurer aux populations animales les possibilités adéquates de dispersion, de migration et d'échanges génétiques.

- Définition de plans de gestion de ces espaces naturels, concertation locale et définition de priorités en matière de préservation de la biodiversité.
- Mise en œuvre d'actions de préservation et de valorisation : gestion de milieux naturels, suivis écologiques, création des liaisons entre les sites : création d'aménagement de points de passage, mise en place de moyens de protection pour la faune, sensibilisation.

3- La diversification de l'agriculture vers la commercialisation des produits agricoles de qualité sur un marché localisé et vers des activités de service :

La Région soutiendra les démarches collectives de diversification de l'agriculture vers la commercialisation de produits de qualité sur un marché localisé et vers des activités de service en réponse aux besoins du territoire. Une démarche collective est une action apportant une valeur ajoutée et constituant un programme qu'un acteur/entreprise/collectivité seul ne peut pas conduire. Cette action est à distinguer d'une somme de démarches individuelles identiques à plusieurs acteurs. L'ingénierie et le portage sont assurés par un porteur commun qui assume la complexité du montage et du suivi de l'opération déchargeant ainsi les bénéficiaires. La participation financière des bénéficiaires reste indispensable.

3-1 en favorisant la commercialisation des produits de qualité sur un marché localisé afin de capter la valeur ajoutée localement et structurer cette forme de commercialisation :

Objectifs :

Il s'agit de faciliter l'organisation de l'offre de produits en circuits courts, la commercialisation des produits agricoles de qualité en vente directe sur des marchés locaux identifiés, ou tout autre mode de commercialisation qui mobilise peu d'intermédiaires.

Les objectifs sont de capter localement et équitablement la valeur ajoutée par le nombre réduit de maillons intervenants et de mettre en place de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs.

La Région apporte son soutien dans le cadre d'une démarche collective. Les projets reposent sur la définition d'engagements collectifs partagés par les partenaires du projet.

Portage des projets :

- par des opérateurs locaux : groupes d'agriculteurs, entreprises, associations. Les projets sont gérés collectivement entre les divers partenaires concernés notamment agriculteurs, prestataires de transformation, collectivités, grossistes, détaillants.
- par des organisations collectives de développement local pouvant assurer l'ingénierie et/ou le portage de l'ensemble des opérations.

Principes

Les programmes devront reposer sur la définition d'engagements partagés par les partenaires du projet. La Région apporte son soutien à ces démarches collectives dans la logique :

- du rapprochement des partenaires amont et aval de la filière concernée,
- d'une association des collectivités locales dans la mise en place d'outils ou dans la valorisation de la production.

Modalités d'intervention de la Région :

L'intervention régionale portera sur les programmes dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une structure collective : collectivités, établissements publics, associations, coopératives, Société d'Intérêt Collectif Agricole -SICA, groupements ou entreprise de producteurs, Groupement d'Intérêt Economique -GIE.

L'aide peut être allouée pour la réalisation d'investissements :

- Immatériels comme les études de faisabilité et conception, l'ingénierie, l'appui aux acteurs agricoles et ou artisans, l'accompagnement méthodologique de la structuration et de la mise en réseau des acteurs et de l'offre, l'organisation de services par exemple livraison à domicile, groupe d'échange d'expérience, promotion du projet, formation.
- Matériels à vocation collective pour la production et la vente localisées tels que magasin de vente, équipements spécifiques de transport et de stockage au froid, investissements de découpe et de transformation.

Les projets seront appréciés au vu notamment de :

- l'implication des divers acteurs locaux c'est-à-dire des professionnels concernés, collectivités locales et usagers ou consommateurs,
- l'identification du marché, l'adéquation production - marché,
- ou identification du service marchand à rendre,
- faisabilité au regard de la potentialité du territoire,
- analyse concurrentielle en particulier s'il y a création d'un magasin collectif de vente,
- rapport coût et efficacité du projet sur le territoire considéré.

3-2 en favorisant le développement de services en réponse à des besoins du territoire

Objectifs :

Pourront être aidés par la Région des projets collectifs de diversification des entreprises agricoles vers des activités de services en lien notamment avec les fonctions résidentielles et récréatives de ces espaces ruraux. Il doit s'agir d'une réponse à des besoins exprimés par le territoire et identifiés clairement : repérage des enjeux environnementaux, paysagers, touristiques et sociaux.

Principes et portage des projets :

La démarche de diversification doit être collective, concerner plusieurs exploitations agricoles, et associer d'autres acteurs locaux dont les collectivités.

Modalités d'intervention :

L'intervention régionale portera prioritairement sur les programmes dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une structure collective autonome : collectivités, établissements publics, associations, coopératives, SICA, groupements de producteurs, GIE.

Les actions éligibles sont :

- ingénierie, études de faisabilité, accompagnement méthodologique,
- structuration des acteurs (mise en réseau, groupe d'échange d'expérience par exemple),
- structuration de l'offre et de la demande de service,
- formation, professionnalisation des acteurs,

- promotion du service,
- promotion de la démarche collective y compris à l'extérieur du territoire,

Les activités de service éligibles peuvent être notamment des activités agritouristiques, l'entretien d'espaces verts privés ou publics dans le respect des règles de la concurrence, d'espaces en friches, la récupération et la valorisation des déchets verts.

4- la recherche de synergies et de solidarité entre secteurs d'activités et/ou acteurs du territoire

En matière de gestion des ressources humaines, la Région pourra aider à la constitution de groupement d'employeurs intersectoriels.

Concernant cette thématique, les projets innovants seront prioritairement soutenus.

Si le projet concerne la mise en place d'une structure intersectorielle, la Région apportera une aide au démarrage ne devant pas se pérenniser. Cette aide sera donc dégressive sur la durée de la convention de mise en œuvre du PSADER.

Le PSADER pourra également inclure des actions liées à la forêt et à la filière bois s'il s'agit de démarches partenariales et pertinentes à l'échelle de mise en œuvre du PSADER.

Engagements de la Région :

Le taux de participation de la Région par action sera compris entre 20% et 80% du montant des dépenses relatives à l'action.

Pour la globalité des dépenses éligibles à un PSADER, le taux d'intervention de la Région pourra avoisiner les 35%. L'intervention de la Région sera concentrée sur un nombre restreint d'actions, celles qui sont les plus structurantes et ont un réel effet levier.

La contractualisation d'un PSADER avec la Région permettra au territoire de disposer d'une enveloppe de crédits supplémentaires au plus égale à celle déjà réservée au volet agriculture dans le CDRA ou le CTPNR par la Région.

La portion de la part libre, si une part libre est mise en place, réservée à l'agriculture, devra être identifiée clairement dans le contrat définitif du CDRA.

Ces crédits supplémentaires seront issus des lignes fonctionnelles relatives aux dispositifs de droit commun de la Région Rhône-Alpes.

Pour faciliter le montage financier du programme, il n'est pas demandé au porteur du PSADER d'identifier les lignes fonctionnelles sollicitées à la Région, il devra seulement indiquer le montant de l'aide régionale sollicitée pour soutenir globalement le PSADER ainsi que les actions qu'il pense être les plus prioritaires pour atteindre les objectifs du programme.

L'enveloppe maximale n'englobe pas la participation financière de la Région aux travaux préalables à la définition du PSADER.

L'enveloppe financière par PSADER est inscrite sous réserve du vote des budgets au cours des exercices concernés par le déroulement du programme. L'engagement effectif des crédits publics fait l'objet, action par action, de décisions annuelles en fonction de leur avancement.

Pour la Région, ces décisions interviennent après délibération de la commission permanente et dans le respect de son règlement financier, du Règlement de Développement Rural et des autres règlements européens et régimes notifiés en vigueur. Ces interventions peuvent donc être amenées à évoluer pour tenir compte des évolutions des règlements et dispositifs européens.

Pour une même opération, le décroisement des financements publics sera à rechercher.

Les dépenses éligibles à un financement régional pourront prendre en compte des coûts internes : les frais de salaire et les frais de déplacement uniquement.

Un effort soutenu de mobilisation des acteurs locaux dans la durée étant nécessaire pour l'efficacité d'un PSADER, la Région pourra participer à l'animation du programme à hauteur maximale de 8 % de l'enveloppe totale du PSADER.

La mobilisation des compétences existantes sur le territoire devra être privilégiée. La création d'un poste liée à l'animation d'un PSADER pourra être soutenue par la Région à condition qu'il soit fait la preuve que :

- ce poste apporte une réponse pertinente à un déficit d'ingénierie sur le territoire,
- une pérennisation de ce poste est envisageable à moyen terme sans soutien financier de la Région.

La prestation d'animation, notamment si elle n'est pas réalisée en régie par la structure porteuse du CDRA, devra faire l'objet de la rédaction d'un cahier des charges qui précise les contours de cette mission.

Cas particuliers des aides individuelles aux exploitations agricoles ou agricoles :

La Région Rhône-Alpes pourra participer au financement d'investissements privés, réalisés en faveur des exploitations agricoles ou agri-rurales, à condition de relever d'un programme d'actions locales répondant aux exigences suivantes :

- s'inscrire dans une démarche collective, portée par les acteurs locaux et favorisant le maintien ou le développement de l'emploi,
- présenter un caractère structurant,
- ne pas être liées à la stricte production agricole,
- être pertinentes à l'échelle du territoire concerné par le PSADER.

Pour les conventions de mise en œuvre d'un PSADER conclu en cours de CDRA ou de CTPNR :

Seuls seront pris en compte, dans le calcul du montant maximal de l'enveloppe financière réservée par la Région à la mise en œuvre d'un PSADER, les crédits CDRA ou CTPNR du volet agriculture non encore affectés à la date de délibération par la structure porteuse de la convention de réalisation du PSADER.

Avenants à la convention de mise en œuvre d'un PSADER :

Un maximum de 2 avenants à la convention d'objectifs et réalisation du PSADER pourra être conclu :

- pour procéder à des ajustements entre les contributions financières affectées aux différentes actions, mais sans que l'engagement global de la Région n'en soit modifié.

- pour procéder à des ajustements du contenu des actions dans la mesure où ils sont nécessaires à la réalisation des objectifs définis initialement.

La négociation et la conclusion de ces avenants devront être articulées avec ceux conclus pour les CDRA ou les CTPNR.

La succession dans le temps de plusieurs conventions de mise en oeuvre de PSADER est possible sous réserve que le bilan de la mise en oeuvre du PSADER précédent soit positif.

Un territoire ne peut bénéficier de plusieurs conventions de mise en oeuvre d'un PSADER à moins de se trouver sur le territoire d'un Parc Naturel Régional.

Cas des agglomérations :

Pour ce qui concerne les contrats d'agglomération de Grenoble, Lyon et Saint Etienne, compte tenu de leur spécificité, le conventionnement d'un PSADER avec l'un ou l'autre de ces communautés d'agglomération se fera hors procédure CDRA ou CTPNR. Cette convention s'appréciera cependant sur les mêmes bases d'intervention que celles qui sont prévues dans la présente délibération.

Transition dispositif Projet Local de Gestion de l'Espace en cours d'élaboration et PSADER :

Il est décidé d'annuler les délibérations n°96.06.526 de l'Assemblée Plénière du 26 juillet 1996 et n°01.05.500 de l'Assemblée Plénière du 19 juillet 2001 relatives aux dispositifs Projet Local de Gestion de l'Espace par l'agriculture et la forêt - PLGE avec un principe dérogatoire pour les projets déposés complets au titre du dispositif PLGE au plus tard au 31 octobre 2005 et répondant à la condition suivante : être issus d'une étude préalable à un PLGE accompagnée financièrement et techniquement par la Région.

La composition type du dossier de demande de soutien de la Région à la mise en oeuvre d'un PSADER est accessible sur demande auprès de la Région Rhône-Alpes.

ANNEXE 2 : SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS POUR LE PROGRAMME APPEL

CELLIEU - CHAGNON - DARGOIRE - DOIZIEUX - FARNAY - FIRMINY - FONTANES - FRAISSES - GENILAC - LA GRAND CROIX - LA TERRASSE SUR DORLAY - LA TOUR EN JAREZ - LA VALLA EN GIER - MARCENOD - ROCHE LA MOULIERE - SAINT ROMAIN EN JAREZ - SAINTE CROIX EN JAREZ - ST GENEST LERPT - ST HEAND - ST JOSEPH - ST MARTIN LA PLAINE - ST PAUL EN CORNILLON - ST VICTOR - TARTARAS - UNIEUX - VALFLEURY

1. Recensement des porteurs de projets et d'activités

	Porteurs d'activités « fragiles »
Agriculture	Ferme à délocaliser : 1 (Ferme dans le bourg de Saint Just En Doizieux, La Tour En Jarez dans le cadre de la création d'un GAEC) Recherche de foncier pour consolider une activité d'élevage (moutonnier à St Héand cherche sur Fontanes)
Artisanat / Commerce / Tourisme / Service marchand	Une coiffeuse : 1 (Marcenod) Point poste avec commerce : 1 (St Paul en Cornillon) Atelier de bois peint pourrait se développer : 1 (Tartaras) Epicerie d'Art à redynamiser : 1 (Ste Croix En Jarez) Délocalisation d'une société d'usinage : 1 (Doizieux) Bar tabac à redynamiser : 1 (Fontanes) Restaurant : 1 (Fontanes)
Services / Social / Culture / Sport	Les assistantes maternelles et les aides ménagères rencontrent des difficultés comptables (La Terrasse sur Dorlay) Artiste - potier : 1 (St Christo) Colonie de vacances à développer : 1 (Doizieux : optimisation de l'usage des bâtiments)

	Porteurs de projet
Agriculture	Projet d'atelier collectif de transformation en lait : 1 (St Genest) Transformation fromagère : 1 (Doizieux : chevrier) Projet de vente directe à la ferme (volonté d'un projet collectif mais pas de local : St Joseph) Plaquette pour bois de chauffage : 1 (La Valla)
Artisanat / Commerce / Tourisme / Service marchand	Marchand de chaussure souhaite s'installer, pas de locaux vacants (St Héand) Fleuriste, électroménager (St Christo : pas de locaux vacants) Coiffeur : pas de locaux (St Joseph) Une personne qui fait du télétravail et qui veut développer des cours d'informatique (Marcenod) Projet de scierie + pédagogie (St Genest) Gîte/table d'hôte avec activité de massage : 1 (secteur de St martin) Restaurant : 1 (La Tour En Jarez) Projet d'auberge (déjà propriétaire d'un bâtiment) : expirime le besoin d'être accompagné (St Joseph) Animation au château de Fontanes (Hervé Bouchut) Extension d'un centre équestre : 1 (Farnay) Implantation d'un maçon : 1 (St Romain en Jarez provenant de Coise) / Plombier - zingueur : 3 (St Romain en Jarez pour construction d'un nouveau local/Cellier en cours d'installation) Boulangerie : 1 (La Tour En Jarez) Salon de coiffure : 1 (Fontanes) Projet de point poste + épicerie par 1 personne qui fait taxi (St Joseph) Vente de produits de terroir haute gamme (magasin sur Rive de Gier, objectif de revenir sur St Joseph) Projet de vente de produits régionaux, Projet de brocante, Projet d'artificier (St Paul)

2. Recensement des besoins locaux et projets de la commune

	Besoins Locaux
Agriculture	<p>Agriculture à dynamiser : 1 (Doizieux) Point de vente collectifs dans l'Ondaine (Firminy) Besoin d'un camping exprimé par un apiculteur (Roche La Molière) Maison de l'Optique, Projet de HLL (Habitation Légère de Loisirs) (St Héand) Volonté des artisans de se réunir (St Genest) Epicerie (est-ce qu'il y a un potentiel suffisant)? Coiffeur (St Joseph) Tournée d'un boulanger (St Paul en Corbillion) Pharmacie Electricien, plombier (Unieux) Menuisier (Grand Croix, Chagnon) Café-restaurant : 2 (Farnay avec dépôt de pain et épicerie) / Cellieu : restaurant ou auberge Marché : 1 (Farnay) Activité industrielle pour remplacer une usine qui s'en va : 1 (St martin) Boucher-charcutier pour le marché : 1 (La valla) Hébergement : 1 (Cellieu : gîte et/ou chambre d'hôte) Volonté de sauver les commerces de proximité (Génillac)</p>
Artisanat / Commerce / Tourisme / Service marchand	<p>Volonté de développer l'accueil des nouveaux arrivants (Génillac) Déficit d'assistantes maternelles (Marcenod, St Genest, Valfleury, Farnay) Cinéma (Roche La Molière) Création point poste : 1 (Fontanes) Accompagnement concernant les modifications du statut des postes : 1 (Fontanes) Accompagnement du quartier du Dorlay (Grand Croix)</p>
Services / Social / Culture / Sport	

	Projets
Agriculture	<p>Domaine de la Gonière, propriété de la commune, quel projet imaginer ? (Fraisses) Projet de réimplantation viticole (Tartaras) Idée d'un point de vente collectif de produits fermiers : 1 (La Valla : idée du maire mais pas de porteur, ni de projet à l'heure actuel : fromage de chèvres, confiture : idée à creuser avec un jeune couple dynamique sur la commune) Projet de préemption du restaurant pour maintenir ce type d'activité (St Héand) Diversifier les produits de la saison (Marcenod) Marché, zone d'activité commerciale avec une épicerie (St Christo) Hébergement collectif à développer avec éducation environnement...(pas de fermes pédagogiques...) : St Christo Local du bureau de poste : réflexion pour cabinet médical, bureau d'étude (St Paul en Cornillon) Création de gîtes ruraux (à mettre en parallèle avec les anciennes granges disponibles) : 3 (Ste Croix En Jarez, Farnay/Fontanes) Musée de la forge à l'initiative d'une association de bénévoles à côté du zoo dans ancien bât industriel : 1 (St Martin la plaine) Restauration Château pour animation culturelle, restauration/hébergement, habitat locatif : 1 (Fontanes) Développer activité de vente de produits du terroir (et non locaux) à développer : 1 (Cellieu) Ferme Sala : aménager le corps de ferme (Grand Croix) Bistrot de pays (Chagnon) Projet d'animation de M. Bissardon avec des achats locaux (Chagnon) Dynamisation des activités (St Victor) Projet de service de portage de repas aux personnes âgées en intercommunalité : 1 (Valfleury, St Christo, Marcenod, Fontanes, Chazelles : démarrage début 2006) Construction maison des associations : 1 (Cellieu)</p>
Artisanat / Commerce / Tourisme / Service marchand	
Services / Social / Culture / Sport	

	Transmission / reprise
	<p>Ferme Communale (projet suivi dans le cadre du CDRA) : 1 (Ste Croix En Jarez)</p> <p>Apiculteur : 1 (Farnay)</p> <p>Arboriculteurs : 1 (Cellieu)</p> <p>Agriculteurs : V</p> <p>La valla : plus de 55 ans, vache allaitante, vaches laitières</p> <p>Fontanes</p> <p>couple de 58 ans qui font du yaourt (St Genest)</p> <p>Agriculteur de 52 ans en lait : Motivation, partage du foncier ? (St Joseph)</p> <p>Agriculteur de 50 ans en fruit : motivé pour 1 reprise (St Joseph)</p>
Agriculture	
	<p>Auberge sur les bords du Dorlay (La Terrasse sur Dorlay)</p> <p>Hôtel - restaurant : 11 (Ste Croix En Jarez, Unieux)</p> <p>Café-restaurant : 1 (Farnay : pb juridique sur la reprise de la licence)</p> <p>Gîte rural-table d'hôte : 1 (ont plus de 60 ans sur la Valla)</p>
Artisanat / Commerce / Tourisme / Service marchand	<p>Maçons, carreleurs (Roche La Molière)</p> <p>Le plâtrier a une succession possible (St Christo)</p> <p>Menuisier : 11 (Doizieux, Fontanes)</p> <p>Plombier 1 (arrêt à la fin de l'année 2005, st martin)</p> <p>Garagiste 11 (proche de la retraite à Fontanes ; La Terrasse sur Dorlay, St Christo)</p> <p>Médecin (St Christo)</p> <p>Fleuriste (Unieux)</p> <p>Epicerie indépendante : 11 (St Romain En Jarez : urgence août 2006 avec candidate pour reprise/St Martin la plaine)</p> <p>Boucherie : 11 (St Romain En Jarez : transmission d'ici 5 ans avec mise aux normes nécessaires ; St Christo ; Unieux)</p> <p>Fromager (grosiste-vente sur marché seulement) : 1 (Farnay)</p>

Locaux vacants :

Problématique des anciennes granges : 1111 (Ste Croix En Jarez : 1, Vailfeury : 3, Farnay : 1)

Bâtiment vacant : 3 (Doizieux-ancienne usine de textile : 3 x 300 m²/St Martin 2 000 m² avec 5 000 m² de terrain à vendre/Dargoire : 400m2 à vendre pour artisanat propriété de la commune)

Restaurants en vente : 11 (Doizieux : 2)

Ancienne scierie : 1 (Doizieux mais prop difficilement vendeur)

Création éventuelle d'une ZA : 2 (St Romain En Jarez, la Valla)

une zone va être créée avec des locaux commerciaux (Génillac, St Christo)

Locaux commerciaux : 111 (Vailfeury : 2 rdc de 25 et 80 m², Unieux)

Anciennes colonies : 1 (Vailfeury : 18 pièces + dépendances + parc de 10 000 m²)

Café-restaurant : 11 (Farnay : 2 mais pb avec prop bât ou licence)

Auberge : 1 (La Tour En Jarez)

Local d'une ancienne fromagerie (la Grand croix)

Absence de foncier disponible : 5 (Ste Croix En Jarez, Doizieux, St Romain En Jarez, La Tour En Jarez/Cellieu)

Pas de locaux disponibles : 13 (St Romain En Jarez, La Tour En Jarez, la Valla/Cellieu, Fraisse, Génillac, La Terrasse sur Dorlay, Marcenod, Roche La Molière, St Christo, St Genest, St Joseph, Tartara)

ANNEXE 3 : COMPTES RENDUS DE RENDEZ VOUS AVEC LES ACTEURS LOCAUX

Objet : Présentation des travaux du Conseil
Général par rapport aux territoires ruraux

Date de la réunion : 18 mai 2006

Etaient présentes : Aline MADER (stagiaire Conseil Général
42), Cécile SOARES, Emmanuelle COTE
(stagiaire Saint Etienne Métropole)

Présentation de la loi sur les territoires ruraux (23 février 2005) :

D'après un dossier d'information du Sénat, « cette loi est le premier texte législatif spécifiquement dédié à la ruralité et a pour ambition de replacer l'ensemble des territoires ruraux au cœur de notre politique nationale d'aménagement du territoire. » Elle touche plusieurs aspects dont l'aménagement foncier, le développement économique, le logement, les espaces sensibles, la chasse, la montagne, l'utilisation des moyens de l'Etat et des grands établissements publics dans l'espace rural, et enfin la protection des espaces naturels et agricoles en zone périurbaine, sur un mode de gestion décentralisée.

Les articles 73 et 74 détaillent les aspects portant sur le périurbain. Le département sera chargé de « mettre en œuvre une politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains », sur des périmètres d'intervention spécifiques. Via la SAFER, les établissements publics fonciers, ou les collectivités territoriales, le département peut se porter acquéreur de terrains, principalement dans le but de faire des réserves foncières. Ces périmètres seront délimités :

- En accord avec les documents de planification que sont les SCOT et les PLU.
- Après avis de la Chambre Départementale d'Agriculture

- Après enquête publique.

Cette compétence est récente et facultative. Seul le département du Rhône a déjà effectué le diagnostic permettant d'identifier les zones périurbaines (qui ne sont pas clairement définies dans la loi) qui seront concernées par la procédure. Dix départements sont en cours de diagnostic.

La mission d'Aline MADER consiste tout d'abord en la définition de zones périurbaines sur le département de la Loire :

Pour les définir, les zonages en aires urbaines réalisés par l'INSEE en 1999 sont utilisés.

Ce classement comporte plusieurs unités fonctionnelles :

- Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5000 emplois ou plus, et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
- La couronne périurbaine recouvre l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.
- Communes multipolarisées : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.
- Communes périurbaines : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.

- 1) Pôle urbain } Aire urbaine
Ville centre
Banlieue
- 2) Couronne périurbaine }
- 3) Communes multipolarisées } Communes périurbaines

Seront donc considérées dans cette étude les communes des couronnes périurbaines, et les communes multipolarisées.

Sur le département de la Loire, l'INSEE a identifié 7 aires urbaines :

- Lyon (1 648 216 habitants)
- Saint Etienne (321 703 habitants)
- Roanne (104 892 habitants)
- Saint Chamond (84 925 habitants)
- Saint Just Saint Rambert (45 386 habitants)
- Roussillon (38 675 habitants)
- Montbrison (23 953 habitants)
- Feurs (10 133 habitants).

Suite à la délimitation de ces zones, le département doit élaborer en accord avec les communes ou les EPCI compétents, « un programme d'action qui précise les aménagements et les orientations de gestion destinés à favoriser l'exploitation agricole, la gestion forestière, la préservation et la valorisation des espaces naturels et des paysages au sein du périmètre ». Ce programme d'action doit être compatible avec la charte du Parc Naturel Régional s'il en existe un.

Tous les biens acquis doivent être utilisés en vue de la réalisation du programme d'action.

Des modifications au périmètre ou au programme d'action peuvent être apportées, avec l'accord des communes et après avis de la chambre d'agriculture. La modification du périmètre ne peut intervenir que par décret.

Les données utilisées pour la définition des zones de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains :

Trois catégories d'indicateurs sont créées puis croisées pour voir émerger les zones à protéger en priorité :

- Espace agricole
- Espace naturel
- Pression foncière

Espace agricole

- Démographie : nombre d'installations, %age d'agriculteurs sans repreneurs...
 - Potentiel économique
 - Labels qualité, vente directe, sur la base du RGA 1999 (manque d'actualisation des données)
- Ces trois données regroupées correspondent au dynamisme socio démographique.

Espace naturel

- Prise en compte des divers zonages : APPB (Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope) ; ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) ; ZICO (Zone d'Intérêt Communautaire Oiseaux) ; Natura 2000
- Ressources en eau : contrats de rivières, zones de captage
- Communes sensibles à l'inondation (Cf. PPR)

Pression foncière

- Evolution de la SAU (1979/2000)
- Proportion fermage
- Indicateur SAFER de la pression foncière (changement occupation des sols)
- Evolution de la surface bâti/jardin (1997/2004)
- Prix de vente des terres (tout usage confondu)

Tous ces indicateurs font l'objet d'un croisement cartographique afin de mettre en évidence les zones les plus en danger à protéger en priorité. Sont ajoutés à ces trois indicateurs les grands projets relatifs à la voirie (en place et en prévision) et les zones d'activités.

Objet : Rencontre acteurs locaux - HELIOSE -

Date de la réunion : 24 mai 2006

Etaient présents : Philippe AUDUREAU (Chargé de mission
Bois énergie), Aurélie ARCHER, Cécile
SOARES, Emmanuelle COTE

HELIOSE est l'Espace Info Energie de la Loire. Le réseau Info Energie Rhône-Alpes (IERA) est réparti en 11 structures locales co-financées par l'Union Européenne, le Conseil Régional Rhône-Alpes, l'ADEME, les Conseils Généraux et les collectivités locales. Les publics concernés par l'association sont divers : collectivités publiques et privées, professionnels de l'habitat, organismes de logement, entreprises, agriculteurs, particuliers...

L'association mène des actions dans les domaines de la sensibilisation, les conseils techniques, l'aide à la décision, l'accompagnement des projets, la prospection, l'animation et la coordination, la communication.

En ce qui concerne l'agriculture, l'association travaille en partenariat avec les conseillers techniques de la Chambre d'Agriculture, notamment au travers d'interventions auprès des agriculteurs pour les sensibiliser à l'utilisation d'énergies renouvelables. Les agriculteurs ayant tout ce qui leur est nécessaire à la fabrication de leur propre combustible, l'objectif est de rendre les exploitations les plus autonomes possibles en énergie. Les actions les plus fréquentes sont axées sur les chauffe-eau solaires (potentiel élevé), le photovoltaïque (encore peu rentable mais en progrès), les chaudières bois (potentiel très élevé). Le potentiel est plus faible pour la méthanisation, étant donnée la taille réduite des exploitations de la Loire.

Toutes les actions concernant l'énergie sont déjà subventionnées par l'ADEME et la Région, et ne peuvent donc pas se cumuler avec des financements CDRA.

Rencontre acteurs locaux – Association CIUDEA

2 juin 2006

M. DEJOB (Directeur CILDEA), Fred
MARTEIL (CILDEA), Aurélie ARCHER, Cécile
SOARES, Emmanuelle COTE

Le Centre d'Initiatives Locales pour le Développement de l'Emploi et des Activités œuvre depuis 1990 dans les domaines du développement local, social, durable et de l'éducation. Le CILDEA fait partie du réseau CIVAM (Centre d'Initiatives pour la Valorisation de l'Agriculture et du Milieu rural). L'association a pour but :

- De participer à une dynamique de développement local et à son animation,
- De favoriser l'insertion sociale et professionnelle et l'implication citoyenne,
- De favoriser l'accès à la formation de tous les acteurs de l'association et du public bénéficiaire des actions,
- D'accueillir et aider au démarrage tout projet ayant un caractère innovant ou expérimental,
- De promouvoir et développer l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté,
- D'améliorer la communication et favoriser le rapprochement des milieux ruraux et urbains.

Actions spécifiques :

- L'association est conventionnée avec le Conseil Général pour suivre 30 agriculteurs en difficulté par an. Un réseau d'agriculteurs accompagnateurs est mis en place et travaille en partenariat avec les travailleurs sociaux pour assurer le suivi professionnel, social et humain des agriculteurs allocataires du RMI. Entre 120 et 130 agriculteurs allocataires sont recensés sur le département. Cette action fonctionne depuis 1990.
- Depuis 2002, le CILDEA participe à la manifestation « De ferme en ferme », qui permet à 80 exploitations de la Loire et du Rhône de faire découvrir aux consommateurs le fonctionnement d'une ferme. L'objectif de ce week-end est de rapprocher les milieux urbains et ruraux, de favoriser la rencontre. La consommation responsable représente le fil conducteur de ces journées, organisées en partenariat avec l'ADDEAR 42 et 69 (Association Départementale pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural), et le CEIPAL (Centre d'Etudes et d'Echanges Internationaux Paysans et d'Actions Locales).
- En partenariat avec l'ADDEAR 42, le CILDEA cherche à développer des réseaux de circuits courts.
- Les Jardins de l'Astrée (réseau Jardin de Cocagne) ont été créés par le CILDEA à Boën, où 15 personnes travaillent en contrat d'accompagnement sur une surface de 3 ha, en agriculture biologique. 100 adhérents consomment la production du jardin grâce à un système d'abonnement auxquels les adhérents souscrivent.
- Le CILDEA s'investit dans l'éducation à l'environnement en intervenant en milieu scolaire sur les thèmes de l'agriculture, l'alimentation, les paysages, le patrimoine local, l'eau, les déchets, la consommation...

Centre d'Initiatives Locales pour le Développement de l'Emploi et des

Activités

Rue de la chaux
Maison Moizeux
42130 Boën
Tél.: 04 77 97 32 74

Objet : Révision Action 15 – Service
Environnement

Date de la réunion : 12 juin 2006

Etalent présents : Jérôme BOUTIGNY, François DELORME,
Cécile SOARES, Emmanuelle COTE

1. La première idée de Jérôme BOUTIGNY est d'anticiper la nouvelle loi sur l'eau qui en cours de définition. Cette nouvelle loi rendra le réglage des pulvérisateurs de traitements phytosanitaires obligatoire à partir de 2008. Saint Etienne Métropole peut impulser et soutenir cette démarche avant que ce soit obligatoire :

- subvention du réglage des appareils (argument : avec un appareil bien réglé, on diminue les coûts de fonctionnement),
- subvention pour le renouvellement des appareils (à conditionner à la destruction des anciens sur présentation du certificat de destruction) en particulier pour les Jeunes Agriculteurs.

Rq : A vérifier avec la Région, sachant que c'est du matériel individuel le plus souvent (et quelque fois en propriété à deux exploitants).
Contacter la fédération des CUMA

2. Pour diminuer les conflits d'usage entre les agriculteurs et les résidents en périurbain, un système d'épandage qui améliore le dosage ou qui limite les odeurs peut être favorisé :

- système d'épandeurs à herissons verticaux (à conditionner à la mise en place d'un plan de fumure : pour vérification, demander la facture de la chambre d'agriculture acquittée)
- promotion des tonnes à lisier(?) pour un épandage directement au sol.

Rq : matériel individuel ou collectif.

3. Cuve de récupération des eaux pour le nettoyage des bâtiments, des salles de traite, ou pour le traitement phytosanitaire (hors usage alimentaire). Ne pas préciser de techniques pour laisser ouvert à différentes solutions techniques.

4. Mise aux normes des retenues collinaires des Coteaux du Jarez (15 sur 110 sont aux normes).
Etude lancée prochainement dans le cadre du futur contrat de rivière Gier.
Faire une étude agricole par rapport à l'A45 et aux modifications du réseau d'irrigation engendrées. (Il y en a pourtant déjà une faite par la Chambre ?)
Tenter une approche globale (agriculture et environnement) sur le système hydraulique des Coteaux du Jarez, voire des Monts du Lyonnais.

5. Promotion éventuelle de la construction en paille pour les bâtiments agricoles. (une en transformation laitière élevage caprin présente dans le Pilat)

Objet : **Présentation de l'association Alliance PEC ; rôle et fonctionnement des AMAP**

Date de la réunion : 15 juin 2006

Etaient présents : Ludovic Mamdy, Cécile SOARES, Emmanuelle COTE

L'association Alliance PEC existe en France depuis 1991 et réunit des associations de paysans, d'écologistes, et de consommateurs qui, à l'origine, se sont associés pour mener une réflexion sur une alternative possible à la PAC pendant la transition GATT / OMC.

Les Alliances départementales ont vu le jour les premières, puis l'Alliance régionale s'est créée en 2002.

Les membres fondateurs de l'association sont :

Consommateurs : Confédération Syndicale de France, CLVL, UFC

Ecologistes : FRAPNA Régionale (France Nature Environnement), Greenpeace

Paysans : Confédération Paysanne, CIVAM, CORABIO

Quelques actions ont été menées pour élargir et diversifier l'agriculture, notamment avec l'organisation de ventes à la ferme, vente sur les marchés, en proposant des services de restauration scolaire biologique, et en luttant contre les OGM.

Depuis 2002, l'action de l'Alliance régionale s'est orientée vers le développement des AMAP, à travers un projet régional. La démarche d'échange d'expériences du départ a évolué vers la mise en place d'une stratégie régionale.

Les AMAP

Une AMAP est une association de consommateurs, fondée dans une démarche de soutien et d'engagement vis-à-vis des quelques producteurs y participant.

Engagements du consommateur :

1. achat à l'avance (identique à un abonnement)
2. compréhension et connaissance du monde agricole (faire acte de solidarité pour les aléas de la production)
3. organisation de l'association (logistique)

Engagements des producteurs :

1. régularité dans la distribution des produits
2. information et pédagogie
3. transparence (respect des différentes chartes : agriculture paysanne, agriculture bio, AMAP)

Sur le territoire de Saint Etienne Métropole fonctionnement déjà 2 AMAP :

- Crêt de Roch : 50 foyers adhérent
- Rive de Gier : 40 foyers adhérent

Un nouveau projet à Saint Etienne est en cours, ainsi qu'à Saint Chamond.

La consommation de produits de proximité représente 4% de la consommation totale. Ce constat montre l'importance de sensibiliser les consommateurs et les paysans sur la nécessité de relier et territorialiser la production et la consommation des produits agricoles. Le développement des AMAP est une opportunité de remettre en question les modes de consommation et de production actuels pour élargir les possibilités et les types de fonctionnement, et toucher ainsi une part plus importante des consommateurs.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif est un statut juridique récent (2001) qui représente une possibilité d'élargir ce type de commercialisation des produits agricoles, sachant que c'est une structure juridique lourde et difficile à mettre en place.

L'Alliance Rhône Alpes met actuellement en place un projet sur le territoire du Parc Naturel Régional du Pilat, en partenariat avec le Contrat de Pays Rhône Pluriel, et le Contrat de Pays Drôme des Collines pour toucher la population nombreuse qui entoure ces territoires.

Les différentes étapes du projet sont :

1. Information et sensibilisation des acteurs du développement (organisé en partenariat par Alliance, Addear, PNRP, SEM...)

2. Recensement, rencontre et échange avec les producteurs potentiels, les associations locales (support au développement de l'AMAP), les collectivités.
3. Edition des documents de communication
4. Organisation de la communication, réunion des acteurs déterminés, définition des lieux.
5. Création de l'AMAP/ Pérennisation des anciennes
 - formation des producteurs
 - organisation du fonctionnement
 - ouverture et démarrage de l'AMAP
 - bilan économique, écologique, et social des actions 6 mois plus tard.

Objet : Présentation du volet agricole et rural du SCOT Sud Loire – Epures (Agence d'urbanisme de Saint Etienne)

Date de la réunion : 23 juin 2006

Etaient présents : Christophe Riocreux (Epures), Emmanuelle Côte

Etat d'avancement du SCOT Sud Loire

Fin du diagnostic prévu pour septembre 2006.

Par rapport à l'agriculture, le diagnostic est pour l'instant très sommaire. L'objectif est de cibler les communes où se trouve un enjeu agricole. C'est avec une méthode du CEMAGREF Aix en Provence que l'information est traitée. Trois fonctions principales sont attribuées à l'agriculture périurbaine :

- Fonction économique
 - Fonction d'occupation spatiale (en opposition à l'urbanisation)
 - Fonction patrimoniale et paysagère (notion de terroir...)
- Une 4^{ème} fonction est ajoutée par Epures :
- Fonction écologique : exemple de la commune de St Jean Bonnefond, où l'agriculture est maintenue dans le but de faire un corridor écologique dans une zone urbaine pour relier deux zones rurales
- Le croisement des indicateurs retenus à l'aide d'une grille (méthode CEMAGREF) permettent de repérer les communes à enjeux agricoles : toute révision de PLU serait ainsi précédée d'un diagnostic agricole de la commune.

Les élus de la Commission « solidarité territoriale », principalement composée d'élus ruraux seraient cependant davantage convaincus par un

diagnostic agricole obligatoire à chaque révision de PLU pour toutes les communes. Si cette démarche est appliquée, les communes à enjeux seront étudiées en particulier par le Syndicat Mixte qui confrontera le PADDD de la commune au diagnostic agricole.

Autre :

D'après Christophe Riocreux, la production locale n'est pas exportée ou peu : seul le lait et peut être le découpage de la viande bovine est délocalisé.

Le fait que les exploitations soient dans l'ensemble petites, permet une reconversion aisée si jamais un problème survient. L'agriculture locale est « opportuniste » et s'adapte au contexte.

Les Coteaux du Jarez sont un des points forts du SCOT Sud Loire (fort potentiel mais manque d'organisation collective).

La maîtrise foncière est nécessaire, voire indispensable pour garantir une efficacité en termes de protection.

Objet : Statistiques

Date de la réunion : 29 juin 2006

Etalent présents : Mireille Ferrand (Responsable Service Statistiques), Emmanuelle Côte

Le SCOT Sud Loire a été travaillé en partenariat avec la DDAF. C'est le meilleur traitement statistique à ce jour. Une extraction de la base de données et des cartes représente la meilleure façon d'observer les statistiques agricoles. Une actualisation des données année sur année est très difficile : elle ne se fait qu'à l'échelle départementale par enquêtes d'1/10° des exploitations agricoles. Seuls l'évolution du nombre d'exploitations, des surfaces et du cheptel sont observés.

La seule possibilité d'actualiser les données est fournie par les fichiers PAC, qui sont remplis chaque année par les agriculteurs.

Limites :

- ce sont des fichiers administratifs qui n'ont pas une vocation statistique, mais les renseignements géoréférences permettent une analyse fine à l'échelle de la parcelle. La superposition des fichiers PAC avec les documents d'urbanisme serait un bon outil de repérage des enjeux, mais jusqu'à maintenant, le secret statistique ne permet pas encore la diffusion de ces fichiers (mais ça ne saurait tarder).
- N'apparaissent pas dans les fichiers PAC, les maraîchers, les viticulteurs, les arboriculteurs. *

Mais comme 1/4 seulement des productions en France sont découplées, il est encore possible d'observer l'évolution des productions.

L'exploitation de ces fichiers seraient la seule possibilité de mesurer les effets de la réforme de la PAC avant le RGA de 2010 (qui sera fait si les

ressources financières sont suffisantes par la région, il ne sera de toute façon pas fait par la DDAF). Sachant que 90% des exploitants de la Loire déclarent la PAC, c'est une ressource assez représentative (mais les données spécifiques à l'agriculture périurbaine comme le maraîchage, ou l'arboriculture ne pourront pas être observées). Le nombre d'exploitants par commune, les surfaces, et les cultures pourront être repérées.

Problème des critères actuels :

A terme, la DDAF souhaiterait ne traiter que les exploitations professionnelles, mais les critères sont trop restrictifs : c'est en fonction d'un seuil de production ou de surface et de la présence d'un ¾ temps travaillant sur l'exploitation. Or, la moitié des exploitations en viande ne déclarent souvent qu'un mi-temps, alors que la production correspond à une exploitation professionnelle. Il sera sans doute nécessaire de modifier ces critères.

Autres sources :

Fichier SIRENE (INSEE) : ce fichier d'immatriculation qui recense toutes les activités économiques permet de suivre les installations de nouveaux agriculteurs et de connaître l'activité principale, la date de création, et savoir s'ils font de la vente directe ou non (la surface n'est pas connue). Comme les retraits ne se désinscrivent pas de la base de données, il est difficile d'estimer le nombre d'exploitants.

MSA : il n'y a pas de mise à jour des données, donc seuls les nouveaux exploitants peuvent être connus.

Objet :	Rencontre acteurs locaux – PNR Pilat
Date de la réunion :	6 juillet 2006
Etalent présents :	Michel Jabrin (Chargé de Mission Agriculture), Emmanuelle Côte

Le Parc Naturel Régional du Pilat regroupe 47 communes, à cheval sur la Loire et le Rhône. 8 communes recoupent le périmètre de Saint Etienne Métropole.

L'action du PNR se structure autour des 3 grands objectifs fixés dans la Charte (valable 10 ans) :

- Environnement et Patrimoine
 - Développement Economique
 - Socio-culturel, éducation
- 4 thématiques par objectif

La phase d'évaluation intermédiaire est en cours depuis 2001. C'est à travers la contractualisation que le Parc peut financer ses actions inscrites dans la Charte :

- Contrat de Parc (Région), en cohérence avec les CDRA voisins de Saint Etienne Métropole et de la Communauté de Communes Rhône Pluriel
- Contrat Leader+ (Europe)
- Contrat ADEME (OPATD, ATEN...)

Les actions ne peuvent être financées sur le Contrat de Parc que si le Parc est maître d'ouvrage.

L'agriculture est organisée autour de 3 axes qui sont :

1. la nature ordinaire : amélioration de l'impact des techniques agricoles sur l'environnement (études d'impact ; projet pilote). 4 thématiques sont retenues : les retenues collinaires, le drainage, l'impact des phytosanitaires sur l'arboriculture, les boues d'épuration.

2. la gestion de l'espace: lutte contre la déprise (Vallées du Gier et du Couzon). Mise en place de PLGE, grâce auxquels 200 ha ont été reconquis sur des zones à risques (incendie principalement). Le dispositif PLGE n'existant plus, un PSADER est nécessaire pour la gestion de l'espace pour poursuivre la lutte contre la déprise agricole.
3. la valorisation des produits de qualité – les circuits courts : soutien aux agriculteurs qui cherchent une labellisation (AOC Rigotte de Condrieu). Recherche d'une valorisation des produits du Parc sur les marchés de ville (idée d'utiliser la marque Parc Naturel Régional du Pilat difficile à mettre en place).

Le PSADER pourra permettre d'organiser tout l'aspect sylvicole : étude d'impact, étude paysagère, organisation de la filière bois... 55% de la surface du Parc est en forêt, l'objectif est de stopper l'agrandissement et de gérer cette surface de façon optimale (sachant que 90% de la surface est privée et que les parcelles font moins de 2 ha en moyenne).

Objet :

Rencontre acteurs locaux – ADDEAR 42
(Association départementale pour le développement de l'emploi agricole et rural)

Date de la réunion : 11 juillet 2006

Etaient présents :

Martial Grangeon (ADDEAR), Cécile Soares, Emmanuelle Côte

L'ADDEAR est l'organisme de formation du syndicat agricole la Confédération Paysanne. Une partie des administrateurs sont membres du syndicat. Deux salariés y travaillent dont un à mi temps pour le syndicat.

L'objectif de cet organisme de formation est de sensibiliser les agriculteurs à l'agriculture Paysanne, et de réaliser des diagnostics d'exploitation afin de les analyser par rapport à la Charte de l'Agriculture Paysanne. Les objectifs de cette charte concernent la transmissibilité de l'exploitation (capital pas trop élevé), l'influence extérieure de la ferme (autonomie), le rapport à la nature, la quantité de droits à produire (afin de veiller à une répartition homogène des exploitations). Pour les agriculteurs adhérant au syndicat, l'objectif est de se rapprocher au maximum de cette charte.

L'ADDEAR est engagé dans plusieurs actions :

- la recherche d'un système plus durable en élevage grâce à des espèces moins consommatrices d'eau, plus riche au niveau alimentaire, recherche de semences paysannes (objectifs de biodiversité, d'autonomie, de lutte contre les OGM...).
- Mise aux normes économes des exploitations (assainissement par des filtres à roseaux..., gestion des effluents maîtrisée...).
- Manifestation « de Ferme en Ferme », en partenariat avec le Clidea, organisé sur un week-end. Les fermes participantes s'engagent à accueillir le public, à faire découvrir le fonctionnement et les produits de l'exploitation.

- Travail sur les relations villes-campagnes depuis 2003 : en partenariat avec les centres sociaux, les MJC... 4 groupes de travail sont actuellement en place (St Chamond, 2 à St Etienne, Le Chambon Feugerolles). Des marchés expérimentaux (découverte de produits à des prix abordables) sont organisés en pied d'immeuble. Des échanges de savoir faire culinaires entre familles d'origines différentes sont testés. Des goûters de la ferme sont fournis à des centres de loisir. Apéros rencontre.
- L'opération « Le Jardin éducatif » au Chambon Feugerolles permet à des enfants du centre social de jardiner une fois par semaine une parcelle mise à disposition d'un exploitant.
- L'ADDEAR soutient une association de chômeurs pour créer une coopérative d'achats [idée de la cueillette a champ].
- Approvisionnement de l'épicerie sociale du Chambon Feugerolles en produits frais à des prix abordables.
- L'ADDEAR a permis la création de l'AMAP de Montbrison.
- Projet Fermes du Monde : Commerce équitable entre le Nord et le Sud. Création d'une gamme de produits mélangeant 50% de produits du Sud avec 50% de produits du Nord. Essais avec des jus de fruits (mangue/cerise), des confitures, des pains... les produits du Sud sont séchés pour être approvisionnés.
- Travail (en collaboration avec la Communauté de Communes de Chazal sur Lyon) sur une Charte de partage de territoire dans les Monts du Lyonnais, suite au boycott de la part des habitants envers un projet d'installation agricole.

Objet :	Rencontre acteurs locaux – Expansion 42 (Agence de développement)
Date de la réunion :	17 juillet 2006
Etalent présents :	Chantal Hilaire (Expansion 42), Cécile Soares, Emmanuelle Côte

Un travail sur l'agroalimentaire est mené par l'Agence de Développement : un nouveau poste vient d'être créé pour approfondir la problématique agroalimentaire et étudier les opportunités de création et de développement. Sur l'ensemble du département, la difficulté se trouve dans la diversité des acteurs responsables ayant un rôle dans l'agroalimentaire :

Agriculture : Chambre d'agriculture

Industries agroalimentaires : Chambre de Commerce

Métiers de bouche : Chambre des métiers

Un groupe de travail est constitué par les représentants consulaires, les entreprises, et les experts, pour structurer la filière.

Au niveau département existe déjà une démarche dans le Roannais (filière agroalimentaire, plateforme logistique froid) ; un axe agroalimentaire important dans la contractualisation du Pays du Forez (partie logistiques, agroalimentaire, formation) : à St Etienne existe un pôle de la viande ; dans le Pilat s'est constitué un PIDA (Programme Intégré de Développement Agricole).

L'intégration de Saint Etienne Métropole au groupe de travail est envisagée, sachant que la problématique peut concerner à la fois le service Aménagement, et le service Economie.

Par rapport à la Formation / Recherche, il existe déjà plusieurs pôles autour de St Etienne : Bourg en Bresse, Lyon, Clermont Ferrand. Avant de créer un pôle Recherche spécifique à St Etienne, il est possible de profiter des opportunités alentours pour mieux structurer la filière.

Objet : Rencontre acteurs locaux – SAFER

Date de la réunion : 18 juillet 2006

Etalent présents : Claire Georgiou (technicienne foncier),
Raphaël Grangeon (technicien relations
avec les collectivités territoriales), Philippe
Mazet (Directeur), Cécile Soares,
Emmanuelle Côte

La SAFER a été créée dans les années 1960 par le législateur et les syndicats pour accompagner les projets de transmission agricole. C'est une Société Anonyme à but non lucratif qui assure des missions de service public. (régulation des prix du marché). Elle est sous la tutelle de deux ministères : les Finances, et l'Agriculture.

Les trois missions de la SAFER sont :

- Accompanyer une agriculture dynamique et compétitive
- Participer au développement local
- Contribuer à la protection des paysages et de l'environnement

Le droit de préemption de la SAFER représente 10 à 15% des négociations, le reste étant effectué à l'amiable. Les préemptions environnementales concernent les Espaces Naturels Sensibles gérés par le Département.

La SAFER dispose de son service Etudes qui permet de faire de la prestation de service pour les communes et les collectivités : réalisation de diagnostics différents des diagnostics de chambres d'agriculture puisqu'ils ne concernent que l'analyse du marché foncier.

Dans le cadre de la nouvelle loi sur les territoires ruraux, attribuant aux départements la nouvelle compétence relative à la définition de périmètre

de protection des espaces agricoles périurbains, le Conseil Général peut choisir de conserver son droit de préemption ou de le confier à la SAFER.

La SAFER travaille en collaboration avec EPORA (établissement public foncier de l'ouest Rhône alpes) qui détient des fonds propres et peut ainsi faire des réserves foncières (ce que la SAFER ne peut pas faire). Les Conventions entre SAFER et collectivités permettent de réaliser l'animation foncière (contact avec les propriétaires), et la gestion temporaire des réserves foncières le temps qu'elles soient cultivées.

DEUXIEME PARTIE

Révision de l'Action 15 du Contrat de Développement Rhône Alpes de Saint Etienne Métropole :

« Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine »

DOCUMENT DE TRAVAIL

THEME 1 : FONCIER.....	90	18. Traitement des eaux usées par systèmes naturels.....	111
1. Ferme communale.....	90	18. Développement de l'éco construction.....	112
2. Animation foncière à but agricole :	92	THEME 4 : ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE.....	113
THEME 2 : CIRCUITS COURTS	96	19. Fermes pédagogiques	113
4. Points de vente collectifs.....	96	20. Fermes auberges	114
5. Marché à la ferme.....	98	21. Appui à la création d'activités en milieu rural.....	115
6. Organisation de nouvelles formes de marchés de producteurs fermiers.....	98	22. Arboretum de la Péronnière.....	117
7. Développer les AMAP (Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne)	101	23. Colloque sur l'agriculture périurbaine.....	119
8. Développer l'agriculture biologique dans la restauration collective.....	104	24. Accompagnement des actions par la Chambre d'Agriculture de la Loire.....	120
9. Développer la transformation fermière.....	106		
10. Guide métropolitain des circuits courts de commercialisation de produits fermiers :	107		
11. Autres opérations sur les circuits courts	107		
THEME 3 : EXPLOITATIONS – STRUCTURES ET PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT.....	108		
12. Assurer le développement de l'arboriculture par l'irrigation des coteaux du Jarez - POUR MEMOIRE	108		
13 et 14. Filets paragrêles	109		
15. Réglage et renouvellement des pulvérisateurs.....	110		
16. Systèmes de récupération des eaux pluviales	110		

Saint Etienne Métropole s'est lancée depuis 2005 dans une démarche visant la protection des espaces agricoles périurbains au travers de l'action 15 du Contrat de Développement Rhône Alpes. « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine ». Cette action nécessite aujourd'hui d'être restructurée d'une part, pour réorienter les actions dont les crédits n'ont pas été utilisés, et d'autre part pour restructurer l'action de façon à préparer l'orientation stratégique qui sera adoptée dans le prochain Projet Stratégique Agricole et de Développement Rural (PSADER).

Le territoire de Saint Etienne Métropole est structuré par des vallées industrielles fortement urbanisées (Vallées du Gier, de l'Ondaine, et du Furan) et des coteaux encore marqués par l'agriculture, mais qui subissent une pression périurbaine grandissante, étant donné le cadre attractif qu'offrent les alentours de Saint Etienne et les attentes actuelles des citadins. Sachant que 35 communes sur 43 sont classées en zone de montagne, l'agriculture est contrainte par des fortes pentes (21% de la surface du territoire connaît une pente de plus de 15%) et concurrencée par l'urbanisation (6000 ha ont changé d'affectation entre 1975 et 1990, doublant la surface urbanisée pour une population globalement stable). La dispersion de l'habitat met à mal la cohérence des espaces agricoles et rend difficile la gestion technique et économique des exploitations. Cette difficulté remet parfois en cause la pérennité de certaines exploitations agricoles.

Le caractère périurbain de l'agriculture de Saint Etienne Métropole nécessite un traitement particulier étant donné les enjeux spécifiques qu'ils déterminent. Des différences notables se dégagent au niveau de la structure des exploitations, de la production et du paysage.

A l'échelle départementale, l'agriculture est majoritairement orientée vers l'élevage (laitier et viande), tandis qu'à l'échelle plus fine de Saint Etienne Métropole se dégagent des spécificités qu'il est nécessaire de conserver.

Outre les tendances actuelles que subit l'agriculture d'un point de vue général (nécessaire augmentation de la SAU, augmentation de la productivité, baisse des prix, problème des quotas...) l'agriculture périurbaine est également conditionnée par le contexte périurbain, qui présente à la fois des avantages et des inconvénients spécifiques :

- **les exploitations sont de petite taille** (30ha en moyenne pour les exploitations professionnelles (RGA 2000) au lieu de 48 pour le département) et sont ainsi plus adaptables au contexte économique. Cette moyenne cache de fortes disparités : les exploitations arboricoles du Jarez ont 3 à 10 ha plantés sur des superficies totales de 6 à 20 ha et les exploitations laitières sur l'ensemble du secteur ont 25 à 40 ha, elles sont de plus petite taille sur les Monts du Lyonnais. La tendance à l'augmentation des SAU se constate tout de même dans un contexte périurbain et menace les plus petits producteurs de disparaître.
- **une diversité des orientations agricoles** : La diversité et la qualité des paysages qui environnent l'agglomération stéphanoise est pour une grande partie le fruit d'exploitations agricoles d'orientations économiques diversifiées : principalement des élevages laitiers, bovins viande, ovins ou caprins, mais aussi de l'arboriculture et du maraîchage.
- **une diversité de la commercialisation** : Les points de vente collectifs, les marchés à la ferme, les ventes à la ferme, et les marchés locaux, représentent un potentiel de développement important en milieu périurbain. Bien que la proximité des citadins représente un frein au développement ou bien une menace pour le maintien, c'est une source de revenus

complémentaires et un moyen d'ouvrir l'exploitation aux citadins qui peuvent ainsi découvrir l'activité agricole.

Les productions spécifiques à Saint Etienne Métropole :

- La **filière caprine** s'est récemment développée dans le Gier pour une livraison de lait à la laiterie Guilloteau (Pélussin).
- L'**élevage allaitant** s'est développé depuis 20 ans sur la race Limousine, en accord avec la demande spécifique du marché stéphanois. Il bénéficie de la proximité du pôle de la viande. Dans le contexte actuel de la filière viande bovine, les exploitations concernées doivent cependant évoluer vers des troupeaux et des superficies plus importantes.

- La production de **veaux sous label rouge** s'est développée très récemment sur l'Onnaine. Ce secteur, très orienté sur la vente directe de lait cru et sur des systèmes mixtes lait-viande.

- L'**élevage laitier** est performant et bien adapté au contexte naturel de cette région. Cependant, d'une manière générale, l'élevage souffre d'une concurrence de l'urbanisme sur les parcelles facilement mécanisables. D'où des déprises observées sur les secteurs les plus difficiles de l'agglomération. Si l'équilibre technique et économique des exploitations est remis en cause, les parcelles pentues, entretenues en périphérie de l'organisation de l'exploitation, notamment en pâturage, risquent d'être abandonnées. D'où des déprises observées sur les secteurs les plus difficiles de l'agglomération: gorges de la Loire, versant Pilat du Gier.

- La **transformation fromagère et la vente directe** constituent une part de revenus importante pour environ 25% des exploitations.

- L'**arboriculture** concentrée sur le Jarez est principalement orientée sur la production de cerises (343 Ha) et pommes (153 Ha). Mais ce verger est très diversifié (abricots, pêches, prunes, poires, fraises, framboises) et les producteurs valorisent tous une partie de leur production sur un à trois marchés par semaine. Ce système de vente a entraîné une diversification maraîchère

sur les exploitations. La cerise est expédiée, et ces 15 dernières années ont vu la création d'une coopérative de vente " saveurs du Jarez " et d'une CUMA froid sur Cellieu. 59% des vergers ont moins de 10 ans et 40% des chefs d'exploitations professionnelles ont moins de 40 ans. Ce dynamisme est limité par le manque de ressource en eau : si plus de 80% des pommiers sont irrigués, à peine 45% des cerisiers le sont. Or l'adaptation au marché avec des variétés plus tardives, nécessite le développement de l'irrigation.

- Quelques **cultures maraîchères** sont développées sur des exploitations périurbaines spécialisées.

Dans le contexte de l'agglomération stéphanoise, l'agriculture assure un cadre de vie dont la qualité est largement reconnue: la demande constante de permis de construire en est un signe. Comme cela a été souligné dans la charte territoriale à but environnemental (juillet 2000), ces exploitations agricoles diversifiées assurent une bonne qualité d'environnement (biodiversité, qualité des rivières,...). Elle contribue par ailleurs au dynamisme économique et social, par la jeunesse et l'esprit d'entreprise qu'elle développe. Enfin, elle apporte des produits de qualité et très frais sur tous les lieux d'achats de la ville: marchés de détail (plus de 100 tenues de marché chaque semaine), magasins et grandes surfaces, à la ferme, en livraison à domicile, et dans 3 points de vente collectifs de producteurs.

Pour qu'elle puisse continuer à assurer ces apports, l'agriculture a besoin d'exploitations agricoles viables économiquement et techniquement, des exploitations transmissibles à des jeunes agriculteurs.

Au lieu d'organiser l'action 15 par opération, comme il a été fait jusqu'à maintenant, un regroupement par thème semble plus approprié pour ne pas attribuer telle enveloppe à telle opération.

Dans le document de présentation de l'action 15, avaient été identifiés 4 enjeux :

- Foncier
- Structure des exploitations
- Attractivité du territoire
- Eau

Etant données les dernières opérations menées et la modification de certaines, il semble plus pertinent de les rassembler au sein des 4 thèmes suivants :

1. Foncier

- Possibilité de pérenniser, reconnaître et rendre les espaces agricoles cohérents grâce à la maîtrise du foncier.

2. Circuits courts

- Un accompagnement des démarches d'adaptation économique : recherche de nouveaux débouchés, organisations collectives de mises en marché, le soutien aux filières (viande, lait, arboriculture, maraîchage)

3. Structure des exploitations et prise en compte de l'environnement dans les exploitations agricoles

- Reconnaissance du retard d'équipement de ce secteur, dû aux petites dimensions des structures (irrigation collective et filets paragrêles).
- Soutien à des actions innovantes et expérimentales en termes de protection de l'environnement et notamment de la ressource en eau qui ne sont pas prises en charge par la Région ou l'ADEME.

4. Attractivité du territoire

- Education à l'environnement (fermes pédagogiques).

- Une plus grande communication entre agriculteurs et citadins pour faciliter le "vivre ensemble". L'espace agricole sera plus facilement reconnu si la population de l'agglomération perçoit ce qu'il lui apporte en produits, emplois, qualité d'environnement..., permettant ainsi le maintien de l'attractivité du territoire.

- L'encouragement des installations, notamment par une meilleure connaissance et une meilleure formation des porteurs de projets.

Périmètre d'intervention :

Les opérations devront être mises en œuvre sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saint Etienne Métropole, composée de 43 communes : Caloire ; Cellieu, Chagnon, Le Chambon-Feuergrolles, Châteauneuf, Dargoire, Doizieux, L'Etrat, Farnay, Firminy, Fontanes, Fraisses, Génillac, La Grand'Croix, L'Horme, Lorette, Marcenod, Pavezin, La Ricamarie, Rive de Gier, Roche la Mollière, Saint Chamond, Saint Etienne, Sainte Croix en Jarez, Saint Christo en Jarez, Saint Genest Lerpt, Saint Héand, Saint Jean Bonnefonds, Saint Joseph, Saint Martin la Plaine, Saint Paul en Cornillon, Saint Paul en Jarez, Saint Priest en Jarez, Saint Romain en Jarez, Sorbiers, La Talaudière, Tartaras, La Terrasse / Dorlay, La Tour en Jarez, Unieux, La Valla en Gier, Valffeur, Villars.

Bénéficiaires de la subvention :

Les bénéficiaires de la subvention pourront être : les chambres consulaires, les associations de promotion et de développement de l'agriculture, les associations d'aménagement des structures agricoles, le Parc Naturel Régional du Pilat, les groupements d'exploitations agricoles, les exploitants agricoles, les collectivités locales et organismes de formation.

Dépenses subventionnables :

Un Comité de Suivi composé de représentants de l'agglomération, du Conseil régional, du Conseil général, de la Chambre d'agriculture et du Parc Naturel Régional du Pilat est constitué. Ce Comité de Suivi valide le cahier des charges des opérations inscrites au titre de cette action avant leur démarrage et leur passage en Comité de Pilotage. Il suit également l'avancement des opérations et leur évaluation.

THEME 1 : FONCIER

1. Ferme communale

Un projet de transmission d'une exploitation en novembre 2008 est en cours à Ste Croix en Jarez (hameau de Seyoux).

Le projet a été identifié par le PNR du Pilat qui anime un PLGE en collaboration avec l'ADASEA depuis 2003. Cette démarche a permis d'identifier des zones de déprise agricole, dont le hameau de Seyoux fait partie.

Le PNR souhaite que Saint Etienne Métropole prenne en charge la maîtrise d'ouvrage. La décision n'est pas encore définie.

Problématique

Contexte :

- zone de déprise agricole : Sur la commune de Sainte Croix En Jarez, il y avait 18 exploitations en 1988 contre 8 en 2000).
- dernière exploitation dans le hameau de Seyoux et dans la vallée du Grand Vallery
- bâtiments obsolètes
- souhait de conserver les bâtiments d'exploitation et d'habitation par les cédants
- destruction foncière, forte pression d'urbanisation
- contraintes environnementales (localisation en amont du barrage du Couzon)

Objectifs :

Le maintien de l'activité agricole participe :

- à la prévention des risques d'incendie (exemple : Burdignes),

DOCUMENT DE TRAVAIL

- à la sauvegarde de la qualité paysagère (cadre de vie, tourisme : chartreuse très visitée sur la commune),
- au maintien de la biodiversité grâce à l'entretien d'un paysage ouvert,
- à la vie sociale de la commune.

Enjeux environnementaux :

- situation de l'exploitation dans le périmètre de protection du barrage du Couzon, qui assure l'adduction en eau potable de la commune de Rive de Gier notamment,
- besoin d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments étant donné la visibilité de l'exploitation.

Description de l'opération

Etape 1 Etude de faisabilité

- identification des candidats à l'installation
- mobilisation des propriétaires fonciers et des communes
- simulation technique et financière

Etape 2 Montage du projet

- appui aux repreneurs et aux cédants pour l'élaboration du projet (Etude Prévisionnelle d'Installation)
- appui technique, étude bâtiment (APS, APD, planification, financements)

Etape 3 Réalisation

- maîtrise d'œuvre (coordination)
- achat de terrain
- construction des bâtiments

Moyens nécessaires

- animation locale, ingénierie technique et financière

- aide à l'investissement dans l'acquisition foncière, les viabilisations, les bâtiments, les installations

Maîtrise d'ouvrage

Saint Etienne Métropole

Maîtrise d'œuvre

Parc naturel régional du Pilat, communes

Partenaires techniques

Chambre d'agriculture 42, SAFER, ADASEA, RUSE, DDAF, gestionnaires des barrages.

Etat d'avancement du projet

- Mise en place d'un groupe de travail local en novembre 2003, composé des cédants de l'exploitation, un des propriétaires fonciers, un adjoint au maire de Sainte Croix en Jarez, un conseiller municipal de Pavezin, une exploitante de Pavezin, une technicienne de l'ADASEA, une chargée d'études du PNRP et la chambre d'agriculture.

- Validation de la solution « ferme communale » comme étant l'outil de réponse le plus adapté aux préoccupations locales.

- 6 candidats à la reprise de l'exploitation après diffusion de l'offre sur le site Internet de l'ADASEA.

Coût moyen par projet : 300 000 €HT

Dépenses éligibles :

- Région - CDRA : taux de financement 30%
- Réalisation (construction, animation)
- Terrain si zone de déprise agricole

2. Animation foncière à but agricole :

Objectif

Faire de l'animation foncière dans le but de réaliser des réserves foncières à but agricole pour permettre le développement ou l'installation d'exploitations agricoles.

Description de l'opération

Etape 1 Animation foncière

Etape 2 Mise en réserve

Prise en charge des frais de stockage, d'entretien et d'aménagement des terrains réservés

Moyens nécessaires

- Animation locale, ingénierie technique et financière = temps de travail technicien
- Aide à l'entretien et aménagement de terrains

Maîtrise d'ouvrage

Structures collectives à but agricole ou collectivités

Partenaires techniques

Chambre d'agriculture 42, communes concernées, Conseil général de la Loire, Parc Naturel Régional du Pilat, SAFER et ADASEA.

Objectifs attendus et outils d'évaluation

- Création d'unités foncières agricoles.
- Nombre d'hectares mis en réserve, regroupés et cédés.
- Nombre d'agriculteurs installés ou qui se sont développés.

Dépenses éligibles :

- Région - CDRA : taux de financement 35%
- Animation foncière

Coût moyen par projet : 7 500 €HT

2.1. Zone de déprise du versant Gier du Pilat : en particulier sur les communes de Pavezin, de la Valla en Gier et de Doizieux.

Contexte

- Déprise agricole sur les versants du Pays du Gier
- Difficultés de renouvellement des exploitations agricoles
- Déstructuration foncière, manque de mobilité et pression d'urbanisation importante

Enjeux

- Maintien du tissu économique agricole
- Sauvegarde de la qualité environnementale (paysage ouvert, cadre de vie, biodiversité)
- Prévention des risques majeurs (incendie)
- Régulation de l'usage du sol

Diagnostics

Diagnostics Programme Local de Gestion de l'Espace Parc naturel régional du Pilat

Impacts prévisibles de l'opération

- Maintien des exploitations agricoles dans des secteurs difficiles
- Constitution d'unités foncières agricole viable
- Stopper les effets de la déprise

2.2. Animation foncière pour la relance de la viticulture sur les Coteaux du Jarez : en particulier sur les communes de Dargoire, Tartaras, Saint Martin La Plaine, Saint Joseph, Chagnon, Génillac (Le projet concerne aussi deux communes du département du Rhône, à savoir Saint Maurice de Dargoire et Saint Jean de Touslas).

Contexte

L'orientation précoce vers la qualité (les cépages hybrides implantés pour leur résistance au Phylloxéra ont été arrachés et remplacés à partir de 1970 par des cépages nobles) puis le classement d'une partie des communes de la vallée du Gier en zone de dénomination « Vin de Pays des Collines Rhodaniennes » ont permis de maintenir des débouchés et donc de préserver des savoir-faire liés à la vinification.

Cependant, depuis 1995, malgré le développement de la vente en bouteille, aucun nouveau vigneron ne s'est installé, les surfaces en vignes restent limitées et le patrimoine viticole, notamment le patrimoine bâti se détériore, faute d'entretien.

Pourtant, la qualité des vins du vignoble du Gier qui sont commercialisés à la propriété et dans des magasins de producteurs fermiers est reconnue par les consommateurs et les restaurateurs locaux. Aussi, devant l'engouement suscité par leurs vins, les vignerons du Pays du Gier souhaitent poursuivre la démarche de développement du vignoble en se basant sur la réhabilitation et la valorisation du patrimoine viticole. Pour ce faire, ils souhaitent s'appuyer notamment sur les spécificités locales (vocation de terroir, savoir-faire).

Les motivations de cette démarche sont avant tout d'ordre économique mais comportent une dimension sociale et environnementale :

Il s'agit de répondre aux attentes des consommateurs. Il existe un marché potentiel pour de nouveaux vins de terroirs, légers mais racés, produits en limitant, autant que faire se peut, le recours aux produits chimiques de synthèse et en favorisant le travail du sol.

Il s'agit également d'installer des vignerons avec les moyens nécessaires et l'aide des collectivités. L'enjeu est d'aboutir à des unités économiques viables, fonctionnant sans aides économiques continues, dans des conditions de pérennité et d'adaptation aux potentialités du terroir.

La démarche contribue à répondre à une demande, elle se révèle rentable, participe à la préservation de l'environnement ainsi qu'à la valorisation du patrimoine et à l'aménagement du territoire.

76 déclarants ont été localisés et sont à plus d'un tiers sur la commune de Génillac. 31,52 hectares de vignes sont plantés sur les Coteaux du Jarez dont 65% sur 3 communes : Saint Joseph, Génillac et Saint Maurice Sur Dargoire. 12,4 hectares sont détenus par des retraités soit 39% de la superficie plantée en vigne. Ces derniers détiennent 73% de la surface à Saint Jean de Touslas et 68% à Génillac. Le poids de plus de 80 ans est important à Génillac et Saint Joseph. Une sensibilisation auprès des retraités sera nécessaire en ciblant les communes où leur poids est le plus important afin de pouvoir installer des nouveaux exploitants.

Enjeux

L'image du territoire et notamment de la vallée du Gier : la réhabilitation des coteaux escarpés exposés Sud / Sud-ouest qui bordent le Gier.

L'impact paysager de la réimplantation de la vigne le long de cet axe routier Est-Ouest privilégié que constitue la vallée du Gier, porte d'entrée dans les départements du Rhône et de la Loire.

L'enjeu culturel du projet : La vigne recouvrait encore, au début du siècle, près de 10% de la superficie totale du canton de Rive de Gier (environ 1 700 ha). Cette dernière occupait une place importante dans le paysage culturel au travers des murets de pierres sèches et des loges qui caractérisent le paysage du pays du Gier. Aujourd'hui, ce patrimoine bâti est menacé.

Au-delà de la réhabilitation de ce patrimoine bâti laissé à l'abandon, il s'agit de préserver certains cépages locaux particulièrement adaptés au terroir. Ainsi, il apparaît intéressant de réimplanter, à titre expérimental des vieux cépages tels le Chouchillon, originaire de Chagnon (42) ou le Mornen Noir, originaire de Mornant (69) qui correspondent au cadre pédoclimatique du Pays du Gier. Ces cépages anciens en valorisant le terroir, permettraient d'identifier le vignoble du Gier à son territoire. Cette démarche s'inspire de l'exemple réussi de la réimplantation du Châtaus en Ardèche.

Ce projet est susceptible de créer, à son échelle, des emplois locaux. Il peut, en effet, conduire de jeunes agriculteurs à s'installer en viticulture, profitant de cette dynamique collective. Le développement du vignoble pourrait également s'accompagner d'une recrudescence d'un besoin en main d'œuvre salariée à l'occasion des pointes de travail : taille, vendanges....

Par ailleurs, le double impact sur le paysage de la réimplantation de la vigne et de la réhabilitation du patrimoine bâti (murets, loges) qui lui est liée est à même d'entraîner un développement de la fréquentation touristique du territoire et donc de générer des retombées économiques localement.

Objectifs

Le projet s'articule autour de deux axes principaux : la réhabilitation du patrimoine et la mise en valeur du terroir.

Réhabilitation du patrimoine :

- Remise en culture d'anciens terrains en friches bénéficiant d'une bonne exposition,
- Réintroduction à titre expérimental d'anciens cépages locaux : en blancs, Chouchillon, Rousse, en noirs, Mornin noir, Durif, Mondeuse noir, au côté des cépages dits nobles : Gamay, Syrah, Pinot noir, Chardonnay, Viognier....
- Entretien et réparation du patrimoine bâti : loges et murs en pierres sèches.

Valorisation du terroir :

- Création de sentiers de randonnées pédestre ou à vélo permettant au public de découvrir le vignoble,
- Mise en avant de la vigne dans le fleurissement les municipalités concernées,
- Création d'un événement festif lié au patrimoine viticole : fête des vendanges....
- Mise en place d'un centre d'information sur la vigne et le vin (historique, collection de cépages locaux...).

Descriptif de l'opération

Il s'agit de réhabiliter et de remettre en valeur le terroir viticole de la vallée du Gier afin de proposer des vins et produits de la vigne (jus, raisins de tables, pétillant...) adaptés à la consommation actuelle : des produits typés, de qualité régulière, en conformité législative, de types traditionnels ou novateurs mais sortant de la banalité.

Ces produits seront commercialisés en vente directe individuelle et/ou collective et circuits courts avec référence et mise en avant du terroir et de l'authenticité des produits. La communication autour de ces produits aura lieu, autant que faire se peut, sur le site de production, notamment dans le cadre d'animations locales.

Les potentialités sont de 50 ha au minimum d'un « vignoble rénové », principalement sur des terrains en friches, pour partie surplombant la vallée du Gier et en terrasses.

Il est envisageable d'installer une dizaine de vigneron professionnels dans un contexte de coopération technique pour une maîtrise de la qualité.

Les surfaces plantées seront, de préférence, groupées afin de privilégier un effet d'ensemble et donc de maximiser l'impact paysager. Cette réalisation par « îlots viticoles » génère cependant des contraintes foncières supplémentaires.

Les étapes de réalisation

Maîtrise foncière :

- Constituer un pool de propriétaires fonciers (GFA, OGAF ...),
- Rechercher des moyens techniques et financiers de remise en valeur-défrichage, préparation du sol, plantation, qui assurent un maintien paysager.

Mise en place ou consolidation de structures de production :

- Vignobles,
- Equipements de culture dans le cadre de la CUMA : inter-ceps...

- Equipements de vinification,
- Appui technique (détachement d'un technicien spécialisé),
- Formations.

Mise en place de structures de commercialisation et de promotion :

- Caveaux de vente,
- Magasins de producteurs fermiers,
- Moyens de communication et d'animations : signalétique, plaquette, portes ouvertes, événements festifs ...

Porteur de projet : Association pour la restauration et le développement des vignobles du Coteaux du Jarez

Partenaires potentiels

Acteurs territoriaux

Commune, Pays du Gier, St-Etienne Métropole, COPAMO Conseils général et régional

Acteurs socioprofessionnels

- Chambres d'agriculture du Rhône et de la Loire, RUSE, Syndicat des Vins de Pays des Collines Rhodaniennes, ONIVINS, SAFER.
- Acteurs du secteur de l'éducation/formation et de la recherche : INRA, CFPFA, Domaine expérimental La Tapy.

Associations

Croqueurs de Pommes, Maisons Paysannes de France, club d'oénophiles « Vignobles et crus méconnus ».

Coût de l'opération : à définir (sera connu d'ici fin octobre 2006)

Dépenses éligibles

CDRA – Région : taux de financement : 35%

- animation foncière : étude SAFER pour repérer les droits et entrer en contact avec les propriétaires,
- aménagement foncier

Outils d'évaluation

- Nombre d'hectares mis en réserve
- Nombre de vigneron installés
- Nombre d'hectares de vignes cultivées.

THEME 2 : CIRCUITS COURTS

L'agriculture stéphanoise se caractérise par de petites exploitations proches de bassins de consommation conséquents ce qui engendre une diversification de ces dernières avec un développement notable des circuits courts de commercialisation des produits agricoles.

Ainsi, différentes formes de circuits courts pourront être financées telles que : les points de vente collectifs, les marchés à la ferme, des formes innovantes de marchés de producteurs, les AMAP, la promotion des produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective mais aussi la transformation fermière, étape amont aux circuits courts. Il faut également se réserver une capacité de financements pour de nouvelles formes de commercialisation en circuits courts innovants qui pourraient se développer sur le territoire de l'agglomération en accord bien sûr avec la région.

Afin de faire la promotion de ces différents circuits courts, un guide des circuits courts de commercialisation de produits agricoles locaux à l'échelle de l'agglomération pourrait être édité la dernière année du CDRA (2008) ce qui permettrait de faire également la promotion des projets soutenus.

4. Points de vente collectifs**Problématique**Contexte

- Besoin de valorisation des productions agricoles
- Développement des productions fermières en vente directe
- Bassin de consommateurs important
- Intérêt des clients pour les produits fermiers

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Baisse d'activité sur les marchés des villes
- Evolution des modes de vie et nécessité d'aller au contact des consommateurs (lieu, horaire, confort, hygiène, relation)

Enjeux

- Diversifier les sources de revenu des agriculteurs et les débouchés
- Faciliter la mise en marché
- Rapprocher les lieux de commercialisation des produits fermiers vers les consommateurs
- Améliorer la qualité d'accueil
- Réhabiliter des espaces urbains abandonnés ou des friches industrielles

Les impacts prévisibles de l'opération

- Augmentation des débouchés pour les produits fermiers et du revenu des agriculteurs

- Amélioration des conditions de travail des agriculteurs
- Amélioration des relations entre producteurs et consommateurs

Description de l'opération

Etape 1 Etude d'opportunité – Etude de faisabilité

- Identification des producteurs et animation du groupe
- Etude de chalandise

Etape 2 Montage du projet

- Examen des éléments juridiques, techniques et financiers
- Mise en place d'un plan de communication

Etape 4 Réalisation

- Acquisition du site
- Construction ou aménagement ou réhabilitation
- Equipement

Moyens nécessaires

- Animation locale, ingénierie technique et financière = temps de travail technicien
- Aide à l'investissement dans l'acquisition foncière, viabilisations, bâtiments, agencement

Maîtrise d'ouvrage

Organisation collective labellisée (respectant une charte)

Partenaires techniques

Chambre d'agriculture 42, RUSE, communes concernées, CCI

Dépenses éligibles

Région - CDRA : Subvention de 30% pour un coût total moyen de 60000 €HT /projet :

- Etude d'opportunité et faisabilité
- Acquisition du site (bâtiments)
- Aménagement intérieur, agencement
- Equipement.

Objectifs attendus et outils d'évaluation

- Création de 3 magasins collectifs
- Chiffre d'affaires de chaque magasin
- Nombre d'agriculteurs engagés dans la démarche

Les produits vendus devront être issus des exploitations adhérentes au groupement.

Projets déjà subventionnés : 2 pour 29 162 €uros de subventions régionales.

- « Plein Champs – Côté Ferme » à Sorbiers,
- « Saveurs de nos fermes » à Saint Chamond.

5. Marché à la ferme

Problématique

La transformation des productions et la vente directe sont importantes pour le revenu d'environ 25% des exploitations de ce secteur périurbain, soit plus de 300 exploitations.

Dans un contexte de concurrence foncière, la valorisation des produits est un élément de pérennisation pour les petites exploitations; elle permet de plus de créer des emplois (installations, emplois salariés).

Il existe plusieurs labels auxquels adhèrent des producteurs, pouvant prétendre à bénéficier de cette subvention. Ces efforts importants ne sont pas à ce jour connus du public et les producteurs souhaitent valoriser ces engagements par un plan de communication.

Description de l'opération

Il s'agit de mettre en place des panneaux à la ferme, des panneaux sur les lieux de vente, à l'occasion notamment des marchés à la ferme et des dégustations de produits par jurys de consommateurs, et de communiquer à cette occasion dans la presse.

Objectifs attendus et outils d'évaluation

L'objectif est de développer la notoriété des productions fermières de St Etienne Métropole, de rendre plus visibles les produits sur lieux de vente, de développer la vente à la ferme, et d'encourager de nouveaux producteurs à rejoindre les différents réseaux qui leur assure un point d'appui technique et promotionnel pour développer leur activité.

Maîtrise d'ouvrage

Organisation collective labellisée (respectant une charte)

Dépenses éligibles

Région - CDRA : Subvention de 33% pour un coût total moyen de 3 000 €HT /marché

- supports permanents
- maquette (construction mais pas de diffusion)
- communication presse

6. Organisation de nouvelles formes de marchés de producteurs fermiers

Contexte

La Chambre d'Agriculture de la Loire s'investit depuis plus de 30 ans dans le développement et l'accompagnement de la production fermière. Hormis sur les aspects techniques liés à la production, elle intervient sur la promotion et l'aide à la mise en marché des produits fermiers.

C'est ainsi que la Chambre d'Agriculture a acquis une solide expérience dans l'organisation de manifestations visant à

DOCUMENT DE TRAVAIL

développer la commercialisation des produits fermiers de la Loire. A titre d'exemples, elle s'investit depuis plus de 10 ans dans l'organisation d'un important marché de Noël sur la commune de Saint Priest en Jarez. Elle organise également pour le Comité Départemental des Produits Fermiers, et ce chaque Printemps depuis trois ans, les Marchés à la Ferme.

Actuellement, la Chambre conduit une étude sur la commercialisation des produits fermiers de la Loire. Cette étude consiste tout d'abord à effectuer un état des lieux de la situation actuelle, elle doit également permettre de dégager des pistes d'actions. La mise en place d'actions de commercialisation innovantes s'inscrit dans cette réflexion, notamment la création de nouvelles formes de marchés de producteurs.

Enfin, la réflexion plus spécifique autour des nouvelles formes de marchés vient essentiellement du fait que de nombreux marchés de détail traditionnels connaissent des évolutions peu favorables : baisse de fréquentation et / ou vieillissement de la clientèle et / ou diminution du pouvoir d'achat des clients des marchés. Il s'agit actuellement de tendances évoquées par un certain nombre de producteurs, ces données seront affinées dans le cadre de l'étude conduite actuellement.

Proposer à la population de venir à la rencontre de producteurs à des moments de la semaine et / ou de l'année moins traditionnels nous permettra de vérifier que nous pouvons davantage toucher une population active ayant un meilleur pouvoir d'achat et qui n'est pas disponible les matins en semaine.

Descriptif de l'action

Action mise en place par la Chambre d'Agriculture de la Loire. L'expérience du Marché de Noël de Saint Priest en Jarez montre bien que ce type d'action ne saurait avoir lieu sans la participation active de la municipalité où se dérouleront les marchés. La RUSE pourrait également être partenaire de l'opération.

Mise en place d'une opération test sur l'année 2007 d'une nouvelle forme de marchés de producteurs, sur le territoire de Saint Etienne Métropole.

Ce secteur géographique semble être le plus opportun du fait de sa forte concentration en consommateurs potentiels.

La forme précise de ce « nouveau marché » devra être arrêtée par l'étude actuellement en cours. S'agit-il d'un marché nocturne d'été ou d'un marché de l'après-midi ? L'étude devra donc déterminer les horaires et la période de l'année qui semblent être les plus opportuns.

L'objectif étant de créer un véritable débouché commercial susceptible d'intéresser des producteurs et des consommateurs, il devra s'agir d'une opération qui s'inscrit dans une certaine durée et non d'un événement ponctuel (par exemple, 5 marchés sur un même site sur la période estivale, ou autres formules susceptibles de répondre à cet objectif). Il faudra également veiller à ce que cette nouvelle offre n'entre pas en concurrence avec les marchés de détail actuels sur lesquels les producteurs sont déjà très présents.

Le test réalisé en 2007 devra permettre de vérifier, d'une part que le grand public adhère à cette offre et, d'autre part, que suffisamment de producteurs y trouvent un intérêt et qu'il s'agit donc bien d'un débouché commercial.

Quelles que soient les options retenues au niveau des heures et jours des marchés, pour 2007, 5 marchés seraient organisés, sur un même site et à 5 dates différentes, l'objectif étant de réunir environ 10 à 15 exposants (producteurs fermiers, artisans de type boulanger et autres) sur chaque marché.

Si le bilan de l'opération est suffisamment positif pour que les producteurs souhaitent poursuivre l'expérience, sur 2008, l'opération sera développer d'une part en augmentant éventuellement le nombre de dates de marchés sur le 1er site, mais également en doublant l'opération sur un 2ème site de Saint-Etienne Métropole pour toucher des clients supplémentaires.

Mise en place de l'opération :

Les points suivants devront également être précisés

Choix du lieu : Le lieu devra être choisi en concertation et avec l'aide de Saint Etienne Métropole et des communes concernées. Un cahier des charges serait établi afin que Saint-Etienne Métropole lance un appel à projet auprès de toutes ses communes. Ce cahier des charges pourrait notamment évoquer les points suivants : proximité d'un bassin de consommation ou situation sur un lieu de passage fortement fréquenté, facilité de stationnement, présence sur le site d'un espace couvert permettant de maintenir le marché en cas d'intempéries, desserte par des transports en commun, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, gestion des déchets générés par les marchés...

Faire les 5 marchés test sur un lieu unique afin de fidéliser les clients et d'optimiser les dépenses de communication. L'opération ne pourra être réussie sans l'implication de la municipalité et notamment de ses services techniques mais aussi des commerçants

sédentaires, des unions commerciales voire de certaines associations municipales. Ce point devra donc impérativement entrer en ligne de compte dans le choix du lieu.

Prospection producteurs : Cette action s'adresserait en priorité aux producteurs qui adhèrent à une démarche collective (Comité des Produits Fermiers de la Loire, groupements de maraîchers et/ou d'arboriculteurs, produits bio, produits AOC...). Après analyse, il pourrait être envisagé de compléter l'offre par quelques artisans notamment des métiers de bouche (boulangers), voire même quelques artisans d'art en fonction du type de marché retenu. Un petit groupe de producteurs volontaires, identifiés très en amont, pourrait être constitué pour travailler sur le contenu et l'organisation.

Définir des animations éventuelles, au moins pour le lancement de l'opération, étant entendu que les animations doivent rester secondaires par rapport au marché de producteurs. Ces animations dépendront de la période de l'année et des horaires retenus.

Définir et mettre en place le **plan de communication** : En fonction du budget imparti, différentes pistes sont envisageables. Les actions minimum à mettre en place sont les relations presse, la réalisation d'un dépliant diffusé notamment par les producteurs, la réalisation de banderoles à implanter sur des lieux de passage. Pour l'année de lancement, il serait préférable de pouvoir réaliser une campagne d'affichage et de s'adjoindre les services d'une agence de communication, au moins pour la création d'un visuel.

Bilan de l'opération

Ces marchés tests de 2007 devront nous permettre de vérifier qu'il s'agit d'opérations à développer sur davantage de dates et

DOCUMENT DE TRAVAIL

éventuellement des sites supplémentaires. Au moment du bilan, des enquêtes approfondies auprès des exposants, voire même des enquêtes auprès des clients seront nécessaires et devront être analysées.

Les critères d'évaluation de l'opération pourraient notamment être les suivants :

- Fréquentation.
- Par producteur et par marché :
- le chiffre d'affaires réalisé, le nombre de clients, le panier moyen.
- Comparaison des résultats des producteurs avec d'autres marchés.
- Leur satisfaction sur l'organisation ainsi que sur les résultats commerciaux.
- Fidélisation de la clientèle : est-ce que les clients reviennent d'un marché sur l'autre ?
- Profil des clients, provenance géographique, leur opinion, leur satisfaction, leurs attentes, leurs habitudes en matière de consommation de produits fermiers, leurs modes d'approvisionnement habituels, ... ?

Budget

2007 : 26 000 €

2008 : 44 000 €

Maîtrise d'ouvrage

Chambre d'Agriculture de la Loire

Dépenses éligibles

Région - CDRA : Subvention de 50% pour un coût total de 70 000 €HT

- actions de communication : dépliants, création visuel, affichage 4*3, banderoles, relations presse,
- conception, mise en œuvre, déclinaison visuel sur outils de communication, évaluation (temps de travail d'agents de la Chambre d'Agriculture de la Loire).

7. Développer les AMAP (Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne)

L'agglomération stéphanoise représente un bassin de consommation important (390 habitants) où le développement d'AMAP apparaît possible également grâce à la présence d'une agriculture périurbaine dynamique.

A ce jour, sur le territoire de Saint Etienne Métropole, on dénombre 3 AMAP (2 à Saint Etienne et 1 à Rive De Gier). Une autre devrait commencer son activité en septembre 2006 sur Saint Chamond.

Contexte

Une AMAP est un groupe de consommateurs qui s'engagent vis-à-vis d'un ou de plusieurs producteurs de proximité, à consommer tout ou partie de la récolte et à partager celle-ci sur un lieu de distribution, régulièrement, dans le cadre d'une commercialisation contractualisée producteurs-consommateurs. C'est la forme la plus aboutie de contrats locaux producteurs - consommateurs par l'engagement des partenaires (préfinancement – solidarité dans les aléas de production – implication pour les consommateurs / diversification des produits – pédagogie – transparence

économique, sociale écologique et agronomique pour les producteurs), dans le cadre d'une vente directe, conviviale et de proximité.

Les AMAP existent en Rhône-Alpes depuis la mi-2004. On peut les définir comme des formes solidaires de la vente directe de produits agricoles. En mars 2006, on compte 29 AMAP (environ 900 foyers) et 15 projets en Rhône-Alpes.

On a constaté la rapidité et la spontanéité (à partir d'initiatives individuelles de consommateurs) avec laquelle les AMAP ont pu être créées dans les grandes villes. En milieu périurbain ou dans les villes moyennes, c'est en s'appuyant sur les associations socioculturelles que les AMAP ont pu se créer.

Le bassin de consommation stéphanois et la présence de producteurs locaux offrent des perspectives importantes en termes de créations d'AMAP sur le territoire de Saint Etienne Métropole. C'est pourquoi il est important de mobiliser, autour d'un tel projet des partenaires ruraux et urbains, représentant les consommateurs, les environnementalistes et les producteurs locaux (professionnels du développement agricole, collectivités locales, associations citoyennes).

D'autre part, en réunissant 6 fois les AMAP de la région Rhône-Alpes à travers des "Comités de Développement des AMAP en Rhône-Alpes" en 2005, mais aussi grâce à l'étude conduite par l'ISARA, l'Alliance PEC Rhône-Alpes a pu dresser un état des lieux des lacunes du partenariat AMAP à différents niveaux, nécessitant une meilleure prise en compte de certains facteurs, omis lors des réflexions qui ont conduit à la création des premières AMAP :

- Manque d'informations globales sur les pratiques agricoles, côté consommateurs comme côté producteurs (agriculture biologique, durable, raisonnée, OGM, pesticides...);
- Manque d'informations précises pour les consommateurs qui souhaitent avoir une vision globale des exploitations partenaires qui sous tendent un manque de références pour les producteurs (temps de travail, rentabilité économique, indicateurs environnementaux...), pour permettre aux producteurs de mieux échanger avec les consommateurs sur leur exploitation.

Les consommateurs formant les AMAP sont plutôt jeunes, urbains, assez formés, sensibles à l'alimentation, à la solidarité mais ils ont des revenus à peine moyens (comparaison avec l'ensemble de la population française).

Descriptif de l'action

Les AMAP sont une des formes les plus abouties de vente directe et de pratique d'une agriculture durable. La mise en place d'AMAP sur le territoire de Saint Etienne Métropole répond à l'enjeu développement des circuits courts pointé dans le cadre du Contrat de Développement Rhône Alpes et aussi aux caractéristiques du territoire : bassin de consommation important, présence de producteurs diversifiés en transformation fermière ou en circuits courts.

Aujourd'hui, sur 76 producteurs vendant en AMAP en Rhône-Alpes, 49 sont certifiés AB.

Les étapes d'un projet de développement des AMAP sur un territoire sont les suivantes :

1°) Informer les acteurs et préparer le territoire

- Organisation d'une rencontre avec les collectivités locales, les associations citoyennes et les professionnels du développement agricole en vue d'exposer les enjeux, les axes stratégiques de l'opération et les résultats attendus en termes de développement des AMAP et de coopération avec les autres formes de vente directe préexistantes dans le territoire. Cette rencontre a pour objet de permettre d'enrichir le projet (définition d'un réseau d'acteurs, d'un Comité de Pilotage de l'action, de priorités de territoire, de partenaires d'action, de cofinancements de l'action...). Un Comité de Pilotage en sortira, permettant un suivi de l'action, validera chaque étape, tout en échangeant tout du long sur le déroulement des étapes.

- Recensement, rencontre et échanges avec les producteurs déjà intéressés.

- Rencontres avec les partenaires locaux choisis (Maison de Quartier, Maison des Associations, Collectivités locales...) les plus appropriées pour créer de nouvelles AMAP et / ou soutenir les AMAP existantes (lieux de distribution, soutien logistique, communication...) en cherchant la mixité sociale, permettant l'expérimentation d'AMAP avec des consommateurs moins avertis.

- Rédaction et diffusion de documents de communication en format et nombre appropriés (affiches et tracts – dossiers de presse).

- Communication vis-à-vis de la population et des producteurs locaux à partir des acteurs socioculturels sélectionnés, en lien avec le Comité de Pilotage.

2°) Créer de nouvelles AMAP et pérenniser l'existant à travers un programme complet d'accompagnement qui serait réalisé par Alliance PEC Rhône Alpes.

Les étapes de ce programme sont les suivantes :

- Réunir consommateurs et producteurs porteurs de projets d'AMAP selon les lieux appropriés choisis : valeurs éthiques, objectifs généraux, objectifs opérationnels côté producteurs et côté consommateurs, (avec distribution et traitement des questionnaires) ;

- Former les producteurs partenaires (potentiels ou non) sur l'engagement en AMAP puis organiser des visites de fermes avec les producteurs, à destination de chaque groupe de consommateurs en constitution.

- Organiser le groupe consommateurs producteurs (organisation des distributions, paniers d'essais, étude des statuts, d'un règlement intérieur approprié).

- Valider le fonctionnement de l'AMAP (Rédaction, par les intéressés des statuts, règlement intérieur, contrats). Validation commune.

- Réaliser un bilan économique et social de l'action menée et des prolongements envisagés sur les nouvelles AMAP et les AMAP plus expérimentées.

Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre

Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs Rhône-Alpes

Partenaires associés : Parc du Pilat, St Etienne Métropole, Rhône-Pluriel, autres collectivités locales, Professionnels de la vente directe agricole locale (Impact, Chambre d'Agriculture, Magasins et associations de producteurs...), centres sociaux - maisons de quartiers et associations citoyennes du territoire...

Coût de l'opération : évaluation à environ 30 000 €HT si la région juge ce type d'opération potentiellement finançable dans le cadre du Contrat de Développement Rhône Alpes.

Dépenses éligibles

Les AMAP ne nécessitant pas d'investissements particuliers, les seules dépenses financières concernent toute l'animation territoriale.

Région - CDRA : Subvention de 50% pour un coût total

- actions de communication : affiches, tracts, relations presse,...
- location de matériels et/ou de salles,...
- temps d'animation, de mise en œuvre et d'évaluation : temps de travail de salariés d'ALLIANCE PEC Rhône Alpes et frais de mission.

Indicateurs d'évaluation de l'opération

- AMAP existantes : nombre d'agriculteurs, nombre de consommateurs, Chiffre d'Affaire, démarche de progrès des fermes et des consommateurs, selon des critères de durabilité.
- Nouvelles AMAP : nombre d'AMAP et de nouveaux projets, nombre d'agriculteurs concernés, Chiffre d'Affaire procuré, évaluation de la démarche des fermes et des AMAP selon des critères de durabilité.

8. Développer l'agriculture biologique dans la restauration collective

Contexte

Globalement, les consommateurs sont de plus en plus sensibles à l'agriculture biologique. Néanmoins, la progression des ventes de produits issus de l'agriculture biologique ne se fait pas au profit des producteurs français d'où la nécessité d'aider les producteurs locaux certifiés AB afin qu'ils puissent valoriser la valeur ajoutée de leur production et de favoriser la consommation de produits locaux ce

qui rentre totalement dans les prérogatives du développement durable.

Dans le cadre de la phase préalable à la mise en œuvre de l'agenda 21 sur le territoire de la communauté d'agglomération stéphanoise, il est apparu pertinent de pouvoir soutenir le développement de la filière agriculture biologique.

En 2004, l'ARDAB (Association Rhône-Loire pour le Développement de l'Agriculture Biologique) comptait 144 adhérents dont 90 producteurs bio ou en conversion dans le département de la Loire. Les productions sont très diversifiées (légumes, fruits, céréales, viande bovine ou d'agneaux, lait, fromage, poulets, œufs, miel ...) avec une dominance pour l'élevage dans la Loire. En 2005, on compte 11 producteurs certifiés AB sur le territoire de Saint Etienne Métropole.

Par ailleurs, le secteur de la restauration collective est depuis plusieurs années en plein essor et le nombre des sociétés de restauration collectives est en plein croissance. L'utilisation des produits à valeur ajoutée, tels que les produits agricoles locaux certifiés AB, constitue un moyen de se démarquer. Ce secteur peut constituer un débouché pour la production locale.

De même au niveau de l'éducation, le rapport à l'alimentation est de plus en plus au centre des préoccupations avec la promotion d'une alimentation saine et équilibrée. Les cantines scolaires peuvent également être des débouchés non négligeables.

Néanmoins, le problème central semble l'approvisionnement de la restauration collective en produits certifiés AB issus de l'agriculture locale : normes sanitaires (exemple : les légumes doivent arriver

DOCUMENT DE TRAVAIL

livrés et triés), quantité d'approvisionnement par rapport à la demande.

Objectifs

1°) Favoriser l'essor de structures collectives pour la commercialisation (types plates formes d'approvisionnement), le traitement de produits locaux issus de l'agriculture biologique dans le secteur de la restauration collective et pour la structuration de l'offre de produits locaux certifiés AB afin de fournir la restauration collective.

2°) Développer l'utilisation de produits issus de l'agriculture biologique locale dans les cantines scolaires. Voir l'élargissement à la restauration collective ?

Descriptif de l'action

1°) Analyse de la filière AB locale : Il faudrait prévoir en premier lieu une étude de faisabilité : repérage de l'offre, des attentes de la restauration collective, des structures collectives existantes, des expériences existantes,...

2°) Soutien financier aux structures collectives :

- pour la commercialisation (types plates formes d'approvisionnement) et la transformation de produits locaux issus de l'agriculture biologique dans le secteur de la restauration collective,
- pour la structuration de l'offre de produits locaux certifiés AB afin de fournir la restauration collective.

3°) Soutien financier aux communes volontaires pour introduire l'agriculture biologique dans la restauration scolaire et étudier des dispositifs d'accompagnement : élaboration de cahiers des charges, sensibilisation, relation producteurs, communication, ... Un appel à

projets pourrait être réalisé auprès des communes sur la base du cahier des charges qui sera établi. Voir l'élargissement à la restauration collective ? Les dépenses subventionnables seraient l'animation (relations producteurs et municipalités (voire entreprises privées de restauration collective ou établissements publics), définition du cahier des charges, ...). Mais, il semblerait aussi opportun de pouvoir aider les communes à financer le surcoût du ticket de cantines qui ne peut pas forcément être répercuté sur les familles. Il faudrait prévoir une étude de faisabilité notamment sur les conditions de pérennisation sans subventionnement. Opération à limiter dans le temps sur des opérations tests et expérimentales et afin d'assurer la pérennisation à terme sans intervention financière.

Indicateurs d'évaluation de l'opération

- Evolution du nombre d'exploitations certifiées AB,
- Evolution de l'offre globale de produits locaux AB,
- Nombre de groupements d'agriculteurs certifiés AB,
- Nombre de cantines ou restaurants collectifs utilisant les produits locaux AB.

Partenaires

ARDAB (Association Rhône-Loire pour le Développement de l'Agriculture Biologique), Coordination Rhône-Alpes de l'Agriculture Biologique (CORABIO), Chambre d'Agriculture de la Loire, Agriculteurs certifiés AB ...

Maîtrise d'ouvrage

Groupements de producteurs certifiés AB, associations locales de développement de l'agriculture biologique, entreprises de la restauration collective, établissements publics, collectivités.

Coût de l'opération : à définir si la région juge ce type d'opération potentiellement finançable dans le cadre du Contrat de Développement Rhône Alpes.

Dépenses éligibles

Région - CDRA : taux à définir

- aide aux communes sur la base du coût d'approvisionnement,
- temps d'animation, de mise en œuvre et d'évaluation / programme de sensibilisation à voire
- étude de faisabilité.

9. Développer la transformation fermière

Problématique

La transformation des productions et la vente directe sont importantes pour le revenu d'environ 25% des exploitations de ce secteur périurbain, soit plus de 300 exploitations.

Dans un contexte de concurrence foncière, la valorisation des produits est un élément de pérennisation pour les petites exploitations. Elle permet de plus de créer des emplois (installations, emplois salariés)

Plusieurs organisations d'exploitants existent, chacune respectant une charte précise : CDDPF, Charte de l'agriculture paysanne, Agriculture Biologique... Cette mise en réseau leur permet d'accéder à des formations spécifiques et assure donc une plus grande réussite à leurs projets de diversification fermière.

Enjeu

L'enjeu est de développer la transformation fermière dans de bonnes conditions pour assurer la pérennité des exploitations de Saint Etienne Métropole, et d'encourager de nouveaux producteurs à rejoindre divers réseaux qui leur assurent un point d'appui technique et promotionnel pour développer leur activité.

Objectifs

- 1°) produire de la valeur ajoutée,
- 2°) maintenir la viabilité des petites exploitations,
- 3°) assurer une diversification des sources de revenus.

Objectif de réalisation : 10 dossiers

Description de l'opération

Il s'agit de développer la transformation fermière en accompagnant les adhérents des différentes chartes dans leurs investissements de transformation et de mise en marché sur les lieux de transformation.

Maîtrise d'ouvrage

Organisation collective labellisée (respectant une charte)

Coût moyen par projet : 35 000 €HT

Dépenses éligibles

Financement uniquement s'il y a vente directe sur le site.

Région - CDRA : Subvention de 24% (8 400 €) par projet

- Matériel de transformation
- Matériel de mise en vente

Outils d'évaluation

- Nombre d'ateliers de transformation fermière financés

10. Guide métropolitain des circuits courts de commercialisation de produits fermiers :

Contexte

L'agglomération stéphanoise constitue un bassin de consommation très intéressant pour l'agriculture périurbaine locale très dynamique.

Néanmoins, les consommateurs locaux, notamment dans les centres urbains, ne sont pas forcément informés de l'existence de produits fermiers locaux de qualité et des lieux de commercialisation de ces derniers.

Des actions de communication, en ce sens, sembleraient intéressantes.

Objectifs

- 1°) promotion des produits fermiers locaux,
- 2°) information des consommateurs de l'agglomération stéphanoise,
- 3°) assurer des débouchés pour l'agriculture périurbaine locale,
- 4°) favoriser la promotion des circuits courts soutenus dans le cadre du CDRA.

Description de l'opération

Editer un guide des différents modes de commercialisation des produits fermiers issus de l'agriculture locale sur le territoire de Saint Etienne Métropole : points de vente collectifs, marchés (de détails, à la ferme), AMAP, vente directe, fermes auberges,...

Prévoir une présentation de l'agriculture locale, des différents modes de commercialisation et expliquer les différentes certifications (AB, AOC,...) et chartes. Lieu, horaires d'ouvertures, types de produits commercialisés, certification... devront être précisés.

A éditer fin 2008 pour permettre la promotion des projets de circuits courts soutenus dans le cadre du CDRA.

Coût de l'opération : estimée à 40 000 € pour une édition (à préciser)

Maitre d'ouvrage

A définir (RUSE ?)

Partenaires

Chambre d'Agriculture de la Loire, Parc Naturel Régional du Pilat, RUSE, ARDAB, CORABIO, AVEC, Agriculteurs, Municipalités pour les marchés, Alliance PEC pour les AMAP,....

Dépenses éligibles

Région - CDRA : Subvention de 60%

- conception, réalisation, édition et diffusion

Outils d'évaluation

- Satisfactions des exploitants
- Satisfaction des clients

11. Autres opérations sur les circuits courts : à définir

THEME 3 : EXPLOITATIONS – STRUCTURES ET PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Au niveau des structures des exploitations, l'agglomération stéphanoise bénéficie d'un secteur arboricole situé dans les coteaux du Jarez qui nécessite des équipements spécifiques pour lutter contre les aléas climatiques : systèmes d'irrigation collectifs et filets paragrêles.

L'eau est un enjeu fort en agriculture. D'une part, elle est source de développement des cultures, notamment arboricoles vis-à-vis de l'irrigation. D'autre part, la protection de la ressource en eau est primordiale d'où des actions envisagées telles que le réglage et le renouvellement des pulvérisateurs, le développement des systèmes de récupérations des eaux pluviales ou bien encore le traitement des eaux usées par des systèmes naturels...

Par ailleurs au niveau de la prise en compte de l'environnement dans les exploitations agricoles, l'éco-construction semble à développer.

12. Assurer le développement de l'arboriculture par l'irrigation des coteaux du Jarez - POUR MEMOIRE

Description du contexte et des diagnostics établis

L'arboriculture concerne 273 exploitations sur le territoire et met en valeur 7 communes de coteaux dans le Jarez, avec 834 Ha de vergers. Un diagnostic de territoire réalisé en mars 2003 sur ce secteur, accompagné d'une étude sur les orientations économiques possibles pour le développement des exploitations arboricoles de ce secteur souligne la petite dimension des exploitations, la diversification de leurs productions, l'importance du renouvellement

du verger (60% des arbres ont moins de 10 ans), la jeunesse des exploitants (36% ont moins de 40 ans). Les pistes d'adaptation économique de ces exploitations passent par la qualification des productions.

Définition et présentation des enjeux

Par ailleurs, ce coteau très propice à l'arboriculture par une exposition Sud Est, ne reçoit que 600 mm d'eau par an. Il faut donc assurer le développement des arbres et le calibre des fruits par l'apport d'eau stockée l'hiver en retenue collinaire. Un projet important permettrait de desservir en réseau 35 exploitations. Compte tenu de la petite taille des structures, l'impact de ce manque de ressource en eau sur l'équilibre de l'exploitation est très important.

Un autre projet consistant en la requalification de deux barrages d'eau potable permettrait de desservir une dizaine d'exploitations.

Maître d'ouvrage

ASA d'irrigation des coteaux du Jarez.

Coût de l'opération : 2 925 200 €HT

Dépenses éligibles

Région – Droit commun : taux de subvention 13%

Projet financé par la Région au titre du dispositif de droit commun « Hydraulique Agricole » (donc hors enveloppe CDRA) à hauteur de 365 856 €HT (Commission Permanente du 15/12/2005).

13 et 14. Filets paragrêles

Contexte

Cette opération concerne également le secteur arboricole des coteaux du Jarez.

Par ailleurs les orages de grêles sont fréquents sur ce secteur, parfois très tôt au printemps avec des risques prononcés jusqu'à la fin de l'été. Les arbres, tout autant que les fruits souffrent de ces impacts. Compte tenu de la petite taille des structures, l'impact de ces dégâts sur l'équilibre de l'exploitation est très important.

Objectifs

L'équipement en filets paragrêles est complémentaire à l'assurance-récolte financée au titre des dispositifs de droit commun de la Région Rhône-Alpes.

En effet, l'équipement en filets paragrêles permet de maintenir une production minimale et donc d'assurer l'approvisionnement minimal de la clientèle (afin de l'éviter de se tourner vers d'autres fournisseurs).

Il paraît donc important pour l'avenir de ce verger de le protéger par la pose de filets paragrêles.

Actuellement, une dizaine d'Ha sont couverts. Une aide appropriée pourrait permettre l'équipement de 40 Ha supplémentaires et conforter une trentaine d'exploitations.

Contenu de l'action

- Etapes du projet et moyens mis en œuvre : information des producteurs et conseils techniques, puis investissements,

- Actions d'ingénierie et d'animation: technicienne en arboriculture de la Chambre d'Agriculture de la Loire à raison de 15 jours,

- Investissement et / ou Fonctionnement : un Ha couvert représente un investissement de 7 622 € HT.

Maitre d'ouvrage

Arboriculteurs

Partenaires

Chambre d'Agriculture de la Loire

Coût de l'opération : 313 032,00 €HT dont

- Etudes : 8 152,00 €HT – coût moyen par projet : 272 €HT
- Travaux : 304 880,00 €HT – coût moyen par projet : 10 165 €HT

Dépenses éligibles

CDRA - Région

- études : ingénierie et animation réalisées par un technicien en arboriculture de la chambre d'agriculture de la Loire – taux de financement : 20%,
- travaux et équipements en filets paragrêles – taux de financement : 50%.

Indicateurs d'évaluation

- Indicateurs de réalisation et d'impact sur l'emploi et le dynamisme économique : nombre d'hectares couverts et nombre d'exploitations équipées,
- Comparaison entre la situation de départ et les objectifs attendus,
- Evaluation des débouchés maintenus.

15. Réglage et renouvellement des pulvérisateurs

Contexte

A partir de 2008, la nouvelle loi sur l'eau va rendre le réglage des pulvérisateurs de traitements phytosanitaires obligatoire. Il serait intéressant de pouvoir impulser et soutenir cette démarche avant qu'elle devienne obligatoire.

Ce type de traitements est utilisé dans toute l'agriculture mais ils sont plus intensifs dans l'arboriculture.

Objectif

Réduire l'impact des traitements phytosanitaires sur la qualité de l'eau (nappes phréatiques, ruisseaux,...).

Contenu de l'opération

- Subvention du réglage des appareils. Un appareil bien réglé diminue l'impact sur l'environnement et réduit le coût de fonctionnement pour les agriculteurs. Il faudrait organiser des temps collectifs sur une journée.
- Subvention pour le renouvellement des pulvérisateurs (à conditionner à la destruction des anciens pulvérisateurs sur présentation d'un certificat de destruction) en particulier pour les jeunes agriculteurs. Voir si certains types d'équipements sont plus efficaces et permettent une consommation optimale de produits phytosanitaires.

Maître d'ouvrage

Exploitants Agricoles ou groupements d'agriculteurs

Partenaire

Chambre d'Agriculture de la Loire

Dépenses éligibles

CDRA - Région

- Prestations de réglage de l'appareil (sur factures) : taux de financement à définir,
- Voir coût d'organisation de journées collectives de réglages qui pourraient peut-être être réalisées par un technicien de la chambre d'agriculture : taux de financement à définir,
- Acquisition de pulvérisateurs neufs : taux de financement à définir.

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de pulvérisateurs réglés,
- Nombre d'anciens pulvérisateurs détruits,
- Nombre de nouveaux pulvérisateurs acquis,
- Diminution de la consommation de produits de traitements suite à réglage ou acquisition.

16. Systèmes de récupération des eaux pluviales

Contexte

Les bâtiments agricoles représentent des toitures importantes d'où une quantité d'eau pluviale non négligeable qui pourrait être récupérée. Par ailleurs, les agriculteurs sont les premiers utilisateurs d'eau en France.

L'intérêt de mettre en place des systèmes de récupérations d'eaux pluviales est double : protection de la ressource en eau et diminution de la consommation d'eau potable pour les exploitants agricoles.

Objectif

Trouver une ressource d'eau alternative à l'eau potable qui se rarefie.

Contenu de l'opération

Favoriser le développement de toute technique de récupération des eaux pluviales que ce soit des systèmes aériens (réservoirs souples,...) ou enterrés (cuves, fosses, citernes,...) par des exploitants agricoles ou des groupements d'agriculteurs. S'agissant d'une nouvelle habitude, il ne faut pas limiter les techniques éligibles car de nouveaux systèmes vont certainement de se développer dans les années à venir.

Les eaux pluviales récupérées pourraient servir au nettoyage des bâtiments agricoles, des salles de traite, au traitement phytosanitaire, à l'arrosage,... en excluant bien sûr tout usage alimentaire.

Il faudra certainement prévoir une contenance minimale de la cuve pour que le système ait un réel impact en économie d'eau.

Maitre d'ouvrage

Exploitants Agricoles ou groupements d'agriculteurs

Partenaire

Chambre d'Agriculture de la Loire

Dépenses éligibles

Région – CDRA : taux de participation et plafond à définir
coût d'acquisition du système de récupération (stockage, raccordement et système de pompage ou de surpression),

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de systèmes de récupération d'eaux pluviales installés,
- Capacité en termes de récupération d'eau,
- Réduction de la consommation en eau potable.

18. Traitement des eaux usées par systèmes naturels (filtres à roseaux, à pouzzolane,...)

Contexte

L'agriculture produit des eaux usées d'où l'intérêt de favoriser l'installation par les agriculteurs de systèmes de traitement des eaux usées via des systèmes naturels tels que les filtres à roseaux, à saules, ou à pouzzolane, ... Comme les systèmes de récupération d'eaux pluviales, s'agissant de nouvelles techniques, il ne faut pas limiter les techniques éligibles car de nouveaux systèmes vont certainement se développer dans les années à venir.

Objectif

L'objectif est de contribuer à la qualité des rivières et des nappes phréatiques par un traitement naturel des eaux usées.

Contenu de l'opération

Favoriser le développement de toute technique naturelle de traitement des eaux usées par les agriculteurs ou les groupements d'agriculteurs.

Types de techniques pouvant être aidées :

- assainissement par filtre planté de roseaux ou roselière : L'association de minéraux (exemple : micro-organismes fixés sur les graviers) qui jouent un rôle épurateur et des végétaux

(exemple : le roseau) qui filtrent grâce à leur capacité d'absorption permet de traiter les eaux usées. Cette technique a l'intérêt de réduire la quantité de boues produites, d'éviter la pollution olfactive et sonore et de bien s'intégrer dans le paysage (bassins plantés de roseaux). Ceci peut permettre une réduction des conflits de voisinage en milieu périurbain avec la cohabitation à proximité d'agriculteurs et de résidents.

- assainissement par filtre de pouzzolane : La pouzzolane est une roche volcanique microporeuse qui absorbe les impuretés. Elle se sature et doit être changée tous les cinq ans environ.

Les eaux traitées par ces procédés ne sont pas des eaux potables mais ont une qualité suffisante pour être rejetées dans le milieu naturel ou être récupérées pour des utilisations non alimentaires telles que le lavage de voiture, l'arrosage du jardin...

Maître d'ouvrage

Exploitants Agricoles ou groupements d'agriculteurs

Partenaires

Chambre d'Agriculture de la Loire, Agences de bassin Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée

Dépenses éligibles

Région – CDRA : taux de participation et plafond à définir
coût d'installation du système de traitement des eaux usées.

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de systèmes de traitement des eaux usées installés,
- Quantité d'eaux usées traitées

18. Développement de l'éco construction

Contexte

Le plan bâtiment mis en place par l'Etat, et cofinancé par la Région Rhône-Alpes et le Conseil Général de la Loire, pour la modernisation des bâtiments d'élevage bovin, ovin et caprin, met en place des taux de subvention supérieurs pour les constructions en bois par rapport aux constructions métalliques.

En milieu périurbain tel que le territoire de Saint Etienne Métropole, le développement de l'éco-construction dans le secteur de l'agriculture apparaît intéressant.

Objectifs

- développer l'usage de matériaux nobles pour l'environnement,
- favoriser une meilleure intégration paysagère en milieu périurbain.

Contenu de l'opération

- Aide à l'investissement pour développer l'éco-construction dans les bâtiments agricoles soit pour de la construction neuve soit pour de la réhabilitation :
- isolation avec de la chaux, du chanvre, de la laine de mouton, du liège, du lin,...
- construction en bois, en paille,...
- toitures végétalisées, toits en tuiles,...

Il faudrait au départ définir un cahier des charges de l'éco-construction.

Maitre d'ouvrage

Exploitants Agricoles ou groupements d'agriculteurs

Partenaires

Chambre d'Agriculture de la Loire, HELIOSE, LATER, Parc Naturel Régional du Pilat

Dépenses éligibles

Région – CDRA : taux de participation et plafond à définir

Acquisition de matériaux écologiques et/ou installation pour de l'éco-construction de bâtiments agricoles pour de la construction neuve ou de la réhabilitation de bâtiments agricoles.

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de constructions neuves ou de réhabilitation en éco-construction financées,
- Types de matériaux nobles utilisés.

THEME 4 : ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

19. Fermes pédagogiques

Description du contexte et des diagnostics établis

On constate une forte demande pour des activités de services à la ferme en secteur périurbain, demande souvent non satisfaite faute de produits disponibles sur le marché.

Définition et présentation des enjeux

Les enjeux sont de 2 ordres et participent chacun à l'attractivité du territoire Saint Etienne Métropole et contribuent au mieux vivre ensemble des populations agricoles et périurbaines :

Economique d'abord avec la constitution de revenus pour les agriculteurs, dans une logique de diversification de leur exploitation. On voit aujourd'hui l'importance de ces revenus complémentaires pour faire face aux aléas des revenus agricoles principaux (crises, climat...). On constate réellement une forte demande en périurbain, et des aides financières permettraient à des agriculteurs de s'engager dans ces démarches d'accueil à la ferme.

Socioculturel ensuite avec la nécessité de multiplier le plus possible les échanges entre les agriculteurs producteurs et les consommateurs. Or les agriculteurs pratiquant l'accueil sont les ambassadeurs de leur métier et donc un formidable vecteur de communication : fermes pédagogiques à destination des enfants.

Aujourd'hui, aucune aide n'existe pour le développement des fermes pédagogiques.

L'objectif est d'apporter une aide pour les transports afin que les enfants (les scolaires mais aussi enfants de CLSH, ADAPEI, centres

sociaux...) de l'agglomération puissent plus facilement se rendre dans les fermes pédagogiques adhérentes d'un réseau collectif, agréées par l'Inspection Académique. Aujourd'hui la demande des enseignants est forte, et le coût du transport est le principal frein à la venue des enfants dans les fermes.

Description de l'opération

Moyens mis en œuvre

Communication sur les aides disponibles : presse, activation de fichiers prospects disponibles, réunions de sensibilisation...

Investissement et / ou Fonctionnement

Objectifs : augmentation du nombre d'enfants accueillis sur les fermes pédagogiques grâce à l'aide financière pour les transports : 20 cars par ferme par an pour les 6 fermes pédagogiques du réseau situées sur Saint Etienne Métropole, soit 6 000 enfants par an sur 4 ans. Une structure collective assurera la gestion financière de cette opération et non chaque agriculteur ou école individuellement.

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, partenaires

Le projet est porté par la RUSE (personne-ressource Xavier Valette).

Coût de l'opération : 126 000 €HT

Dépenses éligibles

CDRA – Région : taux de financement : 50% (frais de transport)

Subvention demandée au titre de 2006 : 25 200 €HT

Objectifs attendus, outils d'évaluation

- Indicateurs de réalisation et d'impact sur l'emploi et le dynamisme économique

- Accueil de 25 000 enfants dans les fermes pédagogiques jusqu'à 2008
- Développement de l'attractivité du territoire.
- Développement des échanges ville/campagne (adultes et enfants), en contribuant au mieux vivre ensemble.
- Développement des revenus pour les agriculteurs.
- Satisfaction d'une demande qui ne l'est pas aujourd'hui.

20. Fermes auberges

Description du contexte et des diagnostics établis

On constate une forte demande pour des activités de services à la ferme en secteur périurbain, demande souvent non satisfaite faute de produits disponibles sur le marché.

Une étude réalisée par la Chambre d'Agriculture de la Loire en 2000 présente l'état des lieux de l'agrotourisme en Loire et son potentiel de développement. D'autres études réalisées sur la région stéphanoise attestent de la même pénurie d'hébergements touristiques sur le secteur.

Définition et présentation des enjeux

Les enjeux sont de 2 ordres et participent chacun à l'attractivité du territoire et contribuent au mieux vivre ensemble des populations agricoles et périurbaines :

Economique d'abord avec la constitution de revenus pour les agriculteurs, dans une logique de diversification de leur exploitation. On voit aujourd'hui l'importance de ces revenus complémentaires pour faire face aux aléas des revenus agricoles principaux (crises, climat...). On constate réellement une forte demande en périurbain,

DOCUMENT DE TRAVAIL

et des aides financières permettraient à des agriculteurs de s'engager dans ces démarches d'accueil à la ferme.

Socioculturel ensuite avec la nécessité de multiplier le plus possible les échanges entre les agriculteurs producteurs et les consommateurs. Or les agriculteurs pratiquant l'accueil sont les ambassadeurs de leur métier et donc un formidable vecteur de communication : fermes auberges pour les adultes.

Description de l'opération

Etapes du projet et moyens mis en œuvre

- Conseils auprès des porteurs de projets
- Formation des porteurs de projets
- Demandes de financement et travaux
- Ouverture des structures d'accueil
- Actions d'ingénierie et d'animation
- Suivi du projet de développement avec création d'un groupe de travail. L'animation est réalisée dans le cadre du réseau BAF, au sein de la Chambre d'Agriculture de la Loire.
- Investissement et/ou fonctionnement

Objectifs

création de 3 fermes auberges (coût moyen des travaux par projet : 45 000 €HT) sur 3 ans

Maître d'ouvrage

Les investissements sont réalisés par des exploitants agricoles regroupés dans un réseau (gîtes ou label).

Dépenses éligibles

CDDA – Région : taux de financement 30% : travaux

Objectifs attendus et outils d'évaluation

- Création de 3 fermes auberges (3 ETP),
- Développement de l'attractivité du territoire,
- Développement des échanges ville/campagne (adultes et enfants), en contribuant au mieux vivre ensemble,
- Développement des revenus pour les agriculteurs,
- Satisfaction d'une demande qui ne l'est pas aujourd'hui.

21. Appui à la création d'activités en milieu rural

Problématique

D'une part, l'ARDEAR, les ADDEAR et l'AFIP Rhône-Alpes reçoivent environ 20 demandes par an de formation et d'accompagnement de la part de porteurs de projets non satisfaits par les dispositifs déjà existants en Rhône-Alpes.

Les besoins exprimés sont les suivants :

- Une formation plus souple
- Un suivi personnalisé allant jusqu'à l'installation et après l'installation.
- Un accompagnement, une formation à la conduite générale d'un projet
- Des apports thématiques ciblés (ex : gestion du temps, marketing...).
- Des stages pratiques
- Un appui à la recherche d'un site d'installation

D'autre part, des acteurs locaux, des élus de territoires ruraux et notamment périurbains Rhône-alpins s'interrogent. Quelle stratégie pour maintenir et développer une politique d'emploi sur notre territoire ? Comment rendre attractif notre territoire ? Comment mieux intégrer les nouveaux habitants, les nouveaux projets ? Comment concilier les différents usages des territoires périurbains et éviter ainsi les tensions ?

Dans le cadre du programme Equal, la construction d'une démarche d'appui à la création d'activités est envisagée sur des territoires pilotes, qui se posent des questions spécifiques, dont Saint Etienne Métropole.

- par l'accompagnement des « créateurs » de l'idée au projet, du projet à l'installation et après l'installation
- souple (ex : soit 1-2 jour/mois sur 6 mois)
- alliant formation collective et accompagnement individuel
- s'appuyant sur un réseau d'accompagnateurs professionnels
- transversal à des activités agricoles et plus largement rurales

Description de l'opération

Le projet est à dimension régionale, il s'intègre dans un projet européen « Equal ».

Le projet comprend 2 axes de travail :

Axe I : L'ancrage territorial par l'animation de territoire

Objectifs :

- Installation, intégration des porteurs de projet, pérennisation de leur emploi
- Identification de nouveaux besoins : offre d'activités du territoire

- Identification de nouveaux porteurs de projets
- Travail avec les collectivités pour faciliter l'installation par la gestion de l'espace (foncier...) et la recherche d'un site

Moyens :

- Groupes d'appui locaux réunissant des personnes diverses (élus, responsables de sites de proximité, missions locales...), des professionnels, des enseignants
- Réseau d'accompagnateurs professionnels (agriculteurs, artisans...)
- Travail de terrain des porteurs de projet sur leur territoire dans le cadre de la formation
- Plaquette d'information à destination des élus et rencontres sur la création d'activités en milieu rural
- Organisation de lieux d'échanges avec les cédants et les propriétaires fonciers sur l'enjeu de la transmission des exploitations agricoles pour le territoire (en lien avec l'ADASEA).

Axe II : L'approche centrée sur la personne ou accompagnement des porteurs de projets

Objectif :

Permettre aux porteurs de projets de prendre une décision par rapport à leur projet d'activité.

Moyens :

- Formation collective et Accompagnement individuel
- Modules généraux et thématiques
- Travail de terrain des porteurs de projet sur leur territoire (modules de formation + enquêtes...)
- Stages pratiques

La constitution et l'animation d'un réseau d'accompagnateurs pour rencontrer les porteurs de projets et les conseiller, les accueillir pour des stages pratiques et échanger avec eux après l'installation

Maitre d'ouvrage

Université Jean Monnet

Partenaires

Saint Etienne Métropole, le CFPFA des Sardières à Bourg En Bresse, le CFPFA du Belley à Bugey, l'AFIP Rhône-Alpes et l'ARDEAR (avec l'ADDEAR 42 et l'ADDEAR 01).

Coût de l'opération : 1 048 035 €HT dont 113 247,27 pour 2005, 479 337,00 pour 2006 et 456 779,73 pour 2007

Dépenses éligibles

CDRA Région : dépenses éligibles : 360 000 €HT

Taux de participation : 40% soit 144 000 €

Subvention demandée :

- pour 2005 : 27 370 € et engagée : 13 940 €
- pour 2006 : 59 290 €

Objectifs attendus, outils d'évaluation

- Nombre de personnes accompagnées
- Nombre et diversité d'activités créées ou reprises (1 an, 2 ans et 3 ans après la formation)
- Nombre et diversité de besoins d'activités satisfaits
- Nombre d'emplois créés
- Nombre de professionnels accompagnateurs et diversité des activités représentées

- Nombre et diversité des personnes du territoire impliquées dans les groupes d'accompagnement locaux
- Création de nouvelles activités
- 70 porteurs de projets accueillis pour 30 projets accompagnés

22. Arboretum de la Péronnière

Problématique

Le projet s'inscrit dans un environnement à prédominance agricole et rurale (les Coteaux du Jarez, sud des Coteaux du Lyonnais) en bordure d'une zone de concentration urbaine et à dominante industrielle : la Vallée du Gier.

Ce nouvel équipement sera situé sur un terrain communal de la Commune de La Grand-Croix en complément d'un verger conservatoire déjà existant, planté depuis 15 ans et qui rassemble 111 variétés de cerisiers, bigarreaux, guignes et griottes et une trentaine de variétés de pruniers et d'amandiers. Ce verger est entretenu et animé par les Croqueurs de Pommes du Terroir du Jarez, qui en ont la charge.

Le projet - *Arboretum de la domestication fruitière* - s'articule autour de plusieurs objectifs complémentaires en direction :

- Des arboriculteurs du Jarez, du Pilat et d'autres régions
- Des professionnels de la filière bois (le merisier est un bois d'ébénisterie très apprécié)
- Des professionnels de la pépinière et du paysage (les prunus d'ornement)
- Du secteur de l'éducation et de la recherche (scolaires et universitaires)

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Du tourisme social et culturel.

Description de l'opération

- Aménagement paysager sur un terrain en friche (travaux de nettoyage, inventaire des essences présentes).
- Travaux d'aménagement (plantations) et de viabilité (raccordement aux réseaux pour le bâtiment) afin de ne pas perturber ou compromettre les plantations.
- Aménagement d'un cheminement pédagogique (accès des personnes à mobilité réduite pris en compte)
- Construction d'un bâtiment en bois destiné à accueillir le public. Ce bâtiment comportera plusieurs espaces spécialisés : espace accueil proprement dit, espace documentation avec bibliothèque et salon lecture, espace animation avec équipement vidéo et informatique, espace expositions, espace détente et équipement sanitaire, local de service pour entreposer le matériel d'entretien.

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre

Porteur du projet : Association " Les Croqueurs de Pommes du Terroir du Jarez " - *Conservatoire génétique d'espèces végétales rustiques*.

Partenaires

Etat, Région Rhône Alpes, Département de la Loire, commune de La Grand'Croix.

Coût de l'opération : 143 159 €HT

Dépenses éligibles

CDRA – Région

- Taux de financement : 19% soit 27 432 €
- Droit commun – Région :

- Taux de financement : 4% soit 6 000 €

Objectifs attendus et outils d'évaluation

- Equipement nouveau et original, à la fois grand public et spécialisé.
- Accueil de scolaires pour visites commentées, découvertes botaniques, ateliers pratiques, conférences, expositions, documentations.
- Accueil de professionnels pour des stages et également visites commentées et documentation.
- Accueil grand public, dans le cadre de circuits touristico-culturels, l'arboretum présentant aussi une collection de prunus d'ornement.
- Plusieurs milliers de visiteurs et usagers attendus chaque année.
- La visite de l'arboretum s'inscrira (ou pourra s'inscrire) dans un circuit comportant la visite d'un ou des vergers conservatoires des Croqueurs de Pommes du Jarez (pommiers à Saint-Paul-en-Jarez, poiriers à Saint-Martin-la-Plaine) et d'autres centres d'intérêt culturel nombreux dans la région (cf. la Maison de la Forge à Saint-Martin-la-Plaine, l'Aqueduc du Gier, Sainte-Croix-en-Jarez, par exemple)
- Equipement de nature destinier à rendre le cadre de vie de ce secteur encore plus agréable, en transformant une friche actuelle en un site paysagé et riche d'essences fleuries et fruitières... appréciables depuis l'autoroute A47.

23. Colloque sur l'agriculture périurbaine (*opération réalisée*)

Problématique

Un quart des espaces de Saint-Etienne Métropole est occupé par près de 600 exploitations agricoles professionnelles. L'agriculture reste une composante importante du territoire.

En 20 ans, la surface urbanisée a doublé sans que la population ait augmenté. C'est une tendance forte sur l'agglomération liée à la politique de l'habitat selon les zones (urbaine, rurale). Pour Saint-Etienne Métropole, le maintien de l'agriculture sur ces régions apparaît comme une priorité tant sur le plan économique qu'environnemental. En effet les fonctions que remplit l'agriculture périurbaine sont multiples :

- économique et de production,
- environnemental et de gestion de l'espace,
- social,
- tourisme de proximité.

De plus, Saint-Etienne Métropole réfléchit actuellement à une stratégie en faveur des zones périurbaines et rurales.

Cette perspective vise à consolider le rôle de l'agriculture en tant que composante à part entière des métropoles. Ainsi et au-delà de la fonction productrice, l'agriculture offre, en périphérie des agglomérations, d'autres potentiels d'activité, de développement et de services.

Saint-Etienne Métropole profite de la manifestation agricole du 11 et 12 septembre 2004, porté par le comité de développement RUSE et,

dont la communauté d'agglomération est partenaire pour mettre en place ce colloque. Pour le territoire, cette semaine sera basée sur le thème de l'agriculture.

Cette journée doit valoriser la place de l'agriculture au sein de Saint-Etienne Métropole afin de faire prendre conscience aux élus qu'une réflexion sur ces territoires est nécessaire pour l'avenir. Ce colloque ne veut pas apporter qu'un échange entre les participants mais également des pistes de réflexion pour les années à venir.

Description de l'opération

Le colloque «L'agriculture périurbaine facteur d'aménagement et de développement économique du territoire» aura lieu le vendredi 10 septembre 2004 de 9h30 à 17h00 au Centre des Congrès de Saint-Etienne. Celui-ci se déroulera sous la forme de deux tables rondes :

- le foncier en zone périurbaine (pression foncière, baisse de la SAU, le SCOT, les PLU et la SAFER),
- produire et commercialiser en milieu périurbain (filière courte, les marchés, nouvelles filières, relation producteur / grande distribution).

Cette journée sera animée par un journaliste concerné par la filière agricole.

A midi, un repas terroir sera proposé par différents agriculteurs du département de la Loire, afin de montrer la richesse et la diversité des produits ligériens.

Les invités au colloque seront : tous les élus de Saint-Etienne Métropole, les intercommunalités, le conseil général, le conseil régional, les chambres d'agriculture, les organismes ou associations agricoles, les écoles...

Maitre d'ouvrage, maitre d'œuvre, partenaires

Porteur du projet : Saint-Etienne Métropole

Partenaires

Conseil Général de la Loire, Europe (FEOGA), Chambre d'agriculture de la Loire, Agence d'urbanisme Epures

Coût de l'opération : 24 000 €HT

Dépenses éligibles

CDRA – Région : taux de financement : 42% soit 10 000 €

Subvention demandée : 10 000 €

Objectifs attendus et outils d'évaluation

Les objectifs attendus sont d'apporter une réflexion sur les enjeux de ces territoires et de proposer des actions à mettre en place pour l'avenir.

L'évaluation pourra s'appuyer sur le nombre de participants et sur le choix de la stratégie mise en place par Saint-Etienne Métropole.

24. Accompagnement des actions par la Chambre d'Agriculture de la Loire

Animation, suivi et accompagnement des opérations suivantes :

- Marché à la ferme : 10 jours par an en 2005 et 2006 puis 5 jours par an 2007 et 2008 soit 30 jours
- Développer la transformation fermière : 10 jours par an jusqu'en 2008 soit 40 jours,
- Points de vente collectifs : 6 jours par an jusqu'en 2008 soit 24 jours,

- Prise en compte de l'environnement dans les exploitations agricoles, 50 jours.

Le contenu de cette mission est susceptible d'évoluer en fonction des nouvelles opérations qui pourront être retenues.

Maitre d'ouvrage

Chambre d'Agriculture de la Loire

Coût de l'opération : 64 800 €HT

Dépenses éligibles

CDRA – Région : taux de financement de 30% soit 19 440 €

TROISIEME PARTIE

DIAGNOSTIC AGRICOLE, PROJET STRATEGIQUE DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE SAINT ETIENNE METROPOLE ET DECLINAISON EN
UN PROGRAMME D'ACTIONS PLURIANNUEL

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT DE TRAVAIL

1 Contexte.....	123
la présentation du territoire :.....	123
le développement périurbain sur l'agglomération stéphanoise.....	123
les caractéristiques agricoles de Saint Etienne Métropole.....	123
2 Démarche du Projet Stratégique Agricole et de Développement Rural.....	124
3 Objet et contenu de l'étude.....	124
les diagnostics et études préalables.....	124
le programme d'actions et sa mise en oeuvre.....	128
4 Déroulement de l'étude.....	129
la description de la mission :	129
le suivi de la mission	129
le planning prévisionnel	129
les rendus.....	130
5 Modalités de la consultation.....	130
les compétences et la composition de l'équipe	130
le contenu de la proposition	131
le barème pour le choix du cabinet	131
les modalités de paiement	133
la clause de confidentialité.....	133
la propriété intellectuelle de l'étude	133
les documents mis à disposition par Saint Etienne Métropole pour la réalisation de la mission au prestataire choisi.....	133
le planning de la consultation	134

1 CONTEXTE

la présentation du territoire :

Saint Etienne Métropole est une communauté d'agglomération de 43 communes regroupant 390 000 habitants dans le Sud du département de la Loire. Elle est la 6^{ème} communauté d'agglomération de France, la seconde de Rhône-Alpes.

La ville de Saint Etienne est située à 60 km de Lyon, de 76 km du Puy en Velay (43) et de 145 km de Clermont-Ferrand (63).

L'aéroport de Saint Etienne – Bouthéon, à 30 min du centre-ville, dessert plusieurs villes en France et en Europe (compagnie low-cost assurant une liaison quotidienne entre Saint Etienne et Londres). Enfin, Saint Etienne est située à 2h30 de Paris en TGV.

Bien qu'ancienne cité industrielle, Saint Etienne Métropole se caractérise comme une « ville à la campagne » d'une part en raison de l'hétérogénéité des communes qui la composent et d'autre part de la proximité d'un ensemble naturel de qualité :

- le Parc Naturel Régional du Pilat au Sud qui met en œuvre une politique touristique affirmée,
- le site classé des Gorges de la Loire au Sud-ouest,
- les Monts du Lyonnais et les coteaux du Jarez au Nord.

Ce sont en particulier les territoires ruraux environnants qui font de Saint Etienne Métropole un territoire attractif. Afin que ces espaces puissent conserver leur attractivité, il est nécessaire de les préserver dès maintenant des dangers de la périurbanisation dont l'ampleur actuelle menace la qualité environnementale et paysagère, et

contribue au développement des conflits d'usages du territoire entre résidents et agriculteurs.

le développement périurbain sur l'agglomération stéphanoise

Sur les 43 communes qui composent Saint Etienne Métropole, 20 ont moins de 2 000 habitants d'où la nécessité de prendre en compte le développement de ces espaces périurbains dans sa globalité : agriculture, artisanat, commerce, accueil de nouvelles populations,...

L'agglomération s'étend sur une superficie de 56 600 hectares, dont 21 755 hectares sont en Surface Agricole Utilisée. L'agriculture est un domaine dynamique et représentatif de l'agglomération, qui subit cependant les grandes tendances nationales, déterminées par le contexte globalisé européen de l'agriculture, dont les conséquences sont les suivantes :

- Surface Agricole Utilisée en baisse (consommation d'espace à vocation résidentielle),
- Difficulté de transmission des exploitations (capital trop élevé),
- Baisse du nombre des exploitants,
- Augmentation de la taille des exploitations (et de la charge de travail).

Les espaces agricoles du territoire de l'agglomération subissent de profondes mutations : la forte demande pour la maison individuelle s'est traduite par une consommation importante d'espace à usage résidentiel. Alors que la population restait stable, 3 000 hectares ont été consommés entre 1990 et 1999 sur le périmètre du SCOT Sud

Loire. L'agglomération souffre en effet d'un déficit d'image lié à la qualité paysagère de ces espaces urbains, d'où une consommation importante d'espaces en périphérie permettant de répondre à la demande actuelle de la population en recherche d'espaces résidentiels de qualité. Entre 1997 et 2002, chaque nouveau logement a consommé en moyenne 1 029 m² sur le périmètre du SCOT Sud Loire contre 243 m² sur l'agglomération lyonnaise. Cet étalement urbain participe à la désorganisation de l'espace agricole, au morcellement des milieux naturels et à la dégradation de la qualité paysagère, mais témoigne cependant de l'attractivité de ces territoires. De plus, la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise a identifié les zones en perte d'attractivité, avec entre autres les vallées du Gier, de l'Ondaine et le centre de Saint Etienne. C'est donc au développement de toutes les zones périphériques à ces territoires en perte d'attractivité qu'il faut veiller en particulier, afin de préserver les espaces agricoles, l'environnement, et les paysages.

La volonté de veiller au maintien des espaces agricoles à l'échelle de l'agglomération est récente et poursuit une dynamique engagée depuis peu grâce au développement de l'intercommunalité. Le relais pris par les collectivités pour considérer les espaces agricoles témoigne de leur place essentielle dans l'équilibre territorial. Des besoins locaux émergent, étant donnée la rapide mutation des espaces périurbains et ruraux.

les caractéristiques agricoles de Saint Etienne Métropole

L'agriculture de Saint Etienne Métropole se caractérise, comme le département de la Loire, par une grande majorité d'élevage à 72% réparti en :

- production laitière 31%,
- production de viande bovine 24%,
- production ovine 16%,
- production caprine 1%.

La zone d'élevage est bien structurée, les pratiques collectives sont courantes, mais toute la zone est contrainte par le PMPOA II qui nécessite des efforts conséquents pour limiter la pollution des sols.

Une production est spécifique à Saint Etienne Métropole : l'arboriculture, répartie sur 12 communes des Coteaux du Jarez. Ces exploitations représentent 22% des exploitations de l'agglomération et produisent en majorité des cerises (400 hectares), des pommes (190 hectares), puis des pêches, des poires, des abricots, et des prunes et couvrent une surface au total de 834 hectares.

L'arboriculture est une production dynamique, menacée cependant par plusieurs facteurs : le manque d'organisation collective, les contraintes climatiques (besoin important en irrigation), les risques naturels liés à la multiplication des retenues collinaires nécessaires à l'irrigation, le futur passage de l'A45 menaçant la pérennité des exploitations. En outre, l'arboriculture est définie dans le SCOT Sud-Loire comme une zone à forts enjeux pour le territoire.

La production végétale représente 11% de la Surface Agricole Utilisée au total.

L'agriculture de l'agglomération est typiquement périurbaine étant données les surfaces relativement petites (moyenne de 17 hectares toutes exploitations confondues), les modes de commercialisation (vente directe, filières courtes...), la pression foncière...

2 DEMARCHE DU PROJET STRATEGIQUE AGRICOLE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL

Pour permettre aux agglomérations et aux Parcs Naturels Régionaux de mieux gérer leurs espaces agricoles et ruraux, le Conseil Régional Rhône-Alpes a défini par délibération du 21 juillet 2005 un Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural (PRADR) qui comporte un nouveau dispositif permettant désormais de bâtir une stratégie propre à ces espaces : les Projets Stratégiques Agricoles et de Développement Rural – PSADER (mesure 20 du PRADR).

La Région Rhône-Alpes s'engage dans une territorialisation et une déconcentration de sa politique en faveur de l'agriculture et du développement rural pour permettre aux acteurs territoriaux de disposer de marges de manœuvre plus importantes dans la construction de projets stratégiques agricoles et de développement rural – PSADER répondant aux enjeux identifiés sur le territoire.

Le PSADER doit être propre au territoire, il est le volet agricole et développement rural du Contrat de Développement Rhône Alpes (CDRA). Il doit être établi sur les bases d'un diagnostic et l'identification d'enjeux et d'objectifs. Les données qui seront issues du diagnostic réalisé feront par ailleurs l'objet d'une capitalisation par la Région.

Le PSADER pourra également inclure des actions liées à la forêt et à la filière bois s'il s'agit de démarches partenariales.

La mise en œuvre d'un PSADER fera l'objet d'un conventionnement avec la Région sur une durée maximale de 5 ans. Ce conventionnement permettra au territoire de disposer d'une enveloppe de crédits supplémentaires, au plus égale au montant des crédits régionaux réservés par le territoire au volet agricole du CDRA.

L'objectif est de permettre la mise en œuvre concertée, entre l'ensemble des acteurs du territoire dont les agriculteurs et les élus locaux, d'un projet stratégique et territorial de développement agricole et rural.

3 OBJET ET CONTENU DE L'ETUDE

Dans le cadre du Contrat de Développement Rhône Alpes (CDRA), procédure contractuelle entre Saint Etienne Métropole et la Région Rhône-Alpes, signée pour 5 ans (de 2004 à 2008), la valorisation de l'agriculture périurbaine a fait l'objet d'une action spécifique (action n°15 « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine ») qui a permis de mettre en place des premières opérations concernant la structure des exploitations, le développement des circuits courts, l'agrotourisme, et l'attractivité du territoire.

Le nouvel outil mis à disposition par la région – le PSADER - permet désormais d'approfondir cette démarche afin que les territoires définissent une stratégie propre et globale aux espaces agricoles et ruraux.

les diagnostics et études préalables

Aucun diagnostic complet des espaces agricoles et périurbains n'a été effectué jusqu'à maintenant sur le territoire de l'agglomération stéphanoise. Un certain nombre d'études sectorielles ont déjà été

réalisées, mais une étude globale permettant de dégager des axes stratégiques est nécessaire au territoire tant au niveau du développement agricole, de la forêt, que du développement rural au sens large. Une partie du cahier des charges fourni ci-après pourra être réalisée grâce à des documents fournis par Saint Etienne Métropole. Le rapport de présentation du SCOT Sud Loire publié en septembre 2006, et l'extraction des données correspondant au territoire de Saint Etienne Métropole vous sera fourni pendant la réalisation du diagnostic. D'autres parties n'ayant jamais été traitées auparavant devront faire l'objet d'une analyse approfondie. Ces précisions sont fournies dans le contenu de l'étude qui suit.

Les travaux préalables doivent dégager les atouts, faiblesses, opportunités et menaces afin d'identifier les enjeux et de définir le projet stratégique territorial de développement agricole et rural décliné ensuite en un programme pluriannuel d'actions avec l'identification des moyens à mettre en œuvre et des priorités. Chaque catégorie de partenaires sociaux et économiques oeuvrant sur le territoire doit être associée à la définition et à la mise en œuvre du projet afin de favoriser une approche globale multisectorielle.

Le projet stratégique doit être compatible et complémentaire avec la charte du CDRA, les politiques départementale, nationale et européenne.

Le diagnostic territorial devra porter prioritairement sur les thématiques privilégiées par la région, à savoir :

- La diversification de l'agriculture vers la commercialisation des produits agricoles de qualité sur un marché localisé et vers des activités de service,

- L'accompagnement à la transmission des entreprises agricoles et l'accueil d'actif en milieu rural,
- Les opérations de gestion concertée des espaces ainsi que des ressources naturelles et patrimoniales,
- La recherche de synergies et de solidarité entre secteurs d'activités, notamment en matière de ressources humaines, et/ou acteurs du territoire.

Pour bien appréhender les enjeux et les perspectives du territoire, il sera nécessaire de prendre en compte ses diversités d'usage et de fonctions. Les trois composantes de l'espace rural communément admises, étroitement imbriquées, interdépendantes et plus ou moins concurrentes seront ainsi distinguées :

- la campagne « ressource », vue et vécue en termes d'espace productif,
- la campagne « cadre de vie » identifiée comme espace résidentiel et récréatif,
- la campagne « nature » incluant le maintien de la biodiversité des milieux, les cycles de vie et la maîtrise des pollutions.

Cette approche est une garantie de la prise en compte de tous les besoins du territoire dans une perspective de développement durable.

Ce diagnostic doit nécessairement être pluridisciplinaire et faire appel à des connaissances techniques, économiques et environnementales relevant de spécialistes des matières requises par les thèmes étudiés. Les éléments de lecture du projet relatifs à l'analyse du territoire, de ses habitants, de son économie, de ses paysages, de ses espaces naturels pourront être identifiés selon le plan suivant :

Les éléments en italique indiquent les parties correspondant à un travail de synthèse des documents déjà existants. Les autres nécessitent une analyse approfondie.

Démarche :

- Evaluation qualitative et quantitative du volet agriculture et développement rural du CDRA (action n°15 « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine »).
- Communes et structures concernées,
- Origine et contexte du projet,
- Principaux enjeux et objectifs (et hiérarchisation),
- Analyse de l'opportunité et de la faisabilité du projet d'élaboration du PSADER,
- Déroulement du PSADER : étapes, organisation, calendrier de réalisation de la phase préalable et du projet.

Données générales sur le territoire :

1. Démographie

- *Evolution de la population (taux de variation, proportion de population rurale / urbaine / périurbaine,...)*
- *Emploi dans les communes et à l'extérieur*
- *Densité de population*
- *Parts d'emplois dans les secteurs I aire, II aire et III aire.*

2. Géographie

- *Altitude*
- *Occupation des sols : superficie, part relative, évolution et localisation des zones agricoles, boisées (de production, délaissées, ripisylves), urbanisées, naturelles protégées, etc.*
- *Zonages administratifs*

3. Autres projets sur le territoire

- *Autres études et diagnostics existants sur le territoire.*

- *Grands projets structurants existants ou prévus dans les 15 ans.*
- *Autres projets communaux, intercommunaux : opérations en cours (aménagement foncier, PLUE, PLU, SCOT, SAGE, agenda21, etc.)*

4. Foncier

Définition des principaux enjeux fonciers, hiérarchisation.

Au niveau « macro » :

- *Moyenne des prix des terres agricoles et des terrains constructibles.*
- *Volume de transactions, de ventes foncières, indicateurs de pression foncière.*
- *Etudes, réflexions menées en rapport à la planification de l'usage des espaces agricoles, naturels et forestiers.*

Au niveau « micro » :

- *Zones particulièrement concernées par la pression foncière (parcelles, bâti)*
- *Besoins et potentiels en termes de mise en place d'actions foncières (création de zones protégées, etc.)*
- *Objectifs de pérennisation foncière à 5 ans, 10 ans*
- *Appréciation de la nécessité d'interventions foncières.*

Volet « ressource », espaces productifs :

Ce volet mettra en évidence la situation et le potentiel du territoire en termes d'activités et de ressources économiques. Seront analysées la viabilité globale des entreprises quelles soient agricoles, para-agricoles ou rurales ainsi que les besoins en termes de travail, d'emploi et de formation.

1. Agriculture, forêt

- *Part relative des activités agricoles et forestières par rapport aux autres activités du territoire*

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Etat et évolution du nombre d'exploitations sur le territoire / tailles moyennes / Appréciation de la « durabilité » des systèmes d'exploitation
 - types et modalités particulières de production (AOC, bio, ...) et potentialités de chacune
 - Part relative des double-actifs, d'emplois salariés
 - Moyenne d'âge des chefs d'exploitation, part de Jeunes Agriculteurs (- de 5 ans)
 - Exploitations susceptibles d'être libérées dans les 5 ans / dans les 10 ans
 - Appréciation des conflits d'usage liés au voisinage périurbain
 - Offre de produits en circuits courts : existants, besoins, contraintes et perspectives
 - Besoins et potentiels en termes de mise en place de fermes communales, délocalisation de bâtiments d'élevage
 - Besoins et potentiels en termes de projets liés à l'utilisation des produits et sous-produits du bois sur le territoire
 - Bois énergie et bois construction
 - Formation agricole et forestière
 - Organisation collective en agriculture : CUMA, Coopératives, Groupements d'employeurs...
 - Débouchés de l'agriculture : commercialisation hors et dans le territoire _ capacité de l'agriculture à approvisionner le marché local
 - Les filières agricoles : état, besoins, contraintes et perspectives
 - Industrie agro alimentaire et son lien avec l'agriculture locale
 - Energies renouvelables
- 2. Autres activités : artisanat, commerces, industries**
- Principaux employeurs sur le territoire, capacités d'emplois par secteurs et évolution.
 - *Migrations journalières vers un/des pôles/ urbains*
 - *Déficits en termes de population active, d'emplois à pourvoir, de formations sur le territoire*

- Etat de l'offre en terme de services (écoles, établissements de santé, aide à la population...)
- Structure de l'emploi en milieu périurbain : agriculture, artisanat, commerce,...

Volet « cadre de vie », espaces résidentiels et récréatifs :

L'intérêt de ce volet porte sur l'identification des atouts et des contraintes liés à l'usage non productif de l'espace. L'approche se fera en termes d'aménités apportées par le territoire, des besoins et des potentiels touristiques.

1. Usages résidentiels

- Appréciation qualitative de l'influence périurbaine
- Part relative et évolution du nombre de « néo ruraux » sur le territoire
- Proportion d'actifs travaillant dans un pôle urbain et distance moyenne parcourue
- Proportion de résidents primaires, secondaires, retraités
- Attentes de ces habitants (en matière de produits, services, agréments, paysage)
- Conflits d'usage (nuisances), besoins en termes de communication et de solidarités
- Existence d'une identité locale, d'une notion de terroir

2. Usages récréatifs, paysages

- *Sites et paysages classés remarquables, exceptionnels, sites inscrits*
- Appréciation de la perception du paysage par les habitants
- *Présence d'infrastructures touristiques*
- *Potentiels touristiques, sous ou sur fréquentations.*
- *Analyse des problématiques paysagères : présence de fiches, landes, boisements « involontaires ». Le cas échéant, surface relative de ces zones.*
- Identifications des conflits d'usages et de leur cause.
- *Patrimoine bâti architectural à recenser, à conserver, à préserver.*

Volet « environnement », espaces de préservation :

Dans ce volet, l'attention doit particulièrement porter sur le recensement et l'analyse des risques naturels, de pollution diffuse de qualité de l'eau sur des secteurs menacés et sur les besoins de préservation des espèces et de leurs habitats.

- *Inventaires des espaces naturels à enjeux et à gestion spécifique (ZNIEFF, ZICO, ZPS, Natura 2000, arrêtés de biotopes, espaces naturels sensibles des départements, réserves naturelles, forêts RTM,...).*
- Superficie concernée à l'échelle du PSADER.
- Analyse de la menace pesant sur les habitats et espèces concernés.
- Inventaire et analyse des espaces présentant des manques en termes de gestion et de protection.
- Mesures envisagées (plans de gestion, inventaires, actions pédagogiques, etc.)

Contexte :

- Comparatif du territoire agricole et périurbain stéphanois avec d'autres agglomérations comparables
- Positionnement de l'agriculture et du développement périurbain de l'agglomération stéphanoise vis-à-vis de la PAC, de la loi d'orientation agricole, de la loi sur les territoires périurbains, de la loi montagne, du volet agricole du contrat de plan Etat Région, des politiques régionale et départementale, de la charte CDRA en la matière dans la définition de la stratégie : Quelle compatibilité et complémentarité du projet stratégique par rapport à ces politiques ?

le programme d'actions et sa mise en oeuvre

Ce projet stratégique fera l'objet d'une déclinaison en programme d'actions pluriannuel sur 5 ans (a priori de 2009-2013). Tout ou

partie de ce programme fera l'objet d'un soutien régional et sera formalisé dans une convention d'objectifs et de réalisation signée entre la Région et la structure porteuse du territoire.

Le choix des actions qui feront l'objet d'un financement régional au travers du PSADER sera fonction de la cohérence de ces actions :

- avec le projet stratégique agricole et rural défini par le territoire,
- avec le Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural (PRADR) et notamment les objectifs dévolus au PSADER par la Région.

De plus, la participation de la Région portera prioritairement sur des actions collectives, structurantes et durables relevant des 4 thématiques suivantes :

1- l'accompagnement à la transmission des entreprises agricoles et la mise en œuvre de politique d'accueil d'actifs en milieu rural.

2- les opérations de gestion concertée des espaces ainsi que des ressources naturelles et patrimoniales

Volet Foncier et urbanisme

Volet Multifonctionnalité des espaces

Volet Patrimoine local « paysage, environnement, bâti, savoir-faire »

Volet préservation des ressources naturelles

3- la diversification de l'agriculture vers la commercialisation des produits agricoles de qualité sur un marché localisé et vers des activités de service :

3-1 en favorisant la commercialisation des produits de qualité sur un marché localisé afin de capter la valeur ajoutée localement et structurer cette forme de commercialisation

3-2 en favorisant le développement de services en réponse à des besoins du territoire

4- la recherche de synergies et de solidarité entre secteurs d'activités et/ou acteurs du territoire

Le programme d'actions pluriannuel se déclinera en fiches actions et contiendra la description des outils d'évaluation in itinere et ex post et la définition des moyens humains et financiers nécessaires à la mise en œuvre de cette stratégie, du programme d'actions et de l'évaluation.

Chaque fiche action devra comporter :

- o un descriptif de l'action,
- o les objectifs,
- o les moyens techniques, humains et financiers de l'animation
- o le coût de l'opération,
- o un plan de financement,
- o les sources de financements (dépense subventionnable et taux de subvention) : région et autres,
- o un échéancier de réalisation,
- o le maître d'ouvrage, (voire le maître d'œuvre, si nécessaire),
- o les partenaires,
- o des indicateurs d'évaluation.

4 DEROULEMENT DE L'ETUDE

la description de la mission :

La mission se fera en 2 phases :

- phase 1 : réalisation du diagnostic territorial et définition du projet stratégique – durée : 6 mois (a priori de janvier 2007 à juin 2007),
- phase 2 : assistance à maîtrise d'ouvrage pour la déclinaison du programme pluriannuel d'actions et pour prendre en compte les différentes remarques à chaque étape de validation pour le diagnostic territorial, le projet stratégique et le programme pluriannuel d'actions – durée : 15 mois (a priori de juin 2007 à septembre 2008 – dont 6 mois de validation).

le suivi de la mission

Le suivi de l'étude sera assuré par un comité de pilotage associant les élus en charge de l'agriculture de Saint Etienne Métropole, du Parc Naturel Régional du Pilat, du Conseil Général de la Loire, ainsi que du Conseil Régional Rhône Alpes ; des techniciens de Saint Etienne Métropole en charge du CDRA et de l'économie agricole, de la Région Rhône Alpes, soit environ 10 personnes.

Aussi, le cabinet conseil devra fournir autant d'exemplaires de supports pour les réunions que de membres du Comité de Pilotage, pour assurer le bon fonctionnement de ce groupe.

le planning prévisionnel

Ce planning est prévisionnel et peut-être amené à évoluer, notamment en fonction des étapes de validation.

1^{er} semestre 2007 : réalisation du diagnostic et présentation des enjeux

Janvier 2007 :

- lancement du diagnostic

Mars 2007 :

- rendu intermédiaire des premiers enjeux et présentation du diagnostic en comité de pilotage
- transmission au bureau d'études des données sur le territoire de Saint Etienne Métropole extraites du rapport de présentation du SCOT Loire Sud publié en septembre 2006

Juin 2007 :

- fin du mois : rendu du diagnostic et présentation du projet stratégique en comité de pilotage.

Juillet 2007 :

- présentation du diagnostic et du projet stratégique par le comité de concertation.

2^{ème} semestre 2007 :

Septembre à Novembre 2007 : validation du diagnostic et du projet stratégique par les différentes instances compétentes

- Validation du diagnostic et du projet stratégique :
par les instances de SEMET : Commission Agricole (Septembre), Commission Aménagement du Territoire (Septembre), Bureau (Octobre)
par le Comité technique de la région (Novembre)

Septembre 2007 : réalisation du programme d'actions

- réunion de lancement du programme d'actions avec présentation d'un document de travail au comité de pilotage

Décembre 2007 :

- rendu intermédiaire du programme d'actions et présentation en comité de pilotage

Février 2008 :

- fin du mois : rendu du programme pluriannuel d'actions et présentation en comité de pilotage

Mars 2008 :

- présentation du programme d'actions pluriannuel en comité de concertation

Avril à Septembre 2008 : validation du programme d'actions pluriannuel par les différentes instances compétentes

par les instances de SEMET : Commission Agricole (Avril), Commission Aménagement du Territoire (Avril), Bureau (Mail), Conseil de Communauté (Juin)
par le Comité technique de la région (Septembre)

les rendus

- Préparation des supports de présentation pour les différentes réunions (documents papier, power point, ...) : comité de pilotage et comité de concertation.

- Pour le rendu final de chacune des phases : en plus des 3 exemplaires papier (dont un reproductible), il est demandé de fournir les rapports sous format informatique compatible PC ou MAC.

5 MODALITES DE LA CONSULTATION

les compétences et la composition de l'équipe

Le diagnostic et la définition du projet stratégique nécessitent la composition d'une équipe pluridisciplinaire coordonnée par un généraliste du développement local et rural.

DOCUMENT DE TRAVAIL

La première phase de la mission (diagnostic agricole et projet stratégique) devra être réalisée par une équipe pluridisciplinaire compétente dans les domaines du développement rural/périurbain, de l'agriculture, de l'environnement, du paysage, et de l'économie.

Quant à la deuxième phase de la mission, relative à la déclinaison du projet stratégique en programme d'actions pluriannuel, elle sera assurée par le coordonnateur, généraliste du développement local et rural qui aura coordonné l'équipe pluridisciplinaire pour la première phase de la mission.

Une attention particulière sera portée sur les expériences précédentes du cabinet conseil dans les procédures contractuelles.

le contenu de la proposition

La proposition devra comporter deux enveloppes :

- 1^{ère} enveloppe : statut juridique et capacité professionnelle – références et compétences requises – comprenant entre autres :
 - les références du cabinet et l'expérience sur d'éventuels travaux analogues,
 - le nom et le CV des directeurs, des chargés d'étude et d'éventuels partenaires associés s'engageant à suivre la mise en place de ce projet sur le territoire.
- 2^{ème} enveloppe : le marché comprenant entre autres :
 - le prix et son détail par phase et pour la première phase par domaine de compétence (montant détaillé : frais de déplacement, nombre de jours d'intervention...),
 - un mémoire justificatif par phase comprenant : la qualification du personnel en charge des missions, l'organisation au sein de l'équipe, la méthodologie (le

délai, le planning, la méthode de travail, la présentation et la qualité du rendu) et les matériels informatiques.

le barème pour le choix du cabinet

Deux critères de choix des offres ont été définis :

- Critère n°1 : Valeur technique de l'offre correspondant à une pondération de 70% : les 2 mémoires justificatifs seront notés sur 14 points comme explicité ci-dessous :

DOCUMENT DE TRAVAIL

N°	PHASE 1 : DIAGNOSTIC ET PROJET STRATEGIQUE	PHASE 2 : ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACTIONS
	Qualification du personnel en charge des missions 1,5 point	Qualification du personnel en charge des missions 1 point
1		
2	Organisation au sein de l'équipe pluridisciplinaire 2,5 points	Organisation au sein de l'équipe 1,5 point
3	Méthodologie : (délai, planning et méthode de travail, présentation et qualité de rendu : 3 exemplaires papier dont 1 reproduction et une version CD, les rendus en comités de pilotage et comité de concertation ...) 4 points	Méthodologie : (délai, planning et méthode de travail, présentation et qualité de rendu : 3 exemplaires papier dont 1 reproduction et une version CD, les rendus en comités de pilotage et comité de concertation ...) 3 points
4	Liste indiquant les matériels informatiques pour élaboration des documents au format informatique compatible avec les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage : Word, Excel, Power point, Adobe Reader, Auto Cad, Adobe Photoshop, ESRI (Arcview) ou MAP INFO : 0,25 point	Liste indiquant les matériels informatiques pour élaboration des documents au format informatique compatible avec les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage : Word, Excel, Power point, Adobe Reader, Auto Cad, Adobe Photoshop, ESRI (Arcview) ou MAP INFO : 0,25 point

- o Critère n° 2 : Prix de la prestation correspondant à une pondération de 30% : noté sur 6 points.

les modalités de paiement

- 5% d'avance forfaitaire à la notification,
- 25% au rendu du diagnostic et du projet stratégique (après la présentation au comité de pilotage),
- 25% au rendu intermédiaire du programme d'actions ainsi que la version définitive du diagnostic et du projet stratégique validés,
- 25% au rendu du programme d'actions pluriannuel (après la présentation au comité de pilotage),
- 20% au terme des différentes étapes de validation.

la clause de confidentialité

L'acceptation de la présente mission est conditionnée à une clause de confidentialité et l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, et décisions dont la société aura connaissance au cours de l'exécution de sa mission. Notamment toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable du commanditaire, est interdite.

la propriété intellectuelle de l'étude

Saint Etienne Métropole aura pleine et entière propriété intellectuelle des données des études confiées.

les documents mis à disposition par Saint Etienne Métropole pour la réalisation de la mission au prestataire choisi

- Rapport de présentation du SCOT Sud Loire (publication en septembre 2006)
Données synthétisées à l'échelle de Saint Etienne Métropole fournies en mars 2007
- La présentation des espaces ruraux de l'agglomération de Saint Etienne Métropole, Bureau d'études SITER, 2002.
- Pré-diagnostic du territoire de Saint Etienne Métropole et état d'avancement du programme d'appui à la création d'activités en milieu rural dénommé « Accompagnement à la création d'activités de Porteurs de Projets et de Territoires Innovants – APPETI », Programme PIC EQUAL – FSE, Saint Etienne Métropole, 2005-2007.
- Pour une stratégie foncière à l'échelle de l'agglomération stéphanoise, document collectif élaboré par EPURES (Agence d'Urbanisme), EPORA (Etablissement Public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) et Saint Etienne Métropole, 2005.
- *Atlas de l'environnement de la région stéphanoise*, EPURES, 1996.
- Etude thématique sur les paysages des Coteaux du Jarez dans le cadre du programme Métropole Nature (Interreg) en 2003.
- Etude paysage sur Saint Etienne Métropole de Monsieur Chomienne, EPURES,
- Etude sur les Maisons de maître, EPURES,

- *Analyse du territoire de Saint Etienne Métropole et de l'agriculture en milieu périurbain en termes de système et de pérennité. Propositions de scénarii d'évolution*, Jean Sylvain GOUTELLE-stagiaire à Saint Etienne Métropole, 1998/1999.
- *Recensement Général Agricole* 2000.
- *Etude arboricole des Coteaux du Jarez*, Diagnostic territorial réalisé par la Chambre d'agriculture de la Loire sur les Coteaux du Jarez (projet A45), 2003.
- *Enquête auprès des agriculteurs périurbains du sud de la plaine du Forez*, EPURES, mars 2001 (données 94)
- *Plan de Gestion de l'Espace (PLGE)* du Parc Naturel Régional du Pilat,
- *Annuaire des industries agroalimentaires de la Loire*, Agence de Développement Economique de la Loire, Décembre 2004 (devrait être réactualisée d'ici fin 2006).
- Contrat de Développement Rhône-Alpes (CDRA)
- Action 15 « Valoriser les potentialités de l'agriculture périurbaine » du CDRA
- Plan Régional pour l'Agriculture et le Développement Rural (PRADR)
- Directive Territoriale d'Aménagement
- Charte du Parc Régional Naturel du Pilat
- Enquête ménages/déplacements, EPURES, 2000-2001.
- *Pratiques de territoire, rapports d'appartenance et systèmes de représentation spatiale dans l'agglomération de Saint Etienne Métropole*, Etude sociologique pour l'agenda 21 de Saint Etienne Métropole, 2003-2004.

- *Etude de stratégie de développement touristique de Saint Etienne Métropole*, Cabinet conseil MaHoc, 2005.

Tous les documents remis par Saint-Étienne Métropole au prestataire resteront propriété exclusive de l'institution et devront lui être restitués.

le planning de la consultation

La date limite de réponse à la présente consultation est fixée :

au ... *novembre 2006 à 16h00*

dans les locaux de :

Saint-Étienne Métropole

Service Juridique, allée des cycles

35 rue Pierre et Dominique Ponchardier, BP 23

42009 Saint Etienne cedex 02

Les modalités de consultation sont les suivantes :

- parution dans la presse habilitée à recevoir des annonces légales (Le Moniteur),
- publication sur le site internet de Saint Etienne Métropole.

Contact :

Communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole

Service Aménagement du territoire

35, rue Pierre et Dominique Ponchardier

BP 23

42 009 SAINT ETIENNE Cedex 02

suivi par :

Cécile SOARES au 04 77 42 32 87

